



Cahiers de formation marxiste n°9

Textes de formation et de débats sur:

Marxisme et féminisme



Edité par la Formation Léon Lesoil
Ligue Communiste Révolutionnaire
Section belge de la IVe Internationale

LCR
la gauche

Les Cahiers de formation marxiste sont des anthologies de textes d'analyse produits essentiellement par notre courant: la LCR et la IVe Internationale. Ils constituent ainsi des outils pour la formation marxiste, collective ou individuelle et s'adressent donc avant tout aux membres et aux sympathisant/es de notre organisation, mais sont également mis à la disposition de toute personne intéressée par les questions traitées et nos positions.

Textes de formation et de débats sur:

Marxisme et féminisme

Sommaire:

- > L'oppression des femmes et la lutte pour leur émancipation. Par LCR-France
- > Marxisme et féminisme. Par Frédéric Vinteuil
- > La femme est l'avenir du Spectre. Par Daniel Bensaïd
- > Thèses sur l'oppression des femmes et leur lutte de libération. Par LCR-Espagne
- > L'Europe écosocialiste sera féministe ou ne sera pas. Commission-femmes LCR-Belgique
- > Les femmes et la crise de la civilisation. Par Hall et Philomena



Édité par la Formation Léon Lesoil

Ligue Communiste Révolutionnaire

Section belge de la IVe Internationale

L'oppression des femmes et la lutte pour leur émancipation

Grâce à leurs luttes collectives, les féministes ont contribué à ouvrir de nouveaux espaces de liberté pour l'ensemble des femmes tandis que d'autres forces (liées à la montée des intégrismes, à l'offensive néolibérale dans le monde, au développement de nouvelles guerres dans de nombreuses régions) mettent en cause ces fragiles acquis.

La plus grande conquête du féminisme des années soixante-dix, dans les sociétés occidentales, fut celle de la liberté (dans certaines limites malgré tout) de la contraception et de l'avortement. C'est un bouleversement sans précédent dont ne bénéficient pas encore toutes les femmes, loin de là, mais qui a marqué un tournant radical: les femmes peuvent contrôler (du moins théoriquement) leurs maternités.

De plus, ce qui semblait relever de "la vie privée".. des hommes, le droit de frapper son épouse, de violer toute femme non accompagnée d'un homme, voire d'abuser sexuellement de ses enfants, en particulier des petites filles, n'est plus toléré aussi facilement. Le mur du silence a été brisé. Dans les sociétés occidentales, des lois punissent ces crimes qui touchent plus particulièrement les femmes et les enfants, les hommes homosexuels, ou des hommes en prison.

La presse se fait également l'écho des inégalités de salaire ou des autres discriminations que subissent les femmes dans leur activité professionnelle ou de "leurs" difficultés à "concilier" vie professionnelle et vie familiale. Que les institutions politiques soient encore si peu féminisées, choque également l'opinion publique en Europe.

Mais dans les faits, qu'en est-il exactement? Dans le monde, ce sont toujours les femmes qui constituent les plus gros bataillons des analphabètes: en l'an 2000, elles représentent 60 % des enfants non-scolarisés et la majorité des adultes analphabètes (Le Monde du 29 avril 2000); les plus gros bataillons également des personnes les moins bien soignées: une femme meurt chaque minute de causes liées à la grossesse ou à l'avortement. Dans l'Afrique sub-saharienne, les femmes sont trois fois plus touchées par les maladies sexuellement transmissibles que les hommes (chiffres cités dans L'Humanité du 21 septembre 2000).

Si la force de travail salariée tend à se féminiser sur le plan mondial, les femmes continuent d'être moins payées que les hommes, d'être touchées plus massivement par la précarité, d'être victimes de violences au travail et dans la famille: "Au niveau mondial, au moins une femme sur trois a été battue, contrainte à avoir des rapports sexuels, ou maltraitée de

quelque autre manière, le plus souvent par quelqu'un de sa connaissance, y compris son mari ou un autre membre de sa famille. Une femme sur quatre a été victime de sévices durant sa grossesse", sans compter les 130 millions de fillettes et de femmes mutilées, ou les "4 millions de femmes et de fillettes vendues annuellement dans le monde" (idem).

De plus ce sont toujours elles prioritairement qui doivent assumer la prise en charge des enfants ou des personnes dépendantes. En France même, des enquêtes récentes montrent que les femmes continuent d'assurer 80 % du "noyau dur" du travail domestique (vaisselle, cuisine, linge, soins matériels aux enfants, courses) et que le surinvestissement professionnel des hommes, quand ils sont en couple avec des enfants, ne compense pas le temps consacré par les femmes aux responsabilités familiales (Le Monde le 27 mai 2000). Toutes ces inégalités font système. La société est bien "patriarcale".

L'oppression des femmes n'est pas seulement un "reste archaïque" des millénaires passés. Elle est toujours actuelle. Elle a été récupérée par le système capitaliste même si cela a produit et produit toujours de nouvelles contradictions au sein du système, comme nous le verrons. C'est pourquoi le combat féministe est lui-même toujours d'actualité.

Etre féministe, ce n'est pas détester les hommes, ni penser que des sentiments amoureux sincères entre hommes et femmes sont impossibles. Non, être féministe, c'est être lucide sur un système social qui, malgré certaines évolutions, établit un rapport de forces au profit des hommes, et leur accorde de nombreux privilèges collectifs et individuels. Cette suprématie masculine, ébranlée par les luttes féministes, se répercute jusque dans les actes de la vie quotidienne, dans la vie intime des couples et des individus des deux sexes, quelle que soit leur orientation sexuelle. Ce sont ces relations que nous voulons changer. Etre féministe en effet, c'est surtout considérer qu'il est nécessaire et souhaitable de transformer en profondeur les relations entre les femmes et les hommes.

Pour chercher à définir quelles sont les voies de libération et d'émancipation pour les femmes, nous tiendrons compte de l'apport qu'ont représenté les luttes et la réflexion des militantes

et chercheuses féministes, en France en particulier, au cours des dernières décennies.

Il ne peut être question ici de rendre compte de l'ensemble des débats politico-théoriques qui ont marqué l'histoire des féminismes, durant ces trente dernières années. Des ouvrages publiés tout récemment que nous nous efforcerons de citer, combleront efficacement les limites de cette brochure.

Deux grandes théories ont tenté ou tentent encore d'expliquer socialement l'existence de la domination masculine. La première est celle d'Engels (militant et théoricien socialiste, ami de Marx); la seconde est celle de Lévi-Strauss et de Françoise Héritier (anthropologues contemporains). Nous nous situons dans un troisième courant critique.

1. Au XIX^e siècle, Engels faisait partie d'un courant pour lequel la place subordonnée des femmes dans la société ne relevait pas d'un ordre naturel mais d'une évolution historique et sociale; prenant ses sources chez l'un des premiers anthropologues, Lewis Morgan, Engels pensait qu'en des temps plus reculés, avaient existé des sociétés organisées sur la base de "l'économie domestique communautaire", où régnait le mariage "par groupe". Dans ces sociétés de droit maternel, "la femme a une situation non seulement libre mais fort considérée". Mais progressivement, sur la base de l'apparition de nouvelles richesses (notamment le bétail), il y aurait eu à la fois appropriation privée de ces nouvelles richesses et appropriation des femmes par les hommes dans le cadre du couple monogame censé garantir la transmission d'un héritage en ligne masculine. C'est ce qu'il dénomma la "grande défaite du sexe féminin". Néanmoins le capitalisme, selon Engels, en faisant appel à la main d'œuvre féminine et en brisant ainsi l'enfermement des femmes dans la famille, jetait les bases de l'émancipation féminine. Pour aller plus loin dans l'égalité entre les hommes et les femmes, il fallait, selon lui, remettre en cause la propriété privée des moyens de production et socialiser les tâches domestiques (Engels, 1974, [1884]).

Les anthropologues, tout en reconnaissant l'apport des travaux de Lewis Morgan dont s'inspirait Engels, ont mis en évidence ses limites. Nous en retiendrons deux:

- Il y a eu confusion, à l'époque, entre sociétés matrilineaires (la filiation passe par les femmes) et matriarcales (sociétés où les femmes ont le pouvoir). Dans les sociétés matrilineaires, c'est le frère de la mère, l'oncle maternel qui a l'autorité sur les enfants de sa sur. Dans ces sociétés, comme celle des indiens iroquois (indiens d'Amérique du nord) par exemple, l'influence des femmes est beaucoup grande que dans les sociétés patrilineaires et patriarcales comme l'étaient les sociétés occidentales du XIX^e siècle mais ce ne sont pas les femmes qui prennent les décisions centrales concernant toute la communauté. Comme le fait

remarquer N. Cl. Mathieu (1994), il y a une grande différence entre avoir "du" pouvoir ou "le" pouvoir.

- La domination masculine existe également dans des sociétés sans propriété privée, ni classes sociales, ni Etat, que ce soit dans des sociétés de chasseurs-cueilleurs (F. Héritier 1996) ou d'horticulteurs (M. Godelier 1982).

2. Pour Lévi-Strauss et le courant structuraliste (1949), le caractère quasi universel de la domination masculine n'est pas étonnant car aucune société ne peut exister sans règles d'échange et d'échange matrimonial en particulier. Sinon, les différentes unités de parenté auraient été condamnées à s'entre-tuer. A travers ces règles, selon Lévi-Strauss, ce sont des groupes d'hommes qui échangent des femmes. Or, si il y a échange des femmes, elles sont nécessairement en situation de dominées. Pour F. Héritier, l'échange des femmes s'explique par la nécessité pour les hommes de compenser par des règles sociales la dissymétrie fondamentale entre les deux sexes dans la procréation. Il s'agirait de compenser ce "privilège exorbitant" des femmes qui mettent au monde les enfants des deux sexes. Les anthropologues féministes ou influencés par le féminisme ont critiqué cette théorie à plus d'un titre: à côté de l'échange des femmes par les hommes, rien n'interdit théoriquement l'échange des hommes par les femmes ou l'échange, entre eux, des hommes et des femmes des différents groupes (M. Godelier, 1989), même si dans la majorité des cas, ce sont les hommes qui échangent les femmes et pas l'inverse. De plus, on connaît des sociétés traditionnelles dans lesquelles ce sont les femmes qui échangent les hommes et non l'inverse. Ne faut-il pas en conclure que la théorie de l'échange telle qu'elle a été élaborée par Lévi-Strauss présenterait un biais "androcentrique", refléterait en quelque sorte le point de vue d'un homme appartenant au groupe dominant (C. Collard)? Le débat est loin d'être clos.

3. De nombreux anthropologues considèrent que "la plupart" des sociétés connues, quelle que soit leur diversité, sont caractérisées par des rapports de domination des hommes sur les femmes. D'autres, inspiré-e-s plus ou moins directement par la théorie d'Engels, pensent qu'il a existé des sociétés égalitaires et qu'il en existe encore parmi les chasseurs-cueilleurs. Les chercheuses féministes sont souvent sceptiques quant à la réalité de ce type de sociétés: les anthropologues ont-ils/elles bien pris en compte, dans leurs observations, l'intégralité des charges qui pèsent au quotidien sur les femmes? N'a-t-on pas sous-estimé également les contraintes, voire les violences sexuelles, qui peuvent s'exercer sur les filles etc. Comment expliquer par ailleurs une telle diversité de situations pour les femmes (de la "quasi égalité au quasi esclavage" selon Françoise Héritier) dans des sociétés qui toutes sont appelées sociétés de "chasseurs-cueilleurs". Nous ne sommes pas en mesure de trancher ce débat. Quoi qu'il en soit, il faut admettre que les explications classiques de la domination ne sont pas

satisfaisantes. La première méconnaît l'existence de rapports de domination dans des sociétés sans propriété privée, ni Etat. L'autre inscrit cette domination non seulement dans le fonctionnement structurel des sociétés mais dans la "différence des sexes". Or, il reste toujours à expliquer pourquoi ce "privilège exorbitant" des femmes n'a pas été à la source d'un pouvoir des femmes sur les hommes et non l'inverse? Parler de "privilège", c'est introduire une appréciation qui présuppose déjà une société fondée sur des rapports de force entre hommes et femmes, voire des rapports de domination des hommes sur les femmes. Ce n'est pas les expliquer or telle est la question à laquelle nous cherchons à répondre. Les difficultés à trouver une ou des explications satisfaisantes, ont conduit nombre de chercheur-e-s à relativiser la question des origines au profit d'une réflexion sur les mécanismes sociaux de la domination (N. Cl. Mathieu 1994).

II- Les apports politiques et théoriques des féministes.

On a du mal à imaginer aujourd'hui le poids des stéréotypes et des conventions sociales qui pesaient sur les femmes (et les hommes) adultes après la deuxième guerre mondiale. Les femmes de cette époque ne pouvaient être reconnues (même si elles avaient d'autres activités), une fois adultes, que sous le double statut d'épouse et de mère dévouée exclusivement à leur famille. Leurs filles, après avoir prolongé leurs études, en découvrant les bienfaits de la contraception, en devenant plus indépendantes financièrement, ont exprimé d'autres aspirations et sont entrées en lutte, pour soulever cette chape de plomb qui pesait sur leurs épaules, comme l'avaient déjà fait plusieurs générations de femmes, depuis la fin du dix-huitième siècle. Ces luttes des années soixante-dix ont produit toute une réflexion qui s'est traduite par des débats intenses et de nouvelles conceptualisations dont nous bénéficions aujourd'hui.

1) Le genre:

Le concept de genre a été élaboré par les féministes anglo-saxonnes et s'est ensuite diffusé au plan international.

C'est Ann Oakley, en 1972, qui a défini la première, d'un point de vue féministe, le concept de genre: "Le mot sexe se réfère aux différences biologiques entre mâles et femelles: à la différence visible entre leurs organes génitaux et à la différence corrélative entre leurs fonctions procréatives. Le genre, lui, est une question de culture. Il se réfère à la classification sociale en masculin et féminin" (cité par C. Delphy, 1991).

Avec ce concept, les féministes se fixaient plusieurs objectifs (cf. J. Scott 1988):

- dégager l'analyse des rapports entre femmes et hommes, et leur place respective dans la société, des présupposés biologisants qui l'entourent habituellement. Ce n'est pas parce qu'elle a un utérus et des seins, qu'une femme est "naturellement" douce et aime les enfants; ce n'est pas parce qu'un homme a un pénis, qu'il est automatiquement violent ou incapable de s'occuper des enfants. Simone de Beauvoir en 1949 l'avait déjà analysé dans le Deuxième sexe en déclarant "On ne naît pas femme, on le devient".

- Appréhender les femmes, non pas comme un groupe à part, mais au contraire prendre en considération les femmes et les hommes dans leurs rapports, en particulier dans la définition de ce qu'on appelle traditionnellement la féminité et la masculinité. A ces deux notions correspondent une série de stéréotypes qui ont évolué au cours des dernières décennies mais peuvent resurgir sous d'autres oripeaux. La "féminité" ou la "masculinité" ne sont pas le résultat naturel d'une appartenance à un sexe mais le résultat d'un processus de formation ou de "déformation" des personnes par la société, à travers l'éducation et les attentes de l'organisation sociale.

- Avec ce concept, les féministes ont voulu également introduire l'idée (absente de la première définition citée) que les rapports hommes/femmes ne sont pas des rapports fondés sur la complémentarité des sexes mais des rapports de pouvoir, de domination etc. Il y a une hiérarchie sociale entre les hommes et les femmes dans la plupart des sociétés connues et ce sont ces rapports de pouvoir qu'il s'agit d'analyser.

Un exemple tiré de l'anthropologie permet de mieux mesurer l'intérêt de distinguer le genre du sexe biologique. C'est celui des mariages entre femmes, relevés dans une trentaine de sociétés africaines, bien connus des anthropologues et cités par N. Cl. Mathieu: "Il s'agit généralement d'une adaptation de la société pour assurer la continuité d'un lignage agnatique (patrilinéaire), en l'absence d'un mâle (décédé ou inexistant). Une femme, en payant la compensation matrimoniale, épousera alors, en tant que mari (...), une autre femme, qui produira des enfants avec un homme qui n'est que le géniteur et n'a aucun droit sur eux". Mais comme le souligne l'auteure, bien que de même sexe, les deux femmes ont entre elles des rapports hiérarchisés en fonction du rôle (mari ou épouse) que sont censées jouer l'une et l'autre: "Toujours est-il que les mariages entre femmes fonctionnent sur le modèle de l'opposition de genre, le "mari-féminin" ayant sur son épouse les prérogatives d'un homme. La différenciation des tâches et des fonctions sociales, attribut principal du genre, se reproduit donc même dans les mariages entre personnes du même sexe" (1991)

En France, les études féministes restent très marginalisées, quelle que soit leur appellation et le concept de genre est encore très peu utilisé; il peut même faire l'objet d'un rejet

délibéré de la part de disciplines réfractaires à l'influence féministe. Il est concurrencé également par le concept de rapports sociaux de sexe (cf. plus loin).

Quelles que soient les ambiguïtés qui peuvent entourer l'usage de ce terme, il a un mérite fondamental, celui d'introduire immédiatement une distance critique vis à vis des stéréotypes associés aux deux sexes et de remettre en cause les rôles et fonctions traditionnels attribués aux individu-e-s en fonction de leur appartenance à l'un ou l'autre sexe. C'est cette réflexion critique sur les genres qui permet aujourd'hui au mouvement homosexuel de revendiquer le droit au mariage et à l'homoparentalité et à l'ensemble des militant-e-s d'entrevoir une société où la classification des individu-e-s en fonction de leur "sexe" perdrait tout sens politique.

2) La division sexuelle et sociale du travail n'a rien de «naturel»:

Pour Engels et bien d'autres, si les femmes sont subordonnées aux hommes, cela s'explique par leur place marginalisée dans la production, cette place marginale étant le produit logique de la division du travail entre hommes et femmes dans la procréation. Pour Engels, il va de soi que les femmes, mettant au monde les enfants, soient chargées de la cuisine, des soins aux enfants (dans un cadre socialisé néanmoins) tandis que les hommes eux, seraient chasseurs, producteurs etc. Cette vision de la division du travail entre les sexes est le reflet d'une idéologie qui n'est pas épuisée aujourd'hui (cf. Trat 1997). Pendant très longtemps les anthropologues ont parlé des sociétés de "chasseurs", négligeant ainsi l'activité des femmes dans ce type de sociétés. Or les données de l'anthropologie contemporaine et de l'histoire, influencées par le féminisme, ont démontré que les femmes ont toujours été des productrices. Même dans les sociétés nomades, dans les sociétés de chasseurs-cueilleurs, les femmes ont un rôle décisif dans l'apport des subsistances quotidiennes, en tant que cueilleuses.

Dans la plupart des sociétés connues, les activités féminines sont distinctes des activités masculines mais le type d'activités exercées par les unes et les autres varient considérablement d'une société à l'autre. De plus, les activités féminines sont, la plupart du temps, dévalorisées par rapport aux activités masculines. Il y a donc hiérarchisation. Les femmes seraient-elles plus fragiles et incapables d'exercer certaines activités jugées trop "dures"? L'exemple des INUIT (population du grand nord dispersée entre plusieurs continents) prouve qu'il n'en est rien: dans cette société, où les naissances masculines étaient fortement valorisées et où l'on pouvait pratiquer l'infanticide des petites filles, dans certaines circonstances, dans laquelle la chasse était très prestigieuse tandis que les activités domestiques étaient moins valorisées, un enfant qui naissait était censé réincarner le nom d'un ancêtre disparu. Il arrivait que pour permettre la réincarnation du nom de tel ancêtre décédé, un

enfant soit "changé de sexe" à sa naissance. Un petit garçon pouvait réincarner le nom d'une femme et être élevé en fille et inversement une petite fille réincarner le nom d'un homme et être élevé en garçon. Dans ce cas, la petite fille pouvait devenir un excellent chasseur de phoques etc. ces pratiques n'avaient rien d'exceptionnel (J. Robert-Lamblin 1986). On sait également que les femmes, au XIXe siècle en France, remplaçaient les bêtes de somme pour halier les péniches le long de la Seine. Ce n'est donc pas la "faiblesse" physique des femmes qui peut expliquer leur place dans la division du travail.

Les femmes seraient-elles écartées de certaines activités en raison de leur grossesse et de leur moindre mobilité en raison des enfants? Paola Tabet (1979), une anthropologue féministe, et Alain Testart (1986.) ont bien montré que ce qui distinguait les activités féminines des activités masculines, ce n'est pas tant la mobilité exigée dans ces activités mais avant tout l'usage des armes, des armes qui font couler le sang en particulier. Que les femmes soient ainsi écartées de l'usage des armes "typiques" de la chasse (celles qui transpercent la chair de l'animal) serait, selon Alain Testart, l'expression d'un tabou présent dans toutes les sociétés: la crainte de mêler le sang humain au sang animal. Pour Paola Tabet, c'est avant tout la marque de rapports de pouvoirs des hommes sur les femmes, les hommes conservant ainsi le monopole de la violence et des techniques de production les plus élaborées.

En tout état de cause, la division du travail entre les sexes n'a rien de "naturel". Si les femmes mettent au monde les enfants, de multiples solutions peuvent exister pour garder ces derniers et ne pas écarter les femmes de certaines activités. Si elles le sont systématiquement et non à tour de rôle en fonction des grossesses, cela relève de choix sociaux, explicites ou non, dont il faut rendre compte.

3) Capitalisme, patriarcat et travail domestique:

Autrefois, quand on interrogeait les enfants à l'école sur la profession de leurs parents respectifs, on leur apprenait qui si leur maman était femme au foyer, il fallait inscrire "néant". Ce "néant" là témoigne mieux que tout autre de "l'invisibilité" du travail domestique des femmes dans les sociétés capitalistes avant le renouveau du féminisme à la fin des années soixante. Les féministes au contraire ont mis en évidence l'importance et la diversité des activités réalisées par les femmes "gratuitement" dans la famille. Parmi ces activités, il fallait ajouter aux tâches ménagères, les soins aux enfants et aux personnes dépendantes dans la famille, ou encore "l'aide" gratuite de certaines épouses à leur mari, à la campagne, dans certains commerces ou les professions libérales, voire le "service sexuel" dans le cadre du mariage (C. Delphy et D. Léonard 1992). Précisons: le terme de "service sexuel" n'a jamais fait l'unanimité parmi les féministes. Ce terme laisse penser que tout rapport sexuel dans le cadre du

mariage, voire dans tout couple hétérosexuel, relève de la contrainte. S'il est vrai qu'aucune femme ne pouvait se soustraire légalement au "devoir conjugal" jusque dans les années quatre-vingt en France, il n'en est plus exactement de même aujourd'hui. Les hommes ne sont plus les seuls à rechercher dans un couple un certain épanouissement sexuel. La situation, sur ce plan, évolue au rythme de l'autonomisation que conquièrent (ou perdent) les femmes sur tous les terrains.

Concernant le travail domestique et son importance, il y avait un consensus parmi les féministes en France, mais, au delà, elles étaient divisées en deux grands courants:

* C. Delphy (et le courant féministe "radical") en a déduit, dans un article emblématique intitulé "L'ennemi principal" (1998 [1970]) l'existence d'un mode de production domestique distinct du mode de production capitaliste. Toutes les femmes, quelle que soit leur appartenance sociale, seraient victimes d'une exploitation directe de la part des hommes dans la famille et les femmes constitueraient, comme les hommes, une classe de sexe homogène. Dans cette lutte contre l'exploitation domestique, les femmes seraient opposées à la classe des hommes, de même que les salariés s'opposent au patronat, dans la lutte des classes. Cette analyse avait l'avantage, comme elle l'a expliqué elle-même, de mettre le doigt sur la base matérielle de l'oppression des femmes dans la famille, y compris dans les familles populaires et de mettre en cause tous les hommes (et pas seulement les capitalistes) qui en bénéficiaient. Ce qui tordait le cou aux images d'Épinal associées à la famille

"ouvrière" par Engels et plus encore par toute la gauche, voire l'extrême gauche. Les conclusions politiques de cette analyse étaient claires: dans cette lutte de classes, les femmes devaient s'unir pour lutter contre leur ennemi principal: le patriarcat. Dans l'immédiat, C. Delphy ne voyait ni l'intérêt, ni la possibilité de faire se rejoindre la lutte de classe traditionnelle et la lutte des "classes de sexe".

* Partant lui aussi du constat de l'importance du travail domestique, le courant féministe "luttés de classe", dans lequel nous nous reconnaissons et nous reconnaissons encore en faisait une toute autre analyse:

• L'oppression des femmes a précédé le capitalisme mais ce dernier l'a profondément modifiée: le travail domestique, au sens précis du terme, est né avec le capitalisme (D. Fougeyrollas-Schwebel, 2000). En remplaçant, dans une large mesure, la petite production agricole et artisanale, par la grande industrie, il a formalisé de plus en plus la séparation entre lieux de productions (les entreprises) et lieux de reproduction (la famille), assignant aux femmes ce rôle de fée du logis. Cette nouvelle idéologie de la femme au foyer, apparue avec la bourgeoisie, a renforcé le mépris qui pesait sur les femmes "contraintes" de travailler à l'extérieur, faute d'un mari

susceptible de les entretenir. Cette idéologie ne fut pas propre à la bourgeoisie, elle a au contraire contaminé tout le mouvement ouvrier naissant. Mais, contrairement aux idées reçues, les femmes des milieux populaires n'ont pas cessé de travailler, prises dans les contradictions multiples liées à leurs tâches dans la famille et leurs pénibles conditions de travail.

Le capitalisme est un mode de production dynamique et agressif et à ce titre, il pénètre tous les rapports sociaux, y compris les rapports de genre. Le capitalisme n'a pas hésité par exemple à faire appel massivement à la main d'œuvre féminine et enfantine très bon marché, au début du XIXe siècle, pour augmenter la production et ainsi ses profits. Au fil des siècles, cette recherche du profit maximal a conduit le capitalisme à mettre en cause (partiellement du moins) l'autorité paternelle et maritale, pour faire des femmes des travailleuses "libres" de vendre leur force de travail sans l'autorisation de leur mari (O. Dhavernas, 1978) et des consommatrices à part entière (N. Lefaucheur, 1994). Cet appel à la main d'œuvre féminine a connu de nouveaux développements aux débuts des années soixante (F. Battagliola, 2000) et aujourd'hui encore sur le plan mondial. Avec la délocalisation des industries traditionnelles ou de pointe, en Afrique du Nord, en Amérique latine ou en Asie, le patronat, recherchant de nouveaux profits, a recruté sur le marché du travail des jeunes femmes. Ces jeunes ouvrières surexploitées ont pu néanmoins acquérir ainsi une certaine indépendance financière par rapport aux hommes de la famille, propice à la demande de nouvelles libertés. Par ailleurs, dans les pays capitalistes développés, de plus en plus d'activités qui étaient réalisées dans la famille, sont externalisées, prises en charges dans un premier temps par les services publics (école, santé etc.) ou de plus en plus médiatisées par le marché: la fabrication des vêtements, les repas etc. Ainsi, même si les femmes continuent d'avoir la responsabilité des repas familiaux, de nombreux repas sont pris en dehors du foyer par le biais des cantines ou des fastfoods. C'est pourquoi, il nous semble indispensable d'analyser conjointement l'articulation entre capitalisme et oppression patriarcale.

• L'oppression des femmes est utile au système capitaliste: le capitalisme, tout en favorisant, au nom des profits, une certaine émancipation des femmes, reste malgré tout très attaché à l'institution familiale traditionnelle.

- Dans nos sociétés, la famille joue un rôle fondamental dans la reproduction des divisions (et de la hiérarchie) à la fois entre les différentes classes sociales et entre les genres auxquels sont assignées des fonctions économiques et sociales différentes: au nom de leur fonction "maternelle", les femmes doivent assumer l'ensemble des tâches liées à l'entretien et à la reproduction (sociale et symbolique) de la force de travail et de la famille; les hommes eux, sont toujours censés être les pourvoyeurs économiques principaux. Ce qui permet, au nom de la prétendue complémentarité des rôles, dans le cadre de la

ségrégation professionnelle, de maintenir des discriminations salariales au détriment des femmes.

- La famille joue en outre un rôle de "régulateur" du marché du travail. En période d'expansion économique, comme cela a été le cas pendant une trentaine d'années, jusqu'au milieu des années soixante-dix, les femmes ont été massivement sollicitées comme main d'œuvre bon marché dans toute une série de branches industrielles comme l'électronique puis comme salariées dans le tertiaire. Mais en phases de récession économique, comme celle que l'on a connue dans les vingt dernières années, les employeurs et l'État n'ont cessé d'inciter les femmes à se retirer partiellement ou totalement du marché du travail, pour aller se consacrer à "leur" vocation maternelle. Avec la reprise économique (durable ou éphémère?), à nouveau sont envisagés certains investissements dans les équipements collectifs, non pas prioritairement dans un souci d'égalité, mais avant tout pour "libérer" la force de travail féminine soumise à la flexibilité des horaires.

- Quelle que soit la période, le travail domestique des femmes permet à l'État de faire des économies en matière d'équipements collectifs et au patronat de payer moins cher-e-s ses salarié-e-s (J. Albarracín, 1988). Si les femmes n'étaient pas les seules responsables de ce travail dans le cadre familial, il faudrait prévoir une baisse massive du temps de travail pour l'ensemble de la population et le développement significatif des équipements sociaux

- La fonction d'autorité de la famille a été largement entamée par les évolutions récentes du statut des femmes dans la société, au profit de sa fonction "affective". Néanmoins, les débats récents sur la famille et le PACS, sur la "crise" de l'autorité paternelle, ont démontré, s'il en était besoin, que les défenseurs de l'ordre social capitaliste n'hésitent pas à recourir à la défense de l'ordre familial fondé sur la distinction et la hiérarchie des genres. Pour les plus chauds partisans de la famille traditionnelle, l'autorité paternelle réhabilitée devrait servir de rempart contre les "débordements" éventuels des jeunes laissés pour compte des banlieues

- Enfin, et cela peut paraître contradictoire à première vue avec le point précédent, la famille a un immense avantage: c'est une institution relativement souple (ses formes se sont diversifiées considérablement en l'espace de trente ans) qui peut jouer un rôle de soupape non négligeable face aux contraintes subies par les salarié-e-s dans leur vie professionnelle. La plus grande partie de la population ne peut ni choisir son travail, ni ses conditions de travail. En période de chômage, les "choix" sont restreints au maximum. Mais en "choisissant" son ou sa conjoint-e, en "choisissant" d'avoir des enfants, de manger tel ou tel produit, d'acheter telle marque de voiture plutôt qu'une autre, de partir en vacances pour telle ou telle destination (pour ceux qui le peuvent), chaque individu-e peut avoir le sentiment

de retrouver sa liberté perdue hors des murs familiaux. Toute la publicité entretient cette illusion. Ce sentiment de liberté est malgré tout limité par deux éléments fondamentaux: le niveau des ressources financières dont chacun-e dispose; le sexe (ou plutôt le genre) auquel on appartient et l'âge. En raison des tâches domestiques dont elles sont "responsables" et des violences conjugales qu'elles sont encore trop nombreuses à subir, les femmes connaissent bien les limites de leur liberté. Les enfants de même, soumis pour certains (et plus particulièrement certaines) à l'autoritarisme de leurs parents, voire à des sévices.

Ce sont ces différents éléments (pris comme un tout) qui expliquent pourquoi la famille reste un "pilier" fondamental de la société pour tous les conservateurs.

· Toutes les femmes sont opprimées mais toutes ne sont pas exploitées : Peut-on, sans risque, amalgamer sous le terme de "travail familial exploité" comme le font C. Delphy et D. Léonard (1992), le travail domestique de la femme au foyer ou des femmes salariées; le travail des épouses d'artisans, de commerçants, de petits agriculteurs ou de membres des professions libérales ou celui également de la femme de PDG? Si, dans tous les cas, il y a effectivement une activité non reconnue au service du conjoint, on ne peut escamoter les différences. On peut parler de véritable exploitation pour toutes ces femmes qui travaillaient, sans salaire, à l'ombre des maris, produisant (à la campagne ou en ville) pour le marché, des marchandises ou des services, sources eux-mêmes de rentrées financières sur lesquelles le conjoint pouvait garder la haute main. Quant au travail domestique des femmes au foyer, ou celui des femmes salariées, il constitue un surtravail mais à la différence du travail des salarié-e-s dans une entreprise, il ne permet pas au conjoint d'accumuler du capital. Il est rare qu'un homme puisse modifier radicalement sa place dans les rapports sociaux, grâce au travail domestique de sa femme, à moins de s'approprier son corps et de la contraindre à la prostitution. Quant à l'activité de la femme de PDG qui dirige les domestiques de la maison et joue son rôle d'hôtesse dans les réceptions, elle est sans doute marquée par la dépendance à l'égard de son époux mais dans ce cas, c'est elle qui exploite ses employées (en majorité des femmes). Il ne s'agit pas pour nous de minimiser l'importance de ce surtravail domestique des femmes, dimension fondamentale, de l'oppression. Mais amalgamer l'ensemble de ces statuts sous le terme de "travail familial exploité", si cela présente l'avantage de légitimer le concept de "classe" des femmes, a le gros inconvénient de masquer les différenciations sociales entre femmes qui ne peuvent être ignorées (D. Kergoat 2000).

La solidarité entre femmes ne va pas de soi. Elle peut se construire à condition de définir des objectifs de lutte qui prennent en compte les intérêts des femmes les moins favorisées.

Ainsi, contrairement à ce que semblent penser certaines féministes (C. Delphy, D. Léonard 1992), on voit mal comment la libération des femmes, de toutes les femmes et non pas seulement d'une petite minorité, pourrait aboutir sous le régime capitaliste. Par contre, il n'est pas exclu, que dans le cadre d'une nouvelle phase d'expansion économique et sous l'action des femmes elles-mêmes, de nouvelles avancées puissent se concrétiser. C'est pourquoi, il nous semble indispensable, même si cela implique des conflits inévitables, de faire converger les luttes des femmes contre leur oppression et la lutte des salarié-e-s, contre l'exploitation capitaliste.

4) Les rapports sociaux de sexe:

Plutôt que d'utiliser le concept de genre, des chercheuses françaises ont popularisé au début des années quatre-vingts, celui de rapports sociaux de sexe, pour des raisons de traditions culturelles et de clarté théorique (D. Kergoat, 2000). Il s'agissait d'inscrire d'emblée l'analyse des rapports d'oppression des hommes sur les femmes dans l'analyse globale de la société et des différents rapports sociaux qui la structurent. Comme l'a rappelé à plusieurs reprises Danièle Kergoat (1992):

- Réfléchir en termes de rapports sociaux, c'est prendre de la distance avec toutes les analyses en termes de "liens" sociaux. Dans la tradition marxiste, les rapports entre individu-e-s ne sont pas seulement des rapports subjectifs mais sont marqués par des rapports sociaux, contradictoires, antagonistes, qui structurent les rapports de forces au sein de la société.

- parler de rapports sociaux de sexe, c'est considérer que ces rapports sont tout aussi structurants pour la société que les rapports de classe par exemple, à la différence d'autres rapports comme ceux d'enseignants/enseignés, ceux de médecins/malades.

- Ces rapports sociaux de sexe structurent l'ensemble du champ social, ils sont transversaux à toute la société: il n'y a pas d'un côté les rapports de classe et d'exploitation qui structurent le champ de la production, l'espace du travail professionnel et de l'autre, la famille structurée par les rapports de domination des hommes sur les femmes. Dans les deux cas, les différents rapports sociaux s'entrecroisent. Par exemple dans une entreprise, les femmes sont généralement moins bien payées que les hommes, sont souvent victimes de harcèlement sexuel, et si elles sont de famille immigrée, elles vont encore voir leur situation s'aggraver. Tous ces rapports interagissent les uns avec les autres et ceci, dans les différentes sphères de la société.

- Par définition, des rapports sociaux ne relèvent pas de la nature mais de l'histoire sociopolitique, ils peuvent se transformer, en fonction à la fois des évolutions des structures sociales et de l'action collective. Les individu-e-s sont façonné-

e-s par la société et les rapports de domination mais en même temps, ils/elles peuvent agir sur ces rapports sociaux, à titre individuel mais plus efficacement à titre collectif.

- Comme on l'a déjà expliqué, l'enjeu des rapports sociaux de sexe, c'est la division du travail entre les sexes. La division du travail ne concerne pas seulement la place respective des hommes et des femmes sur le marché du travail, et dans la hiérarchie des rapports de production mais leur place respective des unes et des autres dans les différentes sphères de la société. Nous y reviendrons en conclusion.

5) L'autonomie du mouvement des femmes:

Se fondant sur l'expérience historique des luttes de femmes de par le monde (S. Rowbotham, 1973) qui montrait comment les femmes ont été régulièrement spoliées des fruits de leurs luttes par les mouvements révolutionnaires, une fois la "révolution" accomplie, les féministes des années soixante-dix ont préconisé l'organisation "autonome" des femmes. Les femmes devaient s'organiser collectivement pour imposer, par leur mobilisation, un rapport de forces qui oblige les gouvernements et le mouvement ouvrier et démocratique à prendre en considération leurs revendications. Pour les unes, ce mouvement se suffisait à lui-même, pour d'autres (dont notre courant), il s'agissait de faire converger, dans la mesure du possible, la lutte féministe avec celle d'autres mouvements sociaux, dans une perspective anticapitaliste. Cette convergence, nous le savions (et les dernières décennies nous ont malheureusement donné raison), cette convergence donc ne pouvait être que "conflictuelle". En effet dans cette lutte, face à l'autonomie croissante des femmes, les hommes ont beaucoup à perdre dans un premier temps, même si à terme, ils peuvent espérer, comme les femmes elles-mêmes, de nouvelles relations plus riches avec l'autre sexe. Pour toutes, il s'agissait de faire prévaloir les objectifs féministes, sans les subordonner à d'autres intérêts supposés "supérieurs", que ce soit les intérêts électoralistes des partis, "l'unité de la classe ouvrière" etc. L'expérience politique a prouvé, au cours des dernières décennies, que cette organisation collective des femmes, reste absolument indispensable. Aucun homme (ni aucune femme) ne peut prétendre échapper aux rapports d'oppression, tant ils s'inscrivent dans le fonctionnement de la vie quotidienne. Pour préserver leur vie amoureuse (avec un homme) et leur vie familiale, de certains conflits usants, les femmes sont tentées de faire certains compromis, de céder, par exemple, sur le partage des tâches domestiques. Les hommes, quant à eux, même quand ils se disent solidaires du combat des femmes, ne peuvent s'empêcher de considérer la révolte de leur compagne, quand elle s'exerce dans leur environnement, comme une preuve de "mauvais caractère".

La lutte pour l'émancipation des femmes ne peut pas progresser si les femmes restent isolées chacune dans son coin. Par contre,

les formes d'organisation de cette lutte, peuvent varier en fonction des générations ou du contexte socio-politique.

III- L'oppression des femmes

Les féministes des années soixante-dix du xx^e siècle se sont battues pour faire reconnaître l'existence d'une "oppression spécifique" des femmes. Il s'agissait alors de faire admettre que cette oppression était plurimillénaire, qu'elle avait précédé l'apparition de la propriété privée dans les sociétés occidentales, qu'elle ne pouvait pas être réduite à la "surexploitation" des femmes par le capitalisme; que le foyer n'était pas ce havre de paix tant vanté par les magazines féminins et que la moitié de l'humanité la subissait. Mais cet effort pour faire reconnaître le caractère "spécifique" de l'oppression des femmes a produit un effet pervers. Celui de marginaliser la réflexion sur ce terrain au lieu de l'intégrer dans une réflexion plus générale sur les voies de l'émancipation de tous les opprimé-e-s. C'est pourquoi il n'est pas inutile, trente ans plus tard, de s'interroger, à nouveau, sur les mécanismes à l'œuvre, dans les différents types d'oppression. La domination masculine ne se réduit pas à une somme de discriminations. C'est un système cohérent qui façonne tous les domaines de la vie collective et individuelle.

1) la domination se traduit, en général, par un surtravail, une exploitation du travail des opprimés des deux sexes, avec quelques nuances. L'oppression des homosexuel-le-s, se traduit non pas par un surtravail spécifique mais par des discriminations au travail bien réelles. Quant aux femmes, elles sont "surexploitées" sur leur lieu de travail et elles fournissent de longues heures de travail domestique mais ces dernières n'ont pas le même statut que les heures de travail salarié, comme nous l'avons rappelé. Néanmoins, sur le plan international, les statistiques montrent que si on prend en compte le travail professionnel des femmes qui est rémunéré, plus le travail domestique, le groupe des femmes produit un "surtravail" par rapport à celui des hommes. Cette non-mixité dans les tâches et les responsabilités familiales est la face visible (grâce aux féministes) d'un ordre social fondé sur la division sociale et sexuelle du travail, c'est à dire sur une répartition des tâches entre les hommes et les femmes, suivant laquelle les femmes seraient censées se consacrer prioritairement et "tout naturellement" à l'espace domestique et privé et les hommes à l'activité productive et publique. Cette répartition loin d'être "complémentaire" définit une hiérarchie entre les activités "masculines" (valorisées) et les activités "féminines" (dévalorisées). Cette division n'a jamais correspondu, dans les faits, à la réalité. Comme on l'a vu, la grande majorité des femmes a toujours cumulé une activité productive (au sens large du terme) et l'entretien du groupe domestique.

2) La domination se caractérise par une absence totale ou partielle de droits: le seul droit des esclaves, c'était celui de travailler; celui des femmes mariées au xix^e siècle en Europe

était quasiment nul; celui des femmes afghanes aujourd'hui est réduit à néant par les Talibans, avec la complicité des grandes puissances occidentales. Plus généralement, les femmes qui vivent dans des sociétés où la religion est une affaire d'Etat, ont des droits fort limités. Les droits des femmes occidentales se sont par contre considérablement élargis sous la double influence du développement du capitalisme et de leurs luttes: elles devaient pouvoir travailler et consommer "librement" (O. Dhavernas, 1978). Par ailleurs les femmes n'ont pas cessé de lutter collectivement depuis deux siècles pour revendiquer le droit de vote, le droit au travail, de se syndiquer, la libre maternité, l'égalité pleine et entière au travail, dans la famille, et dans l'espace public.

3) La domination s'accompagne toujours d'une violence, qu'elle soit physique, morale ou "idéelle" (cf. M. Godelier 1982). La violence physique, ce sont toujours dans notre société, les violences conjugales, le viol etc. Les violences morales ou psychologiques, ce sont les insultes, les humiliations. Les violences "idéelles", ce sont les violences inscrites dans les représentations (les mythes, les discours etc.). Par exemple, chez les Baruya (population de nouvelle Guinée) dans laquelle les hommes exercent leur domination sur tous les terrains, le lait des femmes n'est pas considéré comme un produit féminin mais comme la transformation du sperme des hommes. Or, comme le dit M. Godelier, cette représentation du lait comme produit dérivé du sperme est une forme d'appropriation par les hommes du pouvoir de procréation des femmes, et c'est une manière d'inscrire dans la représentation des corps, la subordination des femmes.

4) Les rapports de domination s'accompagnent le plus souvent d'un discours qui vise à faire passer les inégalités sociales pour des données naturelles. L'effet de ce discours, c'est de faire admettre ces inégalités comme un destin incontournable (ce qui relève de la nature ne peut pas être changé), alors que tout ce qui relève de l'histoire, du social peut être changé, par l'action des opprimé-e-s.

On trouve ce type de discours dans la plupart des sociétés. Par exemple dans la société grecque antique, il est fait référence aux catégories du chaud et du froid, du sec et de l'humide pour définir la "masculinité" et la "féminité"; Voici l'explication donnée par Aristote et résumée par F. Héritier (1996): "Le mâle est chaud et sec, associé au feu et à la valeur positive, le féminin est froid et humide, associé à l'eau et à la valeur négative (...). C'est qu'il s'agit, dit Aristote, d'une différence de nature dans l'aptitude à "cuire" le sang: les menstrues chez la femme sont la forme inachevée et imparfaite du sperme. Le rapport perfection/imperfection, pureté/impureté, qui est celui du sperme et des menstrues, donc du masculin et du féminin trouve par conséquent chez Aristote son origine dans une différence fondamentale, biologique, dans l'aptitude à la coction: c'est parce que l'homme est au départ chaud et sec qu'il

réussit parfaitement ce que la femme, parce qu'elle est naturellement froide et humide ne peut que réussir imparfaitement, dans ses moments de plus forte chaleur, sous la forme de lait". Pour reprendre une expression de Thomas Laqueur (1992), la femme est ainsi un "moindre mâle".

Une inégalité sociale inscrite dans l'organisation sociale de la cité grecque (les femmes ne sont pas citoyennes) est transcrite en termes de nature, dans la représentation des corps.

Dans d'autres sociétés, ce sont d'autres qualités "naturelles" qui sont associées à l'homme ou à la femme et qui pourtant aboutissent elles aussi à une hiérarchisation entre le groupe des hommes et celui des femmes. Prenons juste un autre exemple, celui de la société INUIT: là, le froid, le cru et la nature sont du côté de l'homme, alors que le chaud, le cuit et la culture sont du côté de la femme. C'est l'inverse dans les sociétés occidentales, où l'on associe homme-culture/femme-nature; On peut donc constater qu'avec des qualités "naturelles" différentes associées aux unes et aux autres, il existe néanmoins une rationalisation comparable de rapports sociaux hiérarchisés entre les hommes et les femmes.

Il ne s'agit pas pour nous de nier ainsi toute différence biologique entre les hommes et les femmes. Constaté une différence, ce n'est pas admettre automatiquement une inégalité. Sans doute. Mais quand, dans une société, est montée en épingle un ensemble de "différences naturelles" non pas entre tel ou tel individu mais entre des groupes sociaux, on doit soupçonner un rapport social inégalitaire masqué derrière le discours de la différence.

Ce discours de "naturalisation" n'est pas spécifique aux rapports de domination des hommes sur les femmes, on le trouve par exemple dans la manière de décrire la situation des noirs. Certains discours tendaient ainsi à justifier la situation d'exploitation et d'oppression des noirs, sous ses différentes formes, par leur "paresse" congénitale. Discours identique des colons français en Afrique du Nord. On le constate également à propos des prolétaires du XIX^e siècle: à cette époque, on expliquait leur impossibilité de sortir de la pauvreté par le fait qu'ils étaient des ivrognes par nature, de père en fils.

Ce type de discours tend à transformer des individus intégrés dans des rapports sociaux en "essences" avec des "qualités" définitives, relevant de la nature, qui ne peuvent pas être changées et qui donc justifient, légitiment ces rapports d'inégalités, d'exploitation, d'oppression etc.

5) S'il n'y a pas de luttes, ce type de discours peut très bien être intériorisé par les opprimé-e-s des deux sexes. Par exemple, l'idée suivant laquelle les femmes, parce ce sont elles qui portent les enfants et les mettent au monde, seraient "naturellement" plus douées que les hommes pour s'en

occuper, quand ils sont petits du moins, est largement répandue. Pourtant, les jeunes femmes sont souvent aussi démunies que leur conjoint dans les premiers jours qui suivent la naissance. Par contre, elles ont souvent été préparées psychologiquement (à travers l'éducation et les normes diffusées dans l'ensemble de la société) à cette nouvelle responsabilité qui va nécessiter un apprentissage. Cette répartition des tâches à propos des enfants (qui confient quasi exclusivement les soins matériels des bébés aux femmes) n'a rien de "naturel"; elle relève de l'organisation sociale. Elle peut être considérée comme rationnelle ou source d'injustices, mais elle relève toujours d'un choix collectif de société même s'il n'est pas formulé explicitement. Le résultat est bien connu: ce sont majoritairement les femmes qui doivent se débrouiller pour "concilier" travail professionnel et responsabilités familiales, au détriment de leur santé et de leur situation professionnelle, les hommes, quant à eux, étant privés de ce contact permanent avec les jeunes enfants.

P. Bourdieu (1998) a très bien analysé cette naturalisation des rapports sociaux qui s'inscrit inconsciemment dans les comportements des dominants et des dominés et qui les pousse à agir conformément à la logique de ces rapports sociaux, les hommes devant se conformer (dans les sociétés méditerranéennes) à la logique de l'honneur (ils doivent à tout moment faire la preuve de leur "virilité"), les femmes à celle de la discrétion, du service, de la docilité. C'est ce qu'il appelle la violence symbolique. Pour Nicole Claude Mathieu, constater l'absence de révolte des opprimé-e-s, ne doit surtout pas conduire à penser que les femmes (ou d'autres opprimés) consentent à leur domination (1991). Ce qui fait obstacle à la révolte des femmes, ce n'est pas prioritairement, selon elle, l'intériorisation inconsciente des rapports de domination mais d'abord et avant tout l'absence de choix réels et les impasses auxquelles elles se trouvent confrontées concrètement. Dans la plupart des sociétés en effet, même si les femmes n'acceptent pas la violence qu'elles subissent, elles ont du mal à y échapper, n'ayant aucun lieu où se réfugier. Nous sommes entièrement d'accord avec elle. Mais ce constat n'est en rien contradictoire, selon nous, avec la nécessité de prendre en compte les processus inconscients à l'œuvre dans la perpétuation des rapports de domination, notamment quand l'oppression s'exerce de manière plus "subtile", dans certaines sociétés occidentales, comme la nôtre.

6) Le discours de "naturalisation" porté par les dominants est en même temps un discours de stigmatisation qui vise à dévaloriser les différents groupes opprimés; cette stigmatisation aboutit au fait que les individus des deux sexes se voient collés une étiquette et assignés à une identité unique et persécutés ou du moins maltraités, au nom de leur origine sociale, de la couleur de leur peau, de leur sexe, de leur orientation sexuelle etc.; Dans les sociétés occidentales, le modèle de référence a longtemps été, et reste encore très largement, celui de

l'homme, blanc, bourgeois, chrétien, hétérosexuel. Seule une personne réunissant ce type de caractéristiques pouvait prétendre être un individu à part entière et pouvoir parler pour l'humanité. Tous les autres, les noirs, les juifs, les homos, les travailleurs immigrés et leurs enfants, les femmes (ces dernières pouvant d'ailleurs concentrer sur elles plusieurs de ces "stigmates") devaient et doivent encore se justifier pour bénéficier des mêmes droits que les dominants. Dans la plupart des pays, il suffit d'être étranger pour être suspect; il suffit d'être homosexuel pour passer pour un monstre pervers; il suffit d'être une femme et de refuser d'être docile, pour être traité de "putain" ou de " salope ". On peut comprendre dès lors pourquoi certaines personnes appartenant à des groupes opprimés et qui cherchent, à titre individuel, le chemin de leur épanouissement personnel, évitent par tous les moyens d'être assimilées à leurs frères ou surs de misère. C'est une manière (illusoire) de refuser de se laisser enfermer dans une seule identité (cf. plus loin).

La domination masculine s'insinue dans toutes les sphères de la vie économique, sociale politique et culturelle. C'est pourquoi la lutte pour l'émancipation des femmes oblige à lutter sur tous les terrains et à ne négliger aucun d'entre eux, même si, en fonction de l'actualité, les associations féministes et leurs alliés peuvent choisir tel axe prioritaire plutôt que tel autre.

IV- Impasses et voies de l'émancipation

Les dominé-e-s ne sont pas condamné-e-s à reproduire indéfiniment les rapports de domination. Le malaise, la souffrance, le sentiment d'injustice peuvent pousser les unes et les autres, à chercher différentes voies pour sortir de l'oppression. Toutes ne sont pas équivalentes sur le plan des transformations qu'elles peuvent introduire dans la société ou dans la vie individuelle. Les remarques générales qui suivent ont fait l'objet d'une réflexion déjà ancienne en ce qui concerne les rapports entre noirs et blancs (F. Fanon, 1975), colons et colonisés (A. Memmi, 1985, [1957]). Elles ne concernent pas seulement la lutte des femmes. On pourrait tout aussi bien les reprendre en ce qui concerne la lutte des homosexuel-le-s etc.

On peut distinguer quatre voies principales pour sortir de la domination:

1) la première est celle qui consiste à se conformer aux stéréotypes produits par les normes sociales dominantes. Pendant longtemps, les femmes, pour exister, ont dû se conformer à deux stéréotypes majeurs: l'ensorceleuse ou la bonne mère. Dans le premier cas, cela peut consister, pour une femme, à jouer à fond le jeu de la "féminité", en essayant de se conformer aux canons de la "beauté" traditionnelle pour plaire et capter l'assentiment des hommes. Si l'on fait partie de la petite élite remarquée par ces messieurs, ce jeu peut être payant. Il permet ainsi d'échapper à sa condition de "paria" et d'accéder à certains privilèges. Mais il est difficile ("il faut

souffrir pour être belle"), éphémère (il faut être jeune) et c'est un jeu que les femmes peuvent payer très cher. Une femme jugée "trop" séductrice, risque de franchir la frontière qui la fera passer pour une "putain". Si les femmes, par leurs luttes, sont parvenues à desserrer le nud coulant de ces stéréotypes, ils continuent néanmoins de persister sur une large partie de la planète et de manière plus insidieuse dans les sociétés occidentales. Aujourd'hui, par exemple, après vingt ans d'offensive néolibérale, les femmes doivent démontrer qu'elles sont des "gagnantes" (comme les hommes), se montrer "séduisantes", "douces" et capables, sans protester, de s'organiser efficacement pour "concilier" leur activité professionnelle et les soucis familiaux. Cette idéologie de la réussite individuelle a son revers immédiat: faire passer toutes celles qui n'y arrivent pas, en particulier les femmes des milieux populaires (mais pas seulement), dont les conditions de travail et de vie sont les plus pesantes, pour des "ringardes" mal adaptées à la "modernité". Elle a pour conséquence également de discréditer les formes de luttes collectives qui sont pourtant indispensables pour modifier qualitativement la situation des femmes.

2) la demande d'assimilation: on est opprimé, on fuit cette réalité et l'on essaie de se modeler sur les comportements du groupe dominant, de faire "oublier" qu'on est femme, ou noir ou juif ou homosexuel, en essayant de s'intégrer au groupe dominant tel qu'il fonctionne (cf. Hanna Arendt 1997 [1943]). Cela a donné lieu à de multiples pratiques. Par exemple des noirs peuvent chercher se blanchir la peau; des femmes, dans des postes de responsabilité, peuvent en "rajouter" dans l'autoritarisme vis à vis de leurs subordonné-e-s, notamment quand ce sont des femmes, pour bien montrer qu'elles sont dignes de la confiance des hommes etc. Cette voie, elle aussi, débouche sur l'aliénation, et non sur l'émancipation.

3) L'affirmation de la différence: Une troisième voie peut être choisie assez spontanément par les opprimé-e-s qui se révoltent et veulent faire échec au processus de dévalorisation liée à la domination, c'est celle de l'affirmation de sa différence: on renvoie au dominant son mépris. Vous dites que les femmes sont nulles, sont le deuxième sexe, eh bien, on va vous prouver qu'on est les meilleures. C'est également ce que traduisait le mot d'ordre "black is beautiful" pour les noirs. La différence qui a servi à stigmatiser tel ou tel groupe opprimé, est retournée contre l'adversaire et sert de drapeau pour exiger une nouvelle dignité, de nouveaux droits etc. C'est un moment nécessaire à toute lutte. C'est la sortie de l'humiliation, phase indispensable et incontournable. Mais, à partir de là, on discerne les risques possibles. Il peut y avoir des dérives qui se transforment en replis identitaires et qui reproduisent un type d'analyses symétriques à celles des dominants. Dans ce cas, les opprimé-e-s englobent dans leur mépris non pas les dominants caractérisés par leur place dans les rapports sociaux mais l'ensemble des hommes, des blancs, etc. Cette logique identitaire oppose deux mondes de manière homogène (l'un est négatif, l'autre est

positif) au lieu de mettre en cause des rapports sociaux concrets qu'il faut changer.

Le "courant de la différence", au sein des mouvements de femmes, se situe dans cette logique identitaire: ses adeptes ne raisonnent pas en termes de genre mais en terme de sexes. "Il y a deux sexes" proclamait le recueil d'articles d'A. Fouques (1995). Ce courant est fortement marqué par la psychanalyse et il a centré son activité sur une dénonciation de la domination masculine, sur le plan symbolique. Ainsi les travaux importants de Luce Irigaray ont conduit à une critique très fine de l'analyse freudienne. Bien que Freud ait joué un rôle très subversif en se mettant à l'écoute de la souffrance des femmes de son époque, il a contribué à légitimer l'ordre social et familial du début du siècle quand, notamment, il définissait la "féminité" comme un "manque", manque d'un pénis en l'occurrence, et la sexualité féminine "normale" comme l'abandon du plaisir clitoridien au profit de la seule érotisation du vagin. Il va même jusqu'à suspecter toute femme qui prétend exercer un travail, et ne pas se contenter de sa "vocation" de mère et d'épouse, de vouloir combler ce "manque" humiliant.

Mais de quoi manquaient les femmes à son époque si ce n'est de libertés tout simplement? Comme l'a écrit L. Irigaray (1977), par ce type d'analyse, Freud ne faisait ainsi que reproduire les interdits qui pesaient sur la vie des femmes, tant sur le plan de la sexualité, que sur le plan professionnel. Mais à partir de cette critique subtile de Freud et de la prévalence du symbole phallique dans les sociétés patriarcales, le courant de la différence en a tiré une conclusion contestable: pour aboutir à une société plus juste pour les femmes, l'essentiel serait de faire advenir la "féminitude", la créativité des femmes. Pour expliquer cette créativité particulière des femmes, ces militantes en reviennent aux explications les plus traditionnelles, se référant à la biologie. En raison de leurs capacités de procréation, et parce qu'elles naissent d'une femme qui est du même sexe qu'elles, les femmes porteraient en elles une série de qualités qui feraient du monde des femmes, un monde sans agressivité, sans compétition.

Les femmes seraient particulièrement accueillantes à l'autre. Inversement les hommes seraient porteurs d'une civilisation de compétition, d'agression, de destruction etc. (L. Irigaray, 1989). Elles homogénéisent la catégorie femmes sur cette base, elles parlent ainsi de l'identité "féminine", d'une identité homogène pour toutes les femmes, identité positive opposée à celle des hommes. Ce type de raisonnement peut conduire à des affirmations assez burlesques. Ainsi, pour manifester leur solidarité avec les sans-papiers, en France, ces militantes ont développé l'idée suivant laquelle les femmes seraient spontanément accueillantes envers les étrangers car elles expérimentent, par le biais de la grossesse, l'accueil d'un être étranger dans leur propre corps.

Il ne s'agit pas de nier, qu'en raison de leur place, dans les rapports sociaux, dans l'histoire et en raison également de l'expérience de la maternité, les femmes (non pas spontanément, mais à partir d'une réflexion critique, d'une lutte contre l'oppression) peuvent être porteuses de "valeurs", peuvent être plus sensibles à certaines questions que les hommes. L'idée par exemple que les femmes seraient mieux préparées par leur éducation à être attentives aux autres et plus intéressées au "relationnel", repose sur une réalité. Mais cela ne s'explique pas par la différence des corps. Par ailleurs, pour nous, une société libérée de l'oppression des hommes sur les femmes et également de l'exploitation ne devrait pas se traduire, sur le plan des valeurs, par l'ajout de valeurs "féminines" aux valeurs "masculines" mais par un bouleversement de l'ensemble des valeurs de telle manière que puissent émerger d'autres idéaux, d'autres modèles de relations humaines portés à la fois par les hommes et par les femmes; ce qui implique, selon nous, un bouleversement des rapports sociaux eux-mêmes.

Nous ne nous battons pas pour qu'il y ait des symboles "féminins" à côté de symboles "masculins", mais pour changer l'ensemble des symboles et des valeurs (Questions Féministes, N° 1, 1977). On sait très bien, par ailleurs, que des femmes qui ne s'inscrivent pas dans une logique de contestation féministe peuvent être porteuses de valeurs conservatrices: Margaret Thatcher en Grande Bretagne ou Christine Boutin en France sont là pour en témoigner. Par ailleurs, on sait très bien que dans les sociétés rurales traditionnelles, très souvent les mères de famille servaient et servent encore de relais dans la répression et l'enfermement des filles. Aujourd'hui encore, dans nos sociétés urbanisées, malgré certaines évolutions dans la morale dominante, les mères continuent de contrôler plus intensément la vie de leurs filles que celle de leurs fils. Il est donc très simpliste d'opposer ainsi les valeurs "féminines" positives et les valeurs "masculines" négatives. Même si, quand les femmes entrent en lutte, elles peuvent apporter une critique très subversive de la société et des rapports sociaux.

4) La quatrième voie se démarque de toutes les autres: au lieu de construire des essences abstraites (la femme, l'homme, le noir, le blanc etc.), il s'agit d'analyser ce qui est à la base de l'opposition entre dominants et dominé-e-s, dans le cadre de rapports sociaux concrets et de redéfinir un projet d'émancipation non pour un seul groupe (ce qui est impossible) mais pour la société toute entière. Ce qui est possible et souhaitable, par contre, c'est de revendiquer de nouveaux droits collectifs pour les groupes opprimés, tout en se battant pour l'égalité réelle entre tous les individus des deux sexes, quelle que soit leur origine. Quand, sur la base d'un rapport de forces, la société reconnaît les torts qu'elle a fait subir à un groupe opprimé, cela peut se traduire par des dédommagements symboliques ou financiers. Cela peut donner lieu également à l'adoption de mesures "d'action

positive" destinées à compenser les discriminations dont ont été victimes historiquement les noirs, les femmes etc. C'est le sens de l'adoption de quotas réservés aux noirs dans les universités américaines, de quotas réservés pour l'emploi des femmes, dans certaines entreprises, aux USA. Mais ces mesures n'ont de sens que si elles sont adoptées comme point de départ d'un plan d'ensemble pour faire bouger plus largement les mécanismes socio-politiques qui produisent ces discriminations et non, dans le souci de maintenir un statut quo, en privilégiant une petite élite issue des ces groupes opprimés. En France aujourd'hui, favoriser l'égalité entre les hommes et les femmes en politique, ne peut se réduire à l'adoption de quotas ou à la parité sur les listes des partis. Il est indispensable de démocratiser en profondeur les institutions politiques, d'améliorer concrètement les conditions de vie et de travail des femmes, si l'on veut les inciter à participer plus directement à la vie politique. Cela implique de réduire réellement le temps de travail, sans perte de salaire, de faire reculer la flexibilité et la précarité, de créer des structures d'accueil pour la petite enfance, de garantir un retour à l'emploi quand on a été candidate et élue (un statut de l'élue) etc. Ces mesures d'action positive n'ont d'intérêt que si elles s'inscrivent dans une perspective plus générale d'une lutte pour l'égalité, qui mette en cause les rapports sociaux qui sont à la base de cette domination.

Articuler les différents fronts de lutte

Une lutte réellement émancipatrice doit permettre aux individus de dépasser la stigmatisation liée à l'oppression, de sortir de l'enfermement dans une seule identité et d'assumer leurs multiples identités. Aucun et aucune d'entre nous ne peut se résumer au fait d'être femme ou homme, au fait d'être homosexuel ou hétérosexuel, au fait d'être noir ou blanc, au fait d'être né à la campagne ou à la ville etc. Chacun, chacune est une combinaison originale, un être singulier. Or, quand on raisonne en termes de normes (les femmes, c'est ceci, les hommes, c'est cela), on ne peut qu'aboutir à fermer les espaces de libertés que revendiquent les opprimé-e-s. L'humanité n'est pas duelle mais diverse. C'est pourquoi nous militons pour une société dans laquelle la division entre genres hiérarchisés disparaîtra et n'aura plus aucun sens.

Toutes ces luttes contre diverses oppressions ont toutes leur légitimité, mais elles ne peuvent prendre toute leur efficacité que si elles parviennent à converger dans un projet politique global de remise en cause de toutes ces oppressions et de l'exploitation capitaliste. Ce qui pose la question de la construction d'une force politique capable d'articuler toutes ces luttes, en leur donnant le maximum d'échos, pour que les militant-e-s partie prenante de ces différents mouvements sociaux ne se sentent ni oublié-es, ni rejeté-e-s. Or, de ce point de vue, le mouvement ouvrier, pendant très longtemps, a été incapable, et c'est encore très largement le cas, de prendre en

charge la lutte des femmes (comme celle d'ailleurs des autres minorités opprimées), de manière suffisamment conséquente, de telle sorte qu'un certain nombre de femmes ont préféré quitter les organisations politiques, ou ne pas les rejoindre, considérant que cela ne leur apportait rien.

Pendant très longtemps le discours dominant du mouvement ouvrier a été de considérer la lutte des classes comme la lutte "principale"; la lutte contre l'oppression des femmes était considérée comme "secondaire": l'émancipation des femmes serait réglée dans le cadre de la lutte des classes. Ce type de discours reproduit, selon nous, les rapports de hiérarchisation à l'intérieur même du mouvement des opprimé-e-s, au sens large du terme; il hiérarchise la lutte contre les oppressions au nom d'une lutte principale qui, elle, serait porteuse, en soi, d'un projet universel. Or, s'il est vrai que, dans la société capitaliste, les différents fronts de lutte se heurtent aux limites imposées par la logique marchande, aucune force sociale, ni aucune force politique ne peut prétendre, à elle seule, être porteuse, d'un projet d'émancipation universelle. Ce projet ne peut résulter que de la mise en commun systématique et patiente des énergies et de la réflexion issues des différents mouvements sociaux, dans un projet d'ensemble de transformation des rapports sociaux.

Cela implique un soutien actif à toutes les formes d'autoorganisation des femmes, dans l'ensemble du mouvement social ainsi qu'une lutte résolue contre la division sociale et sexuelle des tâches et pour la mixité des activités, à tous les niveaux de la société (à l'école, dans la vie professionnelle, dans la vie politique et au sein de la famille). Après le vote de la deuxième loi Aubry sur les 35 heures et l'extension de la flexibilité qu'elle entraîne, rien n'est résolu. Une baisse du temps de travail à 32 heures, sans perte de salaire, reste toujours à l'ordre du jour. C'est la seule alternative pour que femmes et hommes disposent à la fois d'un salaire qui garantisse leur indépendance financière, (celle des femmes étant particulièrement menacée), d'un temps libre qui leur permettent d'exercer leurs responsabilités familiales et de participer à des activités militantes, de loisirs etc. sans être épuisé-e-s. Cela nécessite également la lutte pour un véritable service public d'accueil de la petite enfance et des investissements pour rompre l'isolement des personnes âgées dépendantes ou non. Cela veut dire enfin rediscuter des mesures concrètes pour faire avancer le partage des tâches et responsabilités familiales entre hommes et femmes. Pourquoi ne pas exiger, par exemple, un congé paternité au moment de la naissance d'un enfant, pour que le père s'implique à égalité, dès la naissance, dans la prise en charge du nouveau-né? Cet axe de lutte fondamental sur le thème de la baisse du temps de travail et le partage des tâches domestiques, doit se combiner, bien entendu, avec d'autres revendications et actions contre les violences et pour le droit des femmes à disposer librement de leur corps, en Europe et sur toute la planète.

C'est à une véritable révolution culturelle que sont à nouveau conviées les organisations politiques, la LCR comme les autres.

(Brochure éditée par la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR, France))

Bibliographie indicative:

- Arendt Hanna 1997 (1re édition 1943): "Nous autres réfugiés", La tradition cachée, Christian Bourgois, éditeur, collection 10/18.
Freud Sigmund.: "La féminité", Nouvelles conférences sur la Psychanalyse, édi. Gallimard 1975
Fanon Franz 1975 (1re édition 1952): Peau noire et masques blancs, édi. du Seuil.
Irigaray Luce (1977) : Ce sexe qui n'en est pas un, éditions de Minuit
Irigaray Luce (1989) : Le temps de la différence,
Prokhoris Sabine (2000): Le sexe prescrit, la différence sexuelle en question, Alto/Aubier.
Trat Josette (1992): "De la différence sexuelle", Critique Communiste N° 124-125
Apfelbaum Erika (2000): entrée "Domination" dans le dictionnaire critique du féminisme, PUF.

pour aller plus loin:

- Bourdieu Pierre (1998): La domination masculine, éditions du Seuil. Ce petit livre centré sur le concept de violence "symbolique" a suscité de nombreux articles polémiques le concernant:
Trat Josette (1998): "Bourdieu et la domination masculine", dans le N° 81 des Cahiers du Féminisme, Automne 1998, pp. 38-41.
M. Perrot, Y. Sintomer, B. Kraiss, M. Durut-Bellat, donnent leur point de vue sur le livre de P. Bourdieu et ce dernier répond, dans la revue Travail, Genre et Sociétés, 1/1999, pp. 201-234.
N. C. Mathieu "Bourdieu ou le pouvoir autohypnotique de la domination masculine", M. V. Louis "Bourdieu: défense et illustration de la domination masculine", dans Les Temps Modernes, Mai-juin-juillet 1999, pp 286-358.
Dhavernas Odile (1978): Droit des femmes, pouvoir des hommes, Le Seuil 1978 (un livre clair sur les intérêts partiellement contradictoires du capitalisme et du "patriarcat", au XIXe siècle).
Godelier Maurice (1982): La production des grands hommes, éditions Fayard
Héritier Françoise (1996): Masculin/féminin: la pensée de la différence, éditions Odile Jacob
Laqueur Thomas (1992): La fabrique du sexe, essai sur le genre et le corps en occident, édi. Gallimard.
Mathieu Nicole-Claude 1991 : "Quand céder n'est pas consentir", L'Anatomie politique, éditions côté-femmes pp. 131-225
N. CL. Mathieu 2000, entrée "Sexe et genre" in Dictionnaire critique du féminisme, PUF.
Delphy Christine (1991): "Penser le genre, quels problèmes?", Sexe et genre, édité par M-Cl. Hurtig, M. Kail et H. Rouch, éditions du CNRS (pour ceux et celles qui s'intéressent à l'émergence de ce concept dans les sciences sociales)

Sur le concept de division sexuelle du travail:

- Kergoat Danièle: entrée "Division sexuelle du travail et rapports sociaux de sexe" in Dictionnaire critique du féminisme, PUF (article de base).
Robert-Lamblin Joëlle (1986) : "Influence de l'éducation sur l'identité sexuelle", Côté-femmes, approches ethnologiques, éditions L'Harmattan (article essentiellement descriptif sur "le changement de sexe" chez les INUIT, facile à lire).
Testart Alain (1986) : Sur les fondements de la division sexuelle du travail chez les chasseurs-cueilleurs, La Recherche, N° 181 octobre 1986, 1195-1201
Trat Josette (1997) : "Engels et l'émancipation des femmes" Engels, savant et révolutionnaire, sous la direction de G. Labica et M. Delbraccio, PUF, pp; 175-192

Sur Capitalisme, patriarcat et travail domestique:

- Delphy Christine (2000): entrée "Théories du patriarcat", Dictionnaire critique du féminisme, PUF.
Fougeyrollas-Schwebel Dominique (2000): entrée "Travail domestique", Dictionnaire critique, PUF.
Pour aller plus loin: Albarracín Jesús: "Travail domestique et loi de la valeur", Inprecor, N° 274 du 17 octobre 1988
Bihl Alain et Pfefferkorn Roland (1996): hommes/femmes, l'introuvable égalité, édi. de l'Atelier (bien que les chiffres soient dépassés, une description de l'articulation entre oppression de classe et oppression de genre, remarquable)
Battagliola Françoise (2000): Histoire du travail des femmes, La découverte
Delphy Christine (1998): L'ennemi principal, l'économie politique du patriarcat, éditions Syllepse (un recueil d'articles sur trente ans, par la première théoricienne en France du concept de "production domestique", à lire pour qui veut connaître les positions théoriques des féministes "radicales" ou "matérialistes" en France et sur le plan international. Les divergences entre ce courant et le courant féministe "luttés de classe" se sont estompées aujourd'hui en raison des évolutions des positions respectives et du contexte socio-politique).
Vinteuil Frédéric (1975-1976): "Capitalisme et patriarcat, questions de méthode", Critique Communiste, N° 4, Déc.75. Jan.76.
Vinteuil Frédéric (1983): "Marxisme et féminisme", Critique Communiste, N° Hors série.

Marxisme et féminisme

Frédérique Vinteuil

Le renouveau du féminisme, dans les années soixante-dix, illustre un paradoxe: produit d'une génération militante imprégnée de marxisme, en Europe du moins, il a contribué à alimenter des courants prônant soit le rejet pur et simple de Marx, soit le « dépassement » du marxisme par une méthodologie réputée plus adaptée au nouvel objet à penser. L'explication de ce paradoxe nous paraît renvoyer à des facteurs externes, mais aussi internes à la théorie marxiste.

Dans le cadre de cet article, nous voudrions montrer ce qui, dans les textes de Marx et d'Engels, nous paraît opératoire et ce qui nous paraît faire problème. Nous souhaiterions illustrer l'impuissance à rendre raison de l'oppression des femmes comme phénomène total des théories prétendant rejeter ou dépasser le marxisme, qui reste, par delà telle ou telle assertion des marxistes, la seule méthodologie qui permette de comprendre.

Le marxisme a eu l'immense mérite, au XIXe siècle, de dénoncer la subordination des femmes, quand d'autres « socialistes » allaient jusqu'à en prôner l'aggravation (Proudhon). Marx et Engels s'inscrivent dans la continuité des saint-simoniens et des fouriéristes, dont Flora Tristan, qui revendiquent l'égalité des sexes et la subversion de la famille bourgeoise. Dépassant les utopistes qui se bornaient à décrire l'infériorité des femmes et à réclamer l'égalité au nom de la justice, le marxisme est parti d'un présupposé fondamental : l'oppression des femmes n'est pas un invariant de l'histoire mais le produit d'une formation sociale, les rapports entre les sexes ne sont pas naturels mais sociaux. Cette base matérialiste et historique reste, de nos jours, une ligne de partage avec l'ethnologie structuraliste (Lévi-Strauss) qui fait de l'échange des femmes l'élément constitutif des sociétés humaines, ou avec ceux des psychanalystes qui attribuent à la différenciation sexuelle le rôle moteur dans la structuration du psychisme.

Toutefois, il apparaît que, dans ce domaine, la démarche historique relève davantage chez Marx d'un postulat, lui-même issu de la logique du matérialisme historique, que d'une conviction étayée sur une étude précise du statut des femmes à travers les âges. Il faut attendre le dernier ouvrage d'Engels, quarante ans après la mort de Flora Tristan, pour trouver une approche systématique de la question. « L'origine de la famille » distingue trois grandes périodes dans l'histoire des femmes : les sociétés sans classes où les femmes occuperaient une position dominante (matriarcat originel) ; les sociétés de classes non-capitalistes, où la femme « esclave » est vouée à la reproduction domestique; l'ère du capitalisme réinsérant les femmes dans la production et offrant une base objective à leur émancipation.

Cette périodisation, encore que grandement simplificatrice, peut être acceptée ; ce qui paraît erroné, est l'analyse du statut des femmes à l'intérieur de certaines périodes.

Tout d'abord, il est indiscutable que des sociétés sans appropriation privée des moyens de production, sans Etat, où les rapports sociaux s'expriment en termes de parenté, offrent des exemples d'oppression des femmes infiniment plus violente que celle qui sévit dans les métropoles impérialistes de la fin du XX' siècle. Nombre de tribus de ce type vivent presque exclusivement du travail effectué par les femmes, mais contrôlé par les hommes ; les femmes échangées comme des marchandises vont résider dans le village de leur mari où elles sont privées de tout droit ; l'élaboration idéologico-religieuse de ces sociétés est vigoureusement misogyne.

Pourquoi Engels s'est-il trompé ? Prisonnier des découvertes ethnologiques de son époque, beaucoup plus limitées que celles dont nous disposons, il a assimilé deux réalités qui ne se confondent nullement, la matrilinearité et le matriarcat. S'il est indéniable que la plupart des sociétés archaïques ou primitives connues fonctionnent ou ont fonctionné selon un mode de descendance matrilineaire, le système confère le pouvoir à l'oncle maternel et non à la femme elle-même. En revanche, Engels ne perçoit pas l'importance du lieu de résidence de la famille. Selon que le mari va résider dans le clan de sa femme (matrilocalité) ou la femme dans celui du mari (patrilocalité), les rapports de force entre sexes sont complètement différents. La généralisation de la patrilocalité marque bien davantage « la défaite historique du sexe féminin » (concept ambigu parce qu'évoquant une bataille rangée et non des processus contradictoires s'étalant sur des millénaires au sein de formations sociales transitoires) que l'apparition de l'esclavage, de l'Etat, de la patrilinearité et de la famille patriarcale.

De plus, Engels fonde l'origine de la dégradation du statut des femmes sur une division primitive du travail (homme chassant, femmes cueillant et cultivant...) susceptible de fournir aux hommes la capacité de s'approprier le surproduit social. Or, nous pensons qu'il n'y a pas de division sexuelle du travail «

naturelle » et universelle. Les hommes font ce que font les femmes et inversement : tout dépend de la société dans laquelle on se trouve. Même le filage et le tissage, activités féminines par excellence, sont effectuées par des hommes dans certaines tribus d'Afrique du Nord! Ce qui vaut pour des sociétés de classes, vaut pour les sociétés primitives : ce n'est pas la nature du travail qui compte, mais les rapports sociaux au sein desquels on l'effectue. Ce n'est pas le lieu de développer ici les hypothèses de recherche sur le statut des femmes dans les sociétés pré-classistes, encore moins sur « l'origine » historique de l'oppression des femmes sur laquelle il est peu probable que s'impose une réponse définitive. Nous dirons seulement que la méthode la plus fructueuse nous paraît procéder des concepts les plus classiques du marxisme.

Même pour des sociétés où les rapports de production sont médiés par les rapports de parenté, les interrogations les plus utiles sont celles-ci: qui produit? Qui contrôle la production ? Au bénéfice de qui s'exercent les rapports de parentés ? Dès lors, nous soutenons que les sociétés pré-classistes connues, presque toutes patrilocales, matrilineaires ou patrilineaires, fonctionnent sur la base de l'appropriation collective par les hommes de la force de travail des femmes. Cette situation peut se constater dans les sociétés primitives actuelles; elle peut s'induire de l'étude des formations sociales archaïques où domine l'esclavage féminin et où l'adéquation idéologique Féminité/Esclavage est une constante. Nous pensons donc que la « révolution » esclavagiste et l'appropriation privée des moyens de production s'inscrivent en rupture/continuité avec les sociétés lignagères où l'appropriation collective du travail féminin et la dévalorisation d'un groupe humain au sein d'un clan fournissaient un modèle aux formes ultérieures d'exploitation. Néanmoins, si nous croyons que la première forme de lutte de classes a opposé les femmes aux hommes, nous ne déduisons pas de ce primat historique la primauté de la lutte des sexes pour les modes de production ultérieurs. L'apparition de l'esclavage modifie la contradiction essentielle et redistribue les hommes et les femmes en fonction de leur place dans le procès de production.

Il reste que les femmes ne sont pas « redistribuées » au sein des classes fondamentales comme les hommes; si l'appartenance de classe des femmes des couches exploitées ne fait pas problème (encore ne sont-elles jamais exploitées « comme » les hommes), celle des femmes des classes dominantes est beaucoup plus difficile à cerner à certaines périodes de l'histoire. A quelle classe appartient, dans l'Antiquité, la femme de l'aristocrate athénien, mariée à douze ans, enfermée dans le gynécée, privée de tout contrôle de ses biens et travaillant avec ses servantes ?

Engels caractérise la deuxième période de l'histoire des femmes par leur exclusion de la production. De la naissance de l'esclavage à la manufacture, les femmes seraient avant tout vouées à la reproduction aux deux sens du terme. « La femme

devint la première servante, elle fut écartée de la participation à la production sociale. C'est seulement la grande industrie qui a rouvert - et seulement à la femme prolétaire - la voie de la production sociale. » Cette assertion est encore admise par bien des marxistes. J.-L. Moynot écrit que dans l'histoire « la force de travail masculine a joué le rôle principal », les femmes étant vouées à l'entretien des enfants et aux tâches domestiques.

Cette thèse nous paraît anachronique et irrecevable. Anachronique, parce qu'elle postule une division tranchée entre la sphère de la production et celle de la reproduction que seul le capitalisme a réalisée, Prenons l'exemple d'une communauté villageoise à l'apogée du mode de production féodal. La division sexuelle du travail y était absolue et immuable. Mais elle ne recoupe pas l'opposition travail productif/reproductif. Les femmes font certains travaux agricoles, les plus pénibles, les hommes font le reste: tous produisent. Les femmes filent, activité aussi productive (il arrive que la laine filée soit commercialisée) que les travaux des champs destinés en grande partie à une consommation autarcique. Les tâches domestiques ? Elles étaient des plus réduites en raison des conditions d'habitat et de nutrition, et affectées le plus souvent à une aïeule ou aux jeunes enfants. Cette thèse est irrecevable, parce qu'aucune formation sociale connue dans l'histoire n'a pu se passer de l'utilisation massive de la force de travail des femmes pour la production.

Seule une étude précise sur une société donnée à une époque donnée peut permettre de déterminer les rôles respectifs de la force de travail masculine et féminine, rôles très variables au demeurant. Mais, soutenir que toutes les femmes ont été exclues de la production relève de l'idéologie patriarcale qui pose le travail des femmes comme du non-travail. Improductives, les esclaves des grandes monarchies asiatiques ou de Mycènes quand elles sont ouvrières du textile, ou qu'elles cultivent les grands domaines des rois et des temples ? Improductives, les paysannes médiévales? Ce qui caractérise, au contraire, l'utilisation de la force de travail féminine, c'est la combinaison des travaux productifs les plus dévalorisés avec des tâches de reproduction, les uns étant souvent présentés comme l'extension des autres. L'exclusion de la production ne se vérifie vraiment, dans les sociétés de classes non-capitalistes, que pour les femmes des couches dominantes. Encore celles-ci se différencient-elles des hommes des catégories exploiteuses en ce qu'elles travaillent presque toujours: elles sont « la première servante » dans le gynécée comme dans le manoir féodal, tandis que leur mari est totalement « oisif », s'adonnant, selon l'époque, à la politique, la guerre ou la chasse.

Aussi, la distinction production/reproduction nous paraît-elle peu opérante pour comprendre la condition des femmes dans les modes de production esclavagistes ou féodaux. Il nous paraît plus intéressant de partir de la réalité du statut personnel des femmes pour constater que l'utilisation de leur force de travail, quel que soit le travail, ne se fait jamais comme celle des

hommes, mais dans le cadre de rapports sociaux spécifiques de domination. Aux origines des sociétés esclavagistes, les esclaves-femmes étaient beaucoup plus nombreuses; si l'égalité numérique se réalise ensuite, les chances d'affranchissement sont très inégales entre les sexes, d'autant qu'une esclave féminine apporte une richesse supplémentaire, ses enfants. Dans la société médiévale, entre la paysanne et son seigneur, existe un intermédiaire obligé, le père ou le mari, que la coutume fait propriétaire de son travail et de sa personne. Prenons l'exemple du vilain (paysan libre de l'Europe occidentale): il possède la propriété « utile » de sa terre, peut la vendre, la quitter, il doit de nombreux impôts à son seigneur, mais c'est un homme libre. La vilaine : la terre ne lui appartient pas (elle hérite rarement), ni le produit de son travail; elle ne peut partir car elle dépend de l'autorité paternelle ou maritale, Elle n'est pas libre.

Sans doute, le vilain et la vilaine appartiennent-ils fondamentalement à la même classe: leurs intérêts se confondent face au seigneur, et leur place dans le procès de production est similaire. Mais il est évident qu'au sein de la classe exploitée, les femmes constituent une couche définie non seulement par leur appartenance de classe, mais aussi par leur statut personnel dans la famille, statut dont les similitudes avec l'esclavage sont évidentes. Une femme ne s'appartient pas. Le mari ou le père, tout exploité qu'il soit, exerce sur elle, dans ces sociétés distributrices de l'autorité à tous les niveaux du corps social, un pouvoir économique (contrôle du travail) et politique (maintien des hiérarchies).

Marx et Engels ont fort bien senti que le capitalisme introduisait une rupture majeure dans la situation faite aux femmes et dans la nature de la famille. Avec une intuition remarquable, à l'époque du « capitalisme sauvage » où la condition des femmes prolétaires paraissait plus atroce que celle des paysannes, ils ont su voir que la logique du nouveau mode de production l'amènerait à créer les conditions objectives d'une émancipation. En jetant tendancieusement toujours plus de femmes dans la sphère de la production sociale, en proléarisant un nombre toujours plus grand de travailleurs, ôtant à la famille son rôle de transmission de la propriété, le capitalisme sapait (partiellement) les bases de la domination masculine.

Même si cette vision nous paraît aujourd'hui beaucoup trop unilatérale, même si Marx et Engels se sont trompés dans les rythmes, le capitalisme du troisième âge justifie en partie leur analyse. Il suffit de comparer la condition des femmes du tiers monde, très proche - toutes choses égales - de celle de nos arrière-grand-mères, avec le statut actuel des femmes dans les pays impérialistes pour s'en convaincre. De même, le rôle positif attribué par Engels à l'insertion des femmes dans la production capitaliste (par delà certaines formules ambiguës) avait le mérite de légitimer le droit au travail des femmes à une

époque où la majorité du mouvement ouvrier décrivait les travailleuses comme des « voleuses d'emploi ». Aujourd'hui, cette position, avec des nuances (l'accès au salariat n'est pas une condition suffisante de libération, d'autant que les femmes sont proléarisées comme femmes), continue à faire clivage avec ceux qui contestent, en théorie ou en pratique, la nécessité pour les femmes de travailler à l'extérieur du foyer.

On ne trouve pas non plus chez Marx ou Engels d'apologie du travail domestique ou de la maternité; cela est d'autant plus remarquable que les socialistes utopistes réclamaient des droits pour les femmes au nom de la fonction maternelle. « Je le répète, la femme est tout dans la vie de l'ouvrier : comme mère, elle a action sur lui pendant son enfance ; c'est d'elle et uniquement d'elle qu'il puise les premières notions de cette science si importante à acquérir, la science de la vie... ». Encore cette formulation de Flora Tristan peut-elle s'entendre comme un constat. Mais le saint-simonien Prosper Enfantin, des fouriéristes, n'ont cessé d'exalter la Femme-Mère, et ses devoirs, avec une phraséologie mystique parfaitement accordée à l'idéologie bourgeoise qui s'était constituée depuis la fin du XVIIIe siècle sur la question. Engels est infiniment plus actuel, lorsqu'il écrit: «La famille conjugale moderne est fondée sur l'esclavage domestique avoué ou voilé de la femme»

Néanmoins, Marx et Engels n'ont pas songé à forger une théorie de l'oppression des femmes. Dans le Capital, où il est procédé à une analyse des conditions de la production dans le système capitaliste, les conditions de la reproduction ne sont presque jamais abordées. L'explication tient à la nature du système lui-même qui opère la séparation la plus radicale de l'histoire entre l'univers de la production et celui de la reproduction et rend possible une analyse séparée. Aussi Marx ne rencontre-t-il les femmes qu'à travers leur entrée dans la manufacture et ne saisit-il pas leur condition dans sa globalité. Marx et Engels ont une théorie de la famille, mais la structure qu'ils décrivent est davantage un legs du passé; le rôle de transmission de l'héritage à des enfants légitimes, l'enrichissement grâce à la dot de la femme sont donnés par eux comme les caractères fondamentaux de la famille monogamique. «Souveraineté de l'homme dans la famille et procréation d'enfants qui ne puissent être que de lui et qui étaient destinés à hériter de sa fortune, tels étaient (...) les buts exclusifs du mariage conjugal»

Ils avaient raison de considérer que cette fonction de la famille était condamnée à dépérir avec la généralisation du capitalisme. Même si les études réalisées sur la formation des patrimoines en France montrent que l'héritage joue un rôle déterminant dans la circulation des richesses au sein de la classe dominante, il est évident que, pour la majorité de la population, là n'est plus la fonction première de la famille. Or, celle-ci se porte fort bien et l'oppression des femmes avec elle.

La théorie marxiste nous paraît présenter des lacunes sur trois points fondamentaux: l'utilisation différenciée par le capitalisme de la force de travail féminine et masculine; l'apparition d'une famille bourgeoise adaptée aux besoins économique-politiques du système; la nature des rapports sociaux entre les sexes.

- Marx et ses contemporains n'ont pu que constater le rôle déterminant joué par la main-d'œuvre féminine dans l'accumulation de sur-profits à l'aube du capitalisme industriel. « Quand le capital s'empara de la machine, son cri fut: du travail de femmes, du travail d'enfants!» L'explication de cette préférence paraissait claire: les femmes, contrairement aux compagnons des anciennes corporations, n'avaient aucune qualification et étaient infiniment plus adaptables aux nouvelles conditions de travail; leur éducation et surtout l'extrême précarité de leur existence, les rendaient dociles.

Cette explication est conjoncturelle, et Marx la donnait comme telle. Or la surexploitation de la main-d'œuvre féminine est, jusqu'au troisième âge du capitalisme, un phénomène structurel. Nul n'ignore que l'inégalité professionnelle entre les sexes est la règle, à tous les niveaux de la pyramide sociale. La sous-qualification n'est plus une cause, mais un corollaire de la nécessité pour le capital de disposer d'une main-d'œuvre surexploitée. En France, on est arrivé au paradoxe que c'est parce que les filles réussissent mieux leurs études qu'elles sont moins qualifiées; elles vont, en majorité jusqu'au BEPC ou au BAC, alors que les garçons sont réorientés (par l'échec scolaire) vers des formations techniques d'où ils sortent plus adaptés au marché du travail. De toutes façons, il suffit qu'une profession, même très qualifiée, se féminise pour qu'elle se dévalorise avec une étonnante rapidité.

En outre, ce que Marx constatait pour la première révolution industrielle, se retrouve vérifié avec la mutation technologique actuelle. C'est sur la main-d'œuvre féminine que l'on teste les nouvelles formes de travail : informatique, bureautique, restructuration du rythme de travail... Cette permanence suffit à écarter comme superficielle une analogie avec la main-d'œuvre immigrée. Les étrangers ont toujours fini par «s'intégrer», exigeant la venue d'une nouvelle vague à chaque période d'expansion économique. Les femmes ne «s'intègrent» pas, et posent le problème de savoir ce qui permet au Capital de maintenir la dévalorisation de leur force de travail.

Un aspect majeur tient à la composition du salaire, différente pour les hommes et les femmes. Marx donne du salaire cette définition : « La valeur de la force de travail était déterminée par les frais d'entretien de l'ouvrier et de sa famille». Cette composition du salaire s'est globalement vérifiée, à l'exception des périodes de crise aiguë du capitalisme, et du lumpen-prolétariat. Mais elle ne vaut que pour la rétribution de la force de travail masculine. A l'inverse, tout se passe comme si le

salaire féminin était amputé de la partie que les hommes reçoivent pour entretenir leur famille, en plus d'eux-mêmes. Cette différenciation dans le salaire s'avère fonctionnelle pour tous, le système postulant que tous les salariés sont mariés. La meilleure preuve réside dans les mesures sociales prises en faveur des femmes dans les pays capitalistes développés, mesures qui, pour partie, visent à compenser l'absence d'un mari: allocations aux veuves, aux mères célibataires, aux divorcées ; pensions de reversion que les veuves perçoivent immédiatement, les veufs attendant leur propre retraite (et encore cette dernière mesure est-elle récente !...) etc. La société préfère « assister » des millions de femmes, plutôt que de rétribuer la force de travail féminine à l'égal de celle des hommes. Contrairement aux apparences, et à la législation bourgeoise, l'écart continue à s'accroître ; les femmes sont de plus en plus nombreuses, en proportion, chez les manœuvres et les OS.

Il est évident que l'existence du salaire d'appoint procède des exigences de l'accumulation du profit; déterminer si elle en constitue un élément structurel ou conjoncturel est abstrait, la réalisation du profit se faisant toujours au sein de conditions historiques (et de rapports de forces) concrètes. La durée du phénomène à travers trois révolutions industrielles milite en faveur de son caractère structurel des origines du capitalisme industriel à sa phase actuelle. La particularité de cette surexploitation est qu'elle tire sa légitimité d'une instance vécue comme extérieure aux rapports de production ; la famille, et au-delà de la famille, de la société civile toute entière qui constitue les femmes en groupe opprimé.

— Marx et Engels prophétisaient la disparition, à brève échéance, de la famille bourgeoise. On le leur a beaucoup reproché, certains historiens et certains marxistes concluant à l'inverse au renforcement de la famille, corollaire de l'affirmation de l'Etat bourgeois. La prédiction de Marx et d'Engels s'explique par le contexte historique de l'exploitation forcée réalisée par le « capitalisme sauvage » qui avait séparé l'ouvrier/ère de sa famille paysanne et bouleversé les rôles antérieurs. Engels a largement décrit, parfois avec des formulations ambiguës, la situation anglaise. « Dans bien des cas, la famille n'est pas tout à fait désagrégée par le travail mais tout y est mis sens dessus-dessous. C'est la femme qui nourrit la famille, et l'homme qui reste à la maison, garde les enfants, balaie les pièces et fait la cuisine. Ce cas est très fréquent. A Manchester seulement, on pourrait dénombrer plusieurs centaines de ces hommes condamnés aux travaux domestiques. On peut aisément imaginer quelle légitime indignation cette castration de fait suscite chez les ouvriers, et quel bouleversement de toute la vie des familles il en résulte, alors que les autres conditions sociales restent les mêmes.»

La famille apparaissait alors comme un reliquat de rapports sociaux pré-capitalistes, ne conservant de valeur fonctionnelle

que pour les classes dominantes. Là réside l'erreur de Marx et d'Engels, qui ont pris un phénomène de conjoncture pour un phénomène de structure. Cette erreur, explicable, répétons-le, par le contexte historique, les a dispensés d'une théorie de la famille bourgeoise ; cette lacune a permis aux idéologues réformistes du mouvement ouvrier de se faire les défenseurs de la « famille ouvrière » sans apparaître trop ouvertement en rupture de marxisme. En effet, passée la première phase du capitalisme sauvage, la bourgeoisie a senti la nécessité de « familiariser » sur le modèle bourgeois une classe ouvrière jugée trop mobile et indisciplinée.

De nombreuses études sont parues en France, depuis une dizaine d'années, qui traduisent l'intérêt nouveau des historiens sur ces questions (en liaison avec la montée du féminisme) et montrent ce processus à l'oeuvre dès 1870-1880: constitution d'un habitat ouvrier, plus « décent » et surtout adapté à la famille mononucléaire (les corons remplaçant la promiscuité des caves...) ; extension à la femme ouvrière de l'idéologie de la maternité. Pour la bourgeoisie, l'intérêt est évident: les tâches de reproduction de la force de travail que le capital ne peut alors socialiser, continuent à être assumées dans le cadre privé; l'ouvrier se fixe, se « range », se « responsabilise » à travers la famille ; les femmes continuent à être définies par le rôle dans la famille, celui-ci permettant la surexploitation et l'utilisation comme main-d'œuvre de réserve. La bourgeoisie a reçu l'aide active du mouvement ouvrier organisé, composé, on le sait, essentiellement de travailleurs qualifiés masculins. Plusieurs facteurs l'expliquent : l'idéologie passéiste à la Proudhon vantant les mérites de la famille patriarcale, contre l'immoralité capitaliste, était très forte: la stabilisation des ouvriers masculins paraissait propice à leur organisation par le syndicat ; surtout, le maintien d'une majorité de femmes au foyer, l'espoir d'y renvoyer les autres, préservait de la concurrence féminine !

Aussi assiste-t-on progressivement à la généralisation à tout le corps social du modèle de la famille bourgeoise, unité vouée à la reproduction (coupé de l'univers de la production), à la socialisation des enfants et à l'adéquation féminité/maternité. Marx et Engels n'ont pas souligné que le capitalisme du premier âge n'était pas en mesure de socialiser une grande partie des tâches domestiques. Leur erreur ne procède pas du fait qu'ils le croyaient possible, mais de ce qu'ils avaient peu analysé les conditions concrètes, à leur époque, de la reproduction de l'espèce et de la force de travail. Or, le statut des femmes procède précisément du lien dialectique existant entre le travail reproductif effectué par elles dans la famille et leur insertion dans le travail pour le marché, celle-ci renvoyant à celui-là. Ne saisir les femmes que dans leur rapport à la production, c'est se priver de comprendre ce qui fait d'elles des travailleurs « à part ». Tant que le système n'est pas en mesure de les transformer en produits pour le marché, les tâches domestiques réalisées dans le cadre privé réalisent une énorme économie de capital.

Marx avait mal vu cet aspect, postulant généralement que le travailleur trouvait sur le marché les moyens de reproduire sa force de travail. Le travail ménager apparaît dans la théorie marxiste classique comme du non-travail, ce qui est d'ailleurs contradictoire avec la formule d'Engels sur l'esclavage domestique. Volontiers décrites comme gratuites, les tâches domestiques ne le sont pas totalement. Le travailleur masculin reçoit, dans son salaire, de quoi faire vivre (ou survivre) sa famille, et donc d'une certaine manière rétribuer le travail menacer de l'épouse. Ce constat n'est pas contradictoire avec la fonction d'économie de capital. Le « sur-salaire » masculin (différence avec le salaire féminin) n'atteint jamais - et de loin - le montant des heures de travail ménager, même rétribuée au SMIC.

Est-ce à dire que Marx et Engels se sont totalement trompés et que le capitalisme a produit un renforcement de la famille ? Le terme de renforcement, si souvent utilisé, n'est pas juste. La bourgeoisie n'impose pas un resserrement des liens familiaux précapitalistes, mais une autre famille. La nouveauté vient-elle d'une consolidation de la base économique de cette nouvelle famille qui sera donnée par la reproduction dans le cadre privé. La nouveauté, on l'a vu, vient de la séparation géographique et économique entre production et reproduction. Mais dans les sociétés non capitalistes, les tâches dites de reproduction étaient aussi assumées au sein de la famille par les femmes, situation dont le système actuel s'est emparé. On peut même dire que le Capitalisme socialise tendanciellement toujours davantage de travaux réalisés jadis dans un cadre privé. Dès la première révolution industrielle on commence à voir disparaître, en ville, la production familiale des aliments de base (pain, légumes, viande) ; les vêtements deviennent progressivement des objets achetables sur le marché... Quant au troisième âge du capitalisme, il illustre la faculté du système d'étendre à de larges secteurs de la reproduction le règne de la marchandise (fulgurante progression du marché du prêt-à-porter, plats préparés, laverie...). Même la consommation perd (un peu) de son caractère familial pour devenir de plus en plus individuelle.

Ce nouveau stade du capitalisme correspond logiquement à une nouvelle vague d'entrée des femmes sur le marché du travail. En France, leur pourcentage dans la population active augmente régulièrement depuis 1970. « Si la femme du travailleur, autrefois non rémunérée, vient cependant grossir la masse des producteurs fournissant du travail dans l'industrie capitaliste, elle accroît directement la production de marchandises supplémentaires et de plus-value. Si une part des marchandises ainsi produites est consommée par les familles des travailleurs en remplacement des services domestiques autrefois rendus gratuitement par la maîtresse de maison, ceci est tout bénéfique pour le capital, car ceci facilite la réalisation de la plus-value, l'accumulation du capital et la reproduction élargie ».

De ce processus on peut retenir deux éléments majeurs: l'assomption privée du travail ménager n'est pas structurellement indispensable au fonctionnement du système, mais une nécessité sur une longue période; le statut des femmes se noue dans le lien marché du travail/famille, mais la détermination en dernière instance, qui fait bouger leur condition, réside bien dans les exigences d'accumulation de la plus-value, au cœur même du système. Où réside alors la spécificité de la famille bourgeoise par rapport aux formes antérieures ? Dans le Politique évidemment ! Elle matérialise la coupure entre l'homme privé d'une part, et d'autre part le producteur et le citoyen. Elle incarne avec efficacité l'individualisme bourgeois (famille mononucléaire repliée sur elle-même) tout en assurant à l'Individu un lieu de solidarité affective minimale. Elle assure, beaucoup plus qu'autrefois, et malgré la scolarisation obligatoire, la socialisation des enfants.

Tous les sociologues le soulignent: on ne se marie plus par intérêt mais par amour, et ce faisant, la Famille reste la valeur refuge, au hit-parade de toutes les enquêtes. Cette fonction socio-politique est suffisamment efficace, et assez indépendante des structures économiques, pour être intégrée, sans modification, par les Etats de l'Europe de l'Est, où elle rend sensiblement les mêmes services aux couches dirigeantes. Partout l'intériorisation de ce modèle est très forte, et contribue à l'aliénation de celles qui, comme mères, sont les piliers de cette structure. Mais le processus est contradictoire. En effet, dans les sociétés non capitalistes, la famille fonctionne indiscutablement comme le lieu de l'oppression des femmes; dans ces formations sociales, fondamentalement inégalitaires, où l'Etat est plus faible, l'autorité est dispersée à tous les niveaux du corps social selon les hiérarchies de naissance, de fonction, d'âge, de sexe, acceptées comme immuables. Les hommes dominent les femmes, parce que Dieu (ou la nature) l'a voulu ainsi. L'Etat moderne, incarnation du Droit au-dessus des classes et des groupes, a dû casser ces hiérarchies intermédiaires et proclamer la liberté et l'égalité de l'individu face à lui ; cette évolution recouvre évidemment les besoins du Capital en main-d'œuvre « libre ». De ce fait, la famille ancienne, lieu d'exercice codifié de l'autorité masculine, s'est trouvée lentement et partiellement vidée de ce rôle, pour des raisons objectives (logique du système) et subjectives (lutte des femmes).

La participation des femmes à la production pour le marché, l'accès à des niveaux d'études identiques à ceux des hommes, le discours bourgeois sur l'égalité formelle de tous les individus sont entrés en contradiction avec le statut d'opprimées des femmes dans le travail et la famille. Phénomène que Marx et Engels avaient pressenti, parce qu'il était dans la logique fondamentale du système, mais qui s'est manifesté beaucoup plus lentement et contradictoirement que ce qu'ils avaient prévu. Phénomène qui est loin d'être achevé et dans lequel

l'intervention consciente des femmes organisées est un élément décisif.

- La troisième lacune dans la théorie marxiste concerne la nature des rapports sociaux entre les hommes et les femmes. Marx et Engels ont, néanmoins, su employer des termes beaucoup plus vigoureux que leurs épigones divers, qui se sont acharnés à nier l'oppression des unes par les autres, au nom de l'unité ouvrière. «La (famille) contient en miniature tous les antagonismes qui, par la suite, se développeront largement dans la société et dans son Etat. (Marx)» «(Le mariage conjugal) apparaît comme l'assujettissement d'un sexe par l'autre, comme la proclamation d'un conflit des deux sexes. » (Engels) En revanche, ce que ni l'un ni l'autre n'ont réellement vu, c'est le fondement, en système capitaliste, de l'actualité des conflits de sexes.

Certaines féministes ont pu parler d'exploitation des femmes par les hommes à travers le travail domestique. La notion d'appropriation de la force de travail des femmes pour les tâches productives et reproductives par les hommes nous paraît opérante pour les sociétés préclassistes; elle se discute, cas par cas, pour des formations sociales classistes, non capitalistes. Elle ne vaut pas pour le capitalisme. Exploitation suppose ponction de plus-value dans le cadre de la production pour le marché et séparation radicale entre le possesseur du Capital et le travailleur. Rien de tel avec le travail domestique. Son destin est de s'accomplir dans le cadre privé, hors critère de rentabilité et, donc, de ne pas être productif (au sens marxiste du terme). On peut admettre que le mari se procure la force de travail de l'épouse, avec son salaire, mais leurs intérêts ne sont pas radicalement contradictoires ; les deux sont juridiquement propriétaires du salaire du mari, des objets produits à la maison, et aucun n'a intérêt à diminuer la part de l'autre. De plus, l'époux attend un service ; il n'est pas directement intéressé à la production de l'épouse ; peu lui chaut que le repassage soit effectué en une heure ou deux heures, pourvu qu'il soit fait; s'il est fait, il n'ira pas chercher du linge supplémentaire chez le voisin pour occuper sa femme !

Exclure le concept d'exploitation ne conduit, pas à voir dans la domination masculine « un simple retard sur les mentalités ». Nous avons vu le capitalisme fonctionner avec la surexploitation de la force de travail féminine, avec les économies réalisées sur l'entretien de la force de travail globale. Il est évident que la médiation nécessaire est l'attribution d'un statut dévalorisé à toutes les femmes, irriguant tous les niveaux de la société civile. Point n'était besoin d'une grande imagination créatrice. Il suffisait de faire perdurer en l'adaptant l'oppression millénaire, avec le soutien actif de ceux qui en retirent des avantages matériels et moraux indéniables, toutes classes confondues. Les hommes se sont vus garantir un statut collectif d'opresseurs, avec des miettes de plus-value (salaires plus élevés), des privilèges sociaux (ne pas accomplir le travail

domestique) et idéologiques. Ces derniers conduisent, chez les plus exploités, à des sentiments de type « petit blanc », et sont un facteur important de l'occultation de, la conscience de classe.

Hommes et femmes sont, à l'évidence, en système capitaliste, répartis dans les différentes classes. A l'intérieur de chaque classe, leurs intérêts historiques sont identiques (encore peut-on s'interroger sur les intérêts contradictoires des femmes bourgeoises). Conjoncturellement et concrètement, il en va autrement: concurrence pour l'emploi, des plus vives en période de crise ; concurrence pour l'accès aux postes de hiérarchie ; concurrence dans l'univers politique ou syndical, bastion masculin remarquablement défendu... Ces relations sociales entre hommes et femmes entrent mal dans le cadre de concepts pré-établis. Parler d'esclavage ou de servage conduit à ne pas comprendre la liberté juridique, « l'égalité » dont jouissent les femmes aujourd'hui.

Les hommes sont dotés, en naissant, d'une situation globale de « privilégiés » par rapport aux femmes de leur classe, et sur certains points, par rapport à toutes les femmes. Une analogie partielle avec les minorités raciales (type Etats-Unis) est le plus éclairant, avec la différence majeure que l'oppression ne s'exerce pas individuellement, chaque Blanc ayant son Noir à dominer. Si l'on ajoute que son archaïsme, jointe à l'immédiateté du rapport hommes/femmes, lui confère un rôle majeur dans la structuration de la personnalité individuelle, on en conclut à sa capacité de perdurer par delà les rapports de production capitalistes, et même la famille actuelle. Les conflits de sexes (quoique morcelés par la lutte de classes) existent, on les rencontre tous les jours. Que l'évolution interne au capitalisme ait fourni, partiellement une base objective et contradictoire à leur dépassement ; que la destruction du système élargisse cette base objective, ce sont des évidences. Reste que et Marx et Engels pouvaient difficilement le voir, le facteur subjectif, la lutte indépendante des femmes, est déterminant.

Le féminisme, dépassement du marxisme ? C'est au nom de la lutte indépendante des femmes que certaines ont rejeté le marxisme comme inadapté. On peut classer sommairement ces nouvelles approches méthodologiques en deux grands courants : le premier critique le marxisme comme « économiciste » et incapable d'expliquer les conflits de sexe ; le deuxième veut compléter le marxisme d'une théorie d'un mode de production patriarcal, censé « doubler » le capitalisme. Il est impossible, ici, de rendre compte, avec les diverses nuances, de toutes les thèses présentées. Nous nous contenterons d'évoquer celles qui fournissent leur cohérence aux courants du féminisme organisé, en France.

— Le groupe Psychanalyse et Politique s'est présenté, dès sa création, comme porteur d'une théorie nouvelle, réalisant la

fusion du marxisme et de la psychanalyse. Le marxisme est censé offrir un réservoir de concepts; exploitation, pouvoir d'Etat, lutte de classes, impérialisme... et une analyse des rapports des hommes (masculins) entre eux. La psychanalyse, réinterprétée et socialisée par les « gourous » du groupe, fournit le fondement méthodologique à l'analyse des rapports entre les sexes. La démarche est la suivante : la Différenciation Sexuelle induit un rapport à son corps différent selon les sexes, qui induit lui-même un rapport au Symbolique antagonique. Le MLF déposé pense, avec Lacan, que le domaine du Pouvoir, du Faire, de la Parole construite est masculin, tandis que la résistance au Pouvoir, le discours inarticulé du Corps. l'immédiateté de la Vie sont féminins. Cette polarité symbolique vertèbre le champ social ; les hommes, pour assurer leur domination, ont amené les femmes à renier leur véritable identité et à se couler dans le moule des valeurs patriarcales (rationalité, pouvoir...). En sorte que, la société actuelle est le siège de deux conflits qui se déroulent parallèlement, quoique l'un surdétermine l'autre : la lutte de classes que se livrent les hommes entre eux, illustration de leur goût immodéré pour asservir leur voisin; la révolution symbolique livrée par les femmes les plus conscientes pour retrouver leur identité, subvenir l'ordre patriarcal, et, par voie de conséquence, la société capitaliste qui en découle. Cette lutte ne peut s'accomplir que par une séparation radicale avec les hommes, « l'indépendance érotique et politique ».

Pourquoi ce courant, en perte de vitesse aujourd'hui pour des raisons plus politiques que théoriques, a-t-il séduit des femmes, notamment dans les milieux intellectuels? Il est indéniable qu'il offre une réponse à une interrogation laissée par les textes marxistes: comment justifier la profondeur de l'intériorisation par les deux sexes de l'oppression des femmes ? Comment expliquer la persistance de la polarité sexuelle des symboles et des valeurs qui transcende les modes de production ? Il est vrai que manque au marxisme une théorie du Sujet saisi dans sa globalité - et son aliénation - et pas seulement comme agent économique.

La psychanalyse, comme décryptage des comportements individuels et collectifs, est un instrument pour une étude de l'aliénation. L'accès au langage, la structure de la langue, l'univers des symboles... sont fortement marqués par la dichotomie sexuelle, qui s'affirme comme une composante de la structure de la personnalité. Le mettre à jour, l'analyser peut avoir un rôle corrosif ou de renforcement de l'ordre social. Or, c'est la dernière solution qui se produit lorsqu'on tire la psychanalyse vers une Philosophie de l'Etre. Le « contenu » de l'inconscient est alors donné comme un invariant de l'espèce humaine, et non comme l'intériorisation par l'individu et la collectivité d'une situation dans l'histoire. L'école jungienne (Jung, « L'homme à la découverte de son âme »), et ses épigones récents, qui prétendent lire, dans les mythes des sociétés archaïques et primitives, les fantasmes universaux de

l'humanité, ne manquent pas de postuler la structuration dualiste de l'Inconscient entre le Masculin et le Féminin (animus-anima). La traduction dans le champ des valeurs est, comme on peut s'en douter, la collection des préjugés patriarcaux. Femme = Passivité, Irrationalité, Matière...

L'ouvrage récent de G. Devereux, « Femme et Mythe », est un modèle du genre. Dans sa recherche d'une identité féminine, Psyc. et Po. ne peut que reproduire les mêmes poncifs et la même idéologie réactionnaire. Que peut-être, en effet, une identité féminine ? Un rapport au corps et à la sexualité différent de celui des hommes ? Soit. Encore ne faut-il pas oublier que le rapport au corps lui-même, loin d'être immédiat, est dans l'espèce humaine toujours historicisé. Faut-il faire découler de ce rapport au corps une Différence dans le psychisme de l'individu ? Le croire, c'est tomber dans un déterminisme biologisant et/ou dans la vieille idée selon laquelle les femmes ne sont que leur corps. « Tota mulier in utero. » « L'utérus aux femmes », proclame Psyc. et Po.

Les marxistes ne peuvent que récuser cette interprétation de la psychanalyse, comme ils ne peuvent que dénoncer les Philosophies de la Différence qui s'épanouissent depuis une dizaine d'années. Côté femmes, on rencontre aussi cette volonté de retrouver les « valeurs féminines » avec le néo-féminisme américain (Betty Friedam). Côté « nouvelle droite », on se lance dans des diatribes contre les philosophies « monistes » coupables de vouloir penser avec des concepts universaux alors que sur terre règne la diversité (traduisons inégalité) des ethnies, des régions, des sexes, des individus. Diversité qui ne pourrait être saisie qu'à travers des critères propres à chaque groupe humain. Cette approche rejette la pensée en-deçà du marxisme, mais aussi de la philosophie classique. Pour les femmes, elle est mortelle, car quoi qu'en pense le MLF déposé, elle est le discours même de l'opresseur. Sans doute, ce courant n'adopte-t-il pas jusqu'au bout la logique de la Différence, puisqu'il donne à l'univers symbolique une fonction déterminante et totalisante: c'est lui qui reproduit les rapports sociaux et les surdétermine. Néanmoins, faire dépendre le processus historique d'un invariant figeant deux groupes humains dans une altérité radicale, c'est poser l'existence de deux champs de pensée, et surtout de deux champs d'action ; subversion symbolique pour les femmes, lutte de classes pour les hommes.

A l'inverse, la force du marxisme est d'être la méthodologie qui permet de reconstituer les fragments morcelés de l'oppression des femmes (travail, famille, valeurs...) dans un ensemble qui leur donne sens. Elle plonge les femmes dans l'histoire et le social, d'où l'idéologie patriarcale (et non la réalité) les a rejetées. Ce faisant, elle les situe, non pas à côté des classes, mais au cœur de la lutte des classes. Non par misérabilisme, non parce qu'elles sont les plus exploitées, opprimées... Mais parce que leur oppression permet au mystère capitaliste de

fonctionner à tous les niveaux, et que, remodelée, régénérée, elle peut se transmettre à d'autres sociétés oppressives.

La subversion symbolique ? Qui sera contre ? Mais on voit mal comment elle pourrait s'effectuer en dehors d'un processus social mettant enjeu l'ensemble des rapports de production, et en dehors de l'insertion des femmes dans ce processus. Sur le contenu de la subversion symbolique, les désaccords avec Psyc. et Po. sont évidents. Normer des valeurs féminines et masculines est réactionnaire, les imposer au nom de l'Identité retrouvée à des relents totalitaires. Les hommes ne sont pas des femmes, et inversement ? Sans doute, les unes sont des opprimées, les autres des oppresseurs: le rapport au monde est sensiblement différent... La réduction des différences entre les sexes appauvrirait-elle l'humanité, comme le clament les idéologues anti-féministes et certaines femmes ? Que penser de la mutilation imposée à tous les individus, contraints de se plier aux normes exigées par la société pour leur sexe, de l'attitude corporelle aux idées et aux comportements ? La rancœur de la victime, la bêtise satisfaite de l'opresseur sont les corollaires obligés des « racismes » ethniques ou sexuels. On peut douter de leur valeur enrichissante.

— L'autre critique faite au marxisme lui reproche de distribuer les femmes au sein des classes en gommant l'unicité de leur oppression. Certaines s'en tiennent à la description : les femmes subissent toutes une discrimination, et la femme bourgeoise reste une opprimée. « Les femmes en tant que groupe objectivement exploité dans la société des hommes forment une catégorie sociale à part dont les caractéristiques sont les mêmes, quelle que soit la classe envisagée », écrivent Anne de Pisan et Anne Tristan dans Histoire du MLF (p. 98). Sur le terrain de la description, il est assez aisé de répondre que l'oppression se module différemment dans les HLM et le 16^e arrondissement !...

D'autres, pour fonder l'unité des femmes, érigent la famille en instance déterminante pour le fonctionnement économique du capitalisme. On trouve cette thèse exprimée dans Etre exploitée, ouvrage d'un collectif italien, dans Le pouvoir des femmes et la subversion sociale de Maria Rosa Délia Costa et Selma James, et en France, dans des articles de la revue Nouvelles questions féministes. L'idée est la suivante : la reproduction de la force de travail vitale pour le capitalisme, est effectuée par les femmes ; le système ne peut y renoncer sans se détruire lui-même. La famille reproduit les rapports de production : « l'existence du monde en tant que marché de marchandises repose sur l'existence d'un mode de production domestique exclu de ce marché » (« Etre exploitée », p. 128). Ainsi, les femmes se définissent-elles toutes par cette fonction précise en face des classes des hommes. Cette théorie nous paraît fautive sur deux points fondamentaux :

- elle autonomise la famille bourgeoise au point d'en faire une instance déterminante dans la pérennité du système (d'où, pour ces femmes, le caractère révolutionnaire de l'exigence du salaire ménager...). Un capitalisme sans famille est-il possible? Il est absurde de répondre abstraitement à cette question, en-dehors de tout contexte historique et géographique. Or, à certaines périodes pour certaines couches sociales, le système a brisé le cadre familial, quitte à le reconstruire ensuite : dislocation de la famille ouvrière aux débuts du capitalisme sauvage ; interdiction de constituer une famille. De plus, on a vu que la troisième révolution industrielle va dans le sens d'une certaine socialisation des tâches domestiques.

- elle ignore la femme qui travaille à l'extérieur du foyer. Dans quelle classe se range-t-elle ? Quel est le rapport entre son travail à l'extérieur et ses fonctions au foyer ? Mystère...

D'autres féministes vont encore plus loin Le marxisme décrirait l'existence d'un mode de production, alors qu'il y en a deux : le capitalisme reposant sur l'exploitation de l'homme par l'homme (au masculin), et le mode de production familial fondé sur l'exploitation par les hommes du travail gratuit des ménagères dans un rapport d'esclavage Les deux systèmes, selon Christine Durand sont « théoriquement » indépendants

l'un de l'autre. Là encore, nous opposons deux objections essentielles :

- on ne peut parler d'exploitation pour le travail ménager, du moins au sens marxiste du terme (voir plus haut). Si le fait d'appartenir à la « classe femmes » se noue autour du travail ménager à effectuer, pour un homme, suffit-il pour s'affranchir de sa condition d'exploitée de rester célibataire ?

- la cohabitation de deux modes de production est, à l'étape actuelle du capitalisme, une vue de l'esprit. Il faudrait démontrer que la famille est une unité économique fonctionnant sur une logique spécifique, à l'écart du capitalisme. Or, tout montre que l'évolution de cette structure se fait en étroite dépendance avec les exigences, l'évolution, les transformations du système.

En réalité, les théories affirmant le dépassement du marxisme ont toutes un point commun ; elles offrent de la réalité une vision immobile dénuée de toute perspective historique. Voilà l'oppression des femmes, telle qu'en elle-même l'Eternité la fige. Or si sur la question des femmes, il ne suffit pas de « lire Marx », la méthodologie marxiste (l'histoire se faisant par le dépassement de contradictions successives) est un atout irremplaçable.

Frédérique Vinteuil, revue Critique Communiste, 1983.

La femme est l'avenir du Spectre

Daniel Bensaid

Les spectres, dit-on, n'ont pas d'âge. Ont-ils un sexe ? Personne n'est allé vérifier. On appelle désormais mesdames la ministre, la pédégère, l'auteure. Pourquoi pas la spectre ?

La division sexuelle du travail traverse différents modes de production. Les sociétés capitalistes ne se contentent cependant pas de reproduire et de prolonger une oppression millénaire. Elles l'intègrent et la remodelent en fonction de leurs besoins spécifiques. La cristallisation de la famille conjugale au détriment de la famille élargie et le rôle assigné aux femmes correspondent ainsi à une redéfinition de la distribution entre espace privé et espace public, entre lieux de travail et lieux d'habitat, entre production et de reproduction sociales. La direction du ménage devient "un service privé" et l'institution familiale moderne fait l'objet d'une "une stratégie de familiarisation des couches populaires". Les fonctions de reproduction de la force de travail se trouvent pour une large part refoulées dans la sphère privée et accomplies sous forme d'un travail domestique non rémunéré et socialement occulté. La situation sociale des femmes se trouve alors symboliquement dévalorisée, de même que le statut de l'enfance, de la vieillesse, et de toute activité qui n'entre pas dans la norme du travail désormais reconnu comme seul productif [1]. En 1848, le ministre de l'Instruction publique pouvait encore évoquer sans détours la fonction du travail domestique non payé : " Plus il sera permis à la mère d'être chez elle, moins l'Etat devra la suppléer par des soins étrangers "

L'apparition, dans les années soixante et soixante-dix d'un nouveau mouvement féministe a alimenté un riche débat sur la notion de mode de production domestique et sur ses rapports avec le mode de production capitaliste. Il s'agissait notamment de fournir à la critique de l'économie domestique ou patriarcale un fondement comparable à la critique de l'économie politique par Marx. La démarche soulève cependant d'importantes difficultés théoriques liées notamment à la transposition aux rapports domestiques de concepts comme l'exploitation, la plus-value, le profit, dont le statut est défini précisément dans le cadre des rapports capitalistes de production [2].

Le travail domestique des femmes est alors considéré comme un surtravail gratuit que s'approprie le mari, singeant au foyer le rôle du patron dans l'entreprise. La simple analogie masque pourtant des différences décisives. Si le travail domestique gratuit peut être comparé à une corvée, il ne produit pas de marchandises dont la mise en vente sur le marché permettrait d'établir la valeur en validant le temps de travail moyen

socialement nécessaire à leur production. Le travail de reproduction non-salarié ne rapporte donc pas au mari un profit accumulable qu'il pourrait faire fructifier sous forme de capital. L'extorsion de ce surtravail ne passe pas par un contrat de travail, mais par un lien de dépendance personnelle, juridiquement et symboliquement codifié dans le mariage qui fait généralement du mâle au foyer un vulgaire petit-bourgeois dominateur et possessif. Sa valeur sociale n'est qu'indirectement reconnue à travers le salaire, censé couvrir les frais d'entretien " du travailleur et de sa famille ". Le travailleur en question est aujourd'hui de plus en plus souvent une travailleuse, mais le présumé reste le même : en prétendant couvrir le coût de reproduction de la force de travail, le salaire escamote en réalité le travail domestique gratuit. Comme ce dernier est toujours fourni essentiellement par les femmes, l'exploitation cachée du travail domestique permet de justifier l'infériorité moyenne persistante des salaires féminins par rapport aux salaires masculins, à poste et qualification équivalents.

Le travail domestique produit des valeurs d'usage directement consommées dans le cadre de la famille. Non, comme l'ont souligné à juste titre de nombreuses féministes, en raison de la nature de ces travaux : la préparation des aliments, le blanchissage, le nettoyage, de même que les soins ou l'éducation peuvent parfaitement faire l'objet de production et d'échange marchands. Mais du fait des conditions de leur production et de leur consommation : il n'y a pas de commune mesure entre des travaux domestiques atomisés qui ne tombent pas sous l'arbitrage du marché. La plupart des tentatives de quantification du volume de travail domestique gratuit fourni par les femmes prennent pour référence le temps de production reconnu pour les mêmes tâches effectuées dans le cadre de rapports marchands (entreprises de nettoyage, restauration, etc.). Légitime dans la mesure où il s'agit de rendre visible de manière approximative un travail réel socialement occulté, le procédé n'en demeure pas moins théoriquement problématique [3].

L'existence d'un mode de production domestique spécifique pose aussitôt le problème, lourd de conséquences pratiques, de son articulation ou non au mode de production capitaliste. Certaines féministes ont cherché en les séparant radicalement à donner un fondement théorique et historique au mouvement autonome des femmes : s'il existe deux modes de production juxtaposés, il devrait exister aussi des luttes parallèles (de classe et de sexe), et des mouvements parallèles (ouvrier et féministe),

qui peuvent nouer et dénouer des alliances mais qu'aucune solidarité organique ne rapproche. On peut parler d'exploitation du travail domestique. Il s'agit alors d'une exploitation spécifique, dont les modalités (hiérarchiques et symboliques) diffèrent de la vente " libre " de la force de travail sur le marché du travail et de l'appropriation de la plus-value par le capital). La question reste alors de définir la relation que le mode de production domestique entretient avec l'accumulation du capital, si tant est qu'il y en ait une. Une piste, suggérée par Claude Meillassoux consisterait à étudier manière concrète dont se nouent deux temporalités sociales distinctes : " Une économie comme l'économie domestique où la force de travail n'est pas une marchandise s'accommode encore moins du calcul horaire ; pour saisir dans leur cohérence les modes de production et de circulation qui s'accomplissent à l'échelle de plusieurs générations successives, il faut y substituer le calcul viager ". En effet, dans la circulation de produits entre générations, " l'énergie de chaque producteur est le produit social et temporel de la communauté et des rapports de production et de reproduction noués sur une durée de trois générations successives " [4].

Un des arguments fréquemment avancés en faveur d'un strict parallélisme entre oppression des femmes et exploitation du prolétariat est celui de l'antériorité chronologique de l'oppression. C'est ce qui explique l'enjeu des débats passionnés et peu concluants sur l'origine de l'oppression. L'argument généalogique ne saurait en effet résoudre la question des liens synchroniques entre diverses sphères ou différents champs de la formation sociale globale. Il y a chez Marx un lien logique fort entre procès de production, procès de circulation et procès de reproduction d'ensemble, qui font l'objet des trois livres du Capital. La reproduction (" l'entretien du travailleur et de sa famille ") contribue en effet à déterminer le temps de travail socialement nécessaire à reconstitution de la force collective de travail et les rapports domestiques sont fondés sur le contrôle des moyens de reproduction. Rapports de production et de reproduction, insiste Meillassoux, " se recourent donc mais ne se confondent pas ". Toute la difficulté est dans ce recouvrement, dans ce qui se joue au point de rencontre ou de chevauchement entre exploitation et oppression.

Depuis le début des années soixante-dix, Christine Delphy a développé une analyse dont elle résume elle-même les trois thèses fondamentales : 1) le patriarcat est un système de subordination des femmes aux hommes dans les sociétés industrielles contemporaines ; 2) ce système a une base économique ; 3) cette base est le mode de production domestique. La troisième thèse implique une théorie du patrimoine comme mode de circulation caractérisé non par l'échange marchand mais par le don et les règles de parenté. L'économie familiale se caractérise ainsi par la non-valeur marchande de sa production [5]. Par une curieuse réduction économiste, Delphy en vient à conclure que l'exploitation dans

le cadre de l'institution conjugale fonde une oppression commune de toutes les femmes dont les appartenances de classe sont dès lors abolies: " l'exploitation patriarcale " (l'obligation de fournir un travail domestique socialement nié) constitue " l'oppression spécifique, commune, et principale " des femmes.

Christine Delphy soutient ainsi avec constance la thèse de deux modes de production indépendants : un mode de production marchand, auquel correspondrait l'exploitation capitaliste, et un mode de production domestique, auquel correspondrait l'exploitation familiale ou " plus exactement patriarcale ". Elle souligne justement que ce rapport domestique ne saurait être compris comme la trace ou la survivance de rapports précapitalistes vouée à un dépérissement rapide et naturel. L'une des erreurs d'Engels dans son livre sur Les origines de la famille, de la propriété privée et de l'État, a en effet consisté à voir dans le rapport d'oppression domestique un archaïsme hérité de la société féodale appelé à s'éteindre au fur et à mesure de la salarisation massive des femmes. Il y avait dans cette prévision un grain de vérité - un grain seulement, broyé dans l'engrenage d'un mauvais déterminisme sociologique : la féminisation massive de la force de travail dans les années 1860 a bel et bien stimulé l'essor d'un mouvement féministe. De même, la scolarisation massive des femmes et la féminisation du salariat dans les années 1960-1970 sont déterminantes dans le surgissement du nouveau mouvement féministe [6]. Cela ne signifie nullement un dépérissement spontané de l'oppression. Rien n'est jamais acquis aux femmes.

Christine Delphy note bien que le mode de production domestique n'explique pas toute la dimension économique de la subordination des femmes et ne recouvre pas exactement l'aire de l'exploitation patriarcale, dont elle donne une définition à la fois plus vaste et plus étroite " puisque l'exploitation de la femme dans la famille s'appuie sur leur exploitation dans le marché capitaliste du travail ". [7] Elle n'en récuse pas moins la " prééminence " du mode de production capitaliste sur le mode domestique et nie même la possibilité de les articuler théoriquement : " Le mode de production domestique, en tant qu'ensemble des rapports de production, existait antérieurement au mode de production capitaliste. Il n'y a pas de lien théorique entre eux. Mais il y a évidemment des liens concrets. " Cette idée de liens concrets sans aucun rapport avec des liens théoriques est assez curieuse. Elle entérine un divorce conceptuel du concret et de l'abstrait, comme si les " liens concrets " n'avaient aucune incidence théorique et comme si la théorie ne pouvait rester indifférente à la réalité concrète. Cet embarras est simplement révélateur d'une difficulté non résolue.

Pour Christine Delphy et Diana Léonard, il existe bien deux modes de production distincts, " empiriquement et

historiquement entremêlés” qui “ s’influencent et se structurent l’un l’autre ”. [8] Si, à défaut de liens théoriques, il y a bien entre eux des “ liens concrets ”, “ empiriquement et historiquement ” attestés, c’est ce nœud, cet entremêlement, cette influence réciproque qu’il s’agit précisément d’élucider. Devant la difficulté réelle de cette tâche, les deux auteures tirent de leur constat une conclusion précipitée, aussi inattendue que peu convaincante, consistant à “ envisager que la libération des femmes puisse s’accomplir sous le capitalisme et que le capitalisme puisse vaincu sans que le patriarcat soit affaibli. ” Cette conclusion pratique est pourtant assez cohérente avec la prémisse théorique des deux modes de production, non seulement distincts mais disjoints. Si, au contraire, “ l’oppression fait système ” comme le soutient par ailleurs Delphy, et si, comme le dit Josette Trat, division sexuelle et sociale du travail forment “ un tout cohérent articulé ”, il devient peu vraisemblable que la libération effective des femmes soit compatible avec les rapports de production et de domination capitalistes. Réciproquement, s’il ne garantit pas la libération automatique des femmes, le renversement du capitalisme n’est guère concevable avec une domination patriarcale maintenue en l’état.

La désarticulation entre mode de production domestique et capitaliste s’intègre fort bien, dans une problématique fort différente, à la théorie des champs selon Pierre Bourdieu. Ce n’est donc pas par hasard si, dans *La Domination masculine*, il s’intéresse assez peu du salariat féminin et préfère insister sur “ l’extraordinaire autonomie des structures sexuelles par rapport aux structures économiques ”. [9] Pour lui, c’est essentiellement l’évolution de l’école et de la famille qui explique que la domination masculine “ ne s’impose plus avec une évidence qui va de soi ” ; et c’est la violence symbolique, dimension de toute domination, “ qui fait l’essentiel de la domination masculine ”.

Certes, Bourdieu met en garde contre une interprétation éthérée du symbolique, qui minimiserait le rôle de la violence physique. Il le conçoit cependant bien comme le fondement principal qui commande un rapport réciproque et symétrique de domination (masculine) érotisée et de soumission ou subordination (féminine) érotisée. Il reprend ainsi le schème d’adhésion du dominé à sa propre oppression, à la fois “ imposée et subie ”. Cette domination-soumission serait donc un effet de la violence symbolique s’exerçant “ pour l’essentiel par les voies purement symboliques de la communication, de la connaissance, ou, à la limite, du sentiment ”. [10]

Comment échapper à cette “ inscription sociale dans les corps ” ? Si “ les effets et les conditions d’efficacité ” de l’habitus sont “ durablement inscrits au plus intime des corps sous forme de dispositions ”, le corps devient une sorte de destin auquel il est difficile de se soustraire. Bourdieu rappelle à juste titre les limites de la conversion individuelle ou du “ simple effort de

volonté ”. Il refuse l’illusion consistant à croire que la violence symbolique puisse être vaincue par les seules armes de la conscience et de la volonté. Mais il est aussi conduit à minimiser ainsi les résistances et les expériences à travers lesquelles se développent dans la durée une conscience et une mémoire collective qui font mouvement. Seuls resteraient ouverts à l’espérance “ quelques accidents historiques ” ouvrant une brèche éphémère dans l’horizon plombé de la domination. S’étant enfermé dans le cercle vicieux de la domination masculine, Bourdieu a le plus grand mal à se placer du point de vue de l’oppression des femmes et à s’intéresser réellement à l’histoire des mouvements féministes comme aux débats qui le traversent [11].

Nous maintenons pour notre part l’hypothèse selon laquelle l’oppression contemporaine des femmes est étroitement imbriquée à une structure dominée par la logique marchande, où le capital s’empare des différentes formes de domination et leur donne cohérence. Le “ lien concret ” non théorique admis par Christine Delphy entre exploitation domestique et exploitation capitaliste, est en effet largement vérifié historiquement. Depuis la Révolution française, les flux et reflux du mouvement féministe témoignent d’un rapport étroit, tantôt souterrain tantôt découvert, avec les fluctuations du mouvement social dans son ensemble.

Sous la Révolution française, les revendications féminines font irruption dans l’espace public avec les clubs de femmes, la Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne d’Olympe de Gouges, l’agitation des Tricoteuses. En 1832, Auguste Blanqui s’indigne que trente millions de Français, dont une moitié de Françaises, soient exclus du suffrage universel. À la veille des révolutions de 1848, fermente un féminisme radical symbolisé par Flora Tristan, héritier du féminisme politique et universaliste des tricoteuses. Ce sont alors les ouvrières qui appellent les femmes bourgeoises à la révolte : “ Femmes de la classe privilégiée, vous vous croyez heureuses lorsque, dans vos salons, vous respirez les flatteries de l’encens.... Vous rénez, mais votre règne est de peu de durée... Rentrées chez vous, vous redevenez esclaves... ”. [12] Elizabeth Guigou elle-même se souvient que c’est sous la Commune de Paris que “ pour la deuxième fois dans l’histoire de France, les femmes entrèrent massivement en politique ”. Ce n’est pas fortuit.

La grande mutation sociale, liée à l’industrialisation, de la fin du XIXe siècle voit l’émergence d’un féminisme militant. Ce n’est parce qu’on est féministe qu’on travaille, mais parce qu’on travaille qu’on devient féministe, notamment chez les institutrices [13]. En quarante ans, de 1866 à 1906, le nombre des femmes considérées comme “ actives ” (catégorie qui entérine la négation sociale du travail domestique) passe de 5 millions à 7,5 millions et de 40 % à 59 % de la population féminine adulte. Dans cette même période, le nombre de

femmes salariées dans le tertiaire est multiplié par 4 (elles sont 800 000 sur un total de 2,2 millions d'employés). Le Progrès de Lyon les décrit alors comme " les reines du prolétariat urbain ". Peu ouvrier, le féminisme militant reflète cette réalité : les institutrices et les fonctionnaires y jouent un rôle déterminant. Cette poussée féministe est à bien des égards comparable à celle des années 1960-1970.

La période qui précède la Première guerre mondiale est également marquée par une importante activité législative, avec les lois de 1884 (reconnaissant aux femmes le droit à l'activité syndicale sans autorisation du mari !), de 1892 sur la réglementation du travail des femmes et des enfants, de 1907 (qui permet à la femme de disposer librement de son salaire), de 1910 (qui impose onze heures de repos consécutif quotidien pour les femmes), de 1913 (qui instaure un congé de maternité de huit semaines).

L'essor du travail salarié est cependant gros de contradictions. Il déstabilise la fonction de mère et d'épouse au foyer assignée à la femme par la stratégie familiale bourgeoise. Les réponses vont alors osciller, en fonction de la conjoncture, entre politique familiale et politique d'emploi, entre renvoi des femmes au foyer et prise en charge publique des services collectifs d'éducation, de santé, de crèches et de cantines. Inversement l'évolution économique et sociale de la fin du siècle fera surgir la question de savoir pourquoi continuer à fabriquer à la maison ce qui coûte moins cher au-dehors.

La notion centrale de salaire d'appoint est le point d'équilibre autour duquel gravitent les représentations bourgeoises du travail des femmes, qui trouvent leur fidèle reflet au sein du mouvement syndical. Les premiers pas d'une législation protectrice du travail des femmes sont ainsi perçus par les syndicats presque exclusivement masculins comme un moyen de faire pression sur les salaires et d'attiser la concurrence entre main d'œuvre féminine et masculine. Dans un premier temps, le mouvement féministe lui-même s'oppose majoritairement à une législation protectrice qui institutionnalise le salaire d'appoint. En 1900, le Congrès international de la condition et des droits des femmes exige " une égalité dans la protection ou une égalité dans la liberté de travail car la protection du travail de la femme aura le désavantage de parfaire l'idée de salaire d'appoint, créant ainsi une inaptitude à la révolte et permettant d'établir le bas prix de la main d'œuvre ". Alors que certaines pionnières du syndicalisme féminin réclament une réglementation pour " protéger la femme contre son courage ", Madeleine Pelletier, féministe intransigeante proclame : " Pas de privilèges pour les femmes si elles veulent se libérer ! ". Les débats animés sur le temps partiel, le travail de nuit, ou le travail dominical ne datent décidément pas d'hier.

Ces contradictions trouvent leur écho dans le mouvement syndical sous la forme d'un sexisme ouvrier coriace,

idéologiquement nourri des influences positivistes. En 1848, le ministre de l'Instruction publique insistait ouvertement sur la fonction du travail domestique non payé : " Plus il sera permis à la mère d'être chez elle, moins l'Etat devra la suppléer par des soins étrangers ". Pour Auguste Comte, la femme n'a d'existence sociale que par sa fonction familiale. Pour Michelet, " la femme ne vit pas sans l'homme, pas plus que l'enfant sans la femme ". Quant à Proudhon, dont la pensée exerce une influence durable sur le syndicalisme révolutionnaire, il écrit dans *La Pornocratie* que la nature a consacré la femme aux " fonctions purement domestiques " : " Soyez ménagères ! ", leur conseille-t-il.

Comme le mouvement féministe, le mouvement syndical en formation est profondément divisé sur la question du travail salarié féminin. En 1907, *L'Almanach féministe* revendique un " juste salaire pour le noble travail maternel " de la mère, " ouvrière de vie ". Madeleine Pelletier défend au contraire que le travail salarié donne accès à la reconnaissance sociale et permettra à la femme de " cesser de se croire femelle pour se sentir un individu ". En 1890, une résolution du quatrième congrès des Fédérations syndicales considère que, " pour des raisons morales et sociales, la place des femmes est au foyer et non à l'atelier ". En 1900, le cinquième congrès de la CGT, fondée en 1895, " décide que les syndiqués doivent prêcher l'exemple et ne pas faire travailler leurs femmes dans l'industrie où elles prennent la place des hommes. "

Outre le poids de l'héritage idéologique et de la domination symbolique, les tensions récurrentes entre mouvement syndical et mouvement féministe apparaissent clairement liées à la crainte d'une concurrence sur le marché du travail pesant à la baisse sur les salaires. Le travail féminin est confusément perçu comme une part de l'armée industrielle de réserve sur laquelle peut jouer le patronat en fonction des fluctuations de la conjoncture. C'est pourtant en 1879, lors de la création du Parti ouvrier français, que l'émancipation des femmes et l'égalité des sexes sont inscrites pour la première fois au programme d'un parti politique. Après bien des hésitations, Jules Guesde déclare : " Non, la place de la femme n'est pas plus au foyer qu'ailleurs, elle est partout où son activité peut et veut s'employer. Pourquoi la parquer et l'enfermer dans son sexe transformé qu'on le veuille ou non en métier ? " [14]

Sous le choc de la question sociale, le féminisme se différencie. Émerge un féminisme socialiste distinct du féminisme bourgeois libéral (plus ou moins lié à la franc-maçonnerie) ou d'un féminisme chrétien social. À la différence des pays anglo-saxons, ce féminisme est dans l'ensemble peu suffragiste. Il est davantage préoccupé par les questions d'éducation scolaire, de formation professionnelle, et d'égalité au travail. D'une part, la franc-maçonnerie se méfie durablement du vote des femmes soupçonnées de subordination à l'Eglise ; d'autre part, le syndicalisme révolutionnaire se méfie des illusions

parlementaires et électoralistes. Officieusement parrainé par les ministères, le Congrès du travail féminin de 1907 se réunit de manière significative dans la salle du Grand Orient de France. Bien qu'il soit l'occasion de discussions intéressantes sur le travail des femmes, ce n'est pas à proprement parler un congrès féministe.

La résistance à l'occupation allemande et la Libération a donné un nouvel élan aux droits des femmes et notamment à leurs droits civiques avec la reconnaissance du droit de vote et de l'éligibilité en 1944. Mais c'est à nouveau la grande transformation sociale de l'après-guerre qui a impulsé à l'échelle internationale l'apparition d'un nouveau mouvement féministe. Après les travaux de groupes pionniers et d'individualités comme Simone de Beauvoir, il a pris son nouvel essor au lendemain de 1968. Ce n'est pas par hasard si on le retrouve à nouveau étroitement lié aux luttes sociales à la veille et au lendemain des grandes grèves de l'hiver 1995. Après luttes à forte composante féminine des infirmières, des institutrices, des assistantes sociales, la manifestation des femmes pour le droit à l'avortement du 25 novembre 1995 apparaît ainsi comme le prélude symbolique des grèves dans les services publics. Les Assises unitaires de mars 1997 pour les droits des femmes en sont la poursuite et le prolongement.

Comme les années 1880, les années 1970-80 ont connu une importante vague de réformes législatives, des lois de 1970 sur l'autorité parentale, à la loi Veil sur l'avortement de 1975, et à la loi Roudy sur l'égalité professionnelle de 1983, en passant par la loi de 1972 sur l'égalité salariale ou par la réforme du Code pénal et la reconnaissance juridique des violences faites aux femmes. Il y a bien sûr loin des lois à leur application. Comme le montrent les batailles incessantes sur la contraception et l'avortement rien n'est définitivement acquis qui ne soit garanti par les rapports de forces. Sans entraîner automatiquement, comme on pouvait le craindre, un renvoi massif des femmes au foyer, la crise économique et les mutations du travail se traduisent par des attaques plus subtiles : la remise en cause des services publics et de la protection sociale s'accompagne d'une revalorisation de la famille. La flexibilisation du marché du travail et le temps partiel imposé aux femmes créent de nouvelles formes de concurrence. En même temps, malgré la multiplication des " familles monoparentales ", l'institution familiale retrouve devant la crise une fonction élémentaire de solidarité et de sécurité : les jeunes sans emploi vivent de plus en plus longtemps chez leurs parents ou aspirent à fonder au plus vite un foyer. On retrouve ainsi l'ambivalence de l'institution nationale, à la fois matrice de l'oppression et cellule de solidarité élémentaire, avec son cortège de pathologies névrotiques.

La segmentation sociale qui pousse à dissocier ce que Boltanski-Chiapello appellent la critique artiste et la critique sociale, ou ce que d'autres ont décrit comme une " gauche morale " et "

gauche sociale ", trouve un écho dans l'écart entre des réformes gouvernementales de modernisation " sociétale " (la loi sur la parité en fait partie) et une politique sociale globalement régressive illustrée par les privatisations, les atteintes à la protection sociale, ou les lois Aubry sur le temps de travail. On voit ainsi se dessiner à nouveau le divorce possible entre un mouvement féministe civique et un mouvement féministe social qu'a connu la fin du XIX siècle. Les divergences (et les malentendus) apparus dans la discussion sur la parité l'ont bien illustré.

Le constat de scandale fait pratiquement l'unanimité, sincère ou non : plus de 46 % des femmes officiellement reconnues dans les statistiques de la " population active " et 12 % seulement à l'Assemblée nationale après les élections de 1997, c'est intolérable et ça ne peut plus durer. Les arguments échangés lors du débat législatif à propos ont cependant des logiques profondément contradictoires.

Comme le souligne Evelyne Pisier, la stricte parité institutionnelle imposée par des mesures obligatoires signifie " une injonction à l'altérité et à la différence sous prétexte de produire davantage d'égalité. " En faisant de la dualité sexuelle un principe constitutif de l'humanité et de la citoyenneté, la gauche changerait d'idéal, dans le sens d'une naturalisation et d'une biologisation de la politique (parallèle à la racialisation et à l'ethnisation de la question nationale) : ramener l'Un à Deux priverait l'universalisme de sa portée subversive et mettrait le doigt dans l'engrenage de la fragmentation communautaire de l'espace public. " Entre une femme de droite et un homme de gauche, le programme importe plus que le sexe ", affirme Pisier pour qui la parité est en définitive " un leurre réactionnaire ". C'est l'inégalité qu'il s'agit d'effacer et l'on ne saurait y parvenir par l'institutionnalisation de différences naturelles qui feraient des femmes " non des différentes parmi les différents, mais des différentes des autres différents " [15]. L'extrême-droite intellectuelle n'a pas manqué de saisir au bond le discours différencialiste pour appliquer aux femmes les recettes de la sociobiologie sur la reconnaissance et l'enfermement des différences et lancer l'offensive contre le théorème de Simone de Beauvoir : " On ne naît pas femme, on le devient ".

L'universalité proclamée par les hommes sert souvent de paravent et de masque à l'oppression bien réelle des femmes. C'est vrai. Il serait bon de s'en souvenir aussi quand on invoque l'Humanité universelle pour légitimer le nouvel ordre impérial du monde. On ne peut accepter cependant les allégations d'Elizabeth Guigou, selon lesquelles l'exclusion des femmes de la vie politique trouverait son origine " dans la République de 1791 " [16]. Un tel postulat idéalise passablement le temps perdu de l'amour courtois et de la chasse aux sorcières. Il exonère au passage le rôle de l'Église, de la franc-maçonnerie, et même l'ordre moral stalinien cher à Jeannette Vermersch.

En définitive, l'article 3 amendé de la Constitution reste relativement prudent : " La loi favorise l'égal accès des femmes aux mandats électoraux et aux fonctions électives ". L'article 4 " incite les partis politiques à contribuer à la mise en œuvre " de ces dispositions. Ce n'est pas l'aspiration à une culture universelle à travers l'expérience indissociable de l'altérité des sexes et de l'unité de l'espèce qui devrait être en cause, mais la contradiction sociale et historique entre une universalité proclamée en théorie et constamment contredite en pratique : si l'universalisme abstrait est la bonne conscience des vainqueurs de toujours, le relativisme communautaire des vaincu(e)s et des dominé(e)s ne lui donne pas la bonne réplique. La " mauvaise abstraction " du chiffrage de l'égalité est une surenchère à l'abstraction de l'universel plutôt que sa négation. La véritable question reste la promotion effective de l'égalité et non l'inscription institutionnelle de la différence qui naturalise une affaire politique. Car l'humanité dans sa diversité n'est pas duelle, mais multiple. Et c'est bien ce multiple qui est le véritable enjeu de la démocratie à venir.

Christine Delphy estime que " là où les paritaristes veulent inscrire dans la Constitution la dualité de l'espèce humaine, la philosophie de l'action positive veut au contraire affirmer l'unicité de celle-ci et la traduire dans les faits ". Les Assises nationales de mars 1997 pour les droits des femmes ont adopté l'unanimité des 160 organisations participantes une plateforme refusant de dissocier les problèmes du droit à un emploi qualifié à temps plein, de la réduction massive du temps de travail pour toutes et tous sans réduction de salaire, de la suppression du temps partiel contraint, du partage des tâches domestiques et éducatives, des conditions pratiques de l'autonomie dans la vie publique et privée (service public d'accueil de la petite enfance, statut de l'élu(e), etc.). La question de la parité, qui divisait les participantes, fait l'objet d'un compromis ne préjugant pas des évolutions constitutionnelles : " Nous portons l'exigence de parité qui s'exprime dans la société. La parité est un des moyens de construction d'une réelle égalité. " Elle passe par la " promotion d'une représentation égalitaire des femmes et des hommes dans les fonctions électives, à la direction des partis, et dans toutes les instances décisionnelles, l'interdiction du cumul des mandats et la limitation de leur renouvellement, la généralisation des scrutins de liste à la proportionnelle avec alternance homme-femme. "

L'objectif demeure l'égalité, une égalité globale, tant politique, sociale, que culturelle. Au lieu de cristalliser une représentation sur base sexuelle, la parité apparaît seulement comme un moyen transitoire pour l'atteindre. Car le " nouvel esprit du capitalisme " signifie aussi un aménagement et parfois un renforcement de l'oppression. Ainsi, 31 % des femmes actives ont un travail à temps partiel, contraint dans la majorité des cas, contre 5 % des hommes. La dualité du marché du travail se transforme sans disparaître. Les politiques de l'emploi soit

favorisent systématiquement les solutions de garde individuelle des enfants et la création d'emplois de service, soit encouragent le retrait des femmes du marché du travail. Les horaires flexibles, le temps partiel contraint, les salaires inférieurs, la protection sociale limitée, tout concourt à perpétuer la notion de salaire d'appoint des femmes. La revalorisation de l'institution familiale et les discours natalistes sont propices aux menaces contre le droit acquis à l'interruption volontaire de grossesse dont l'application rencontre toujours bien des obstacles.

La lutte pour la libération des femmes n'est pas dissociable du contexte dans lequel elle s'inscrit. Le danger de réaction anti-universaliste face aux effets de la mondialisation marchande peut aussi se traduire par l'essentialisation des identités et par la cristallisation des corporatismes communautaires au détriment de l'en-commun. La logique de la singularité devient alors celle de la fragmentation des différences dans un potage post-moderne et de d'une individualisation sans horizon collectif. Le goût rhétorique de l'identité tend à absolutiser une appartenance au détriment des autres. Craignons un " avenir identitaire " aux relents totalitaires : on est toujours le différent ou la différente de quelqu'un. Ce ne sont pas seulement les sociétés mais aussi les personnes qui sont " multiculturelles " (comme le dit Amy Gutman). Plutôt que les identités exclusives, vivent donc les singularités qui font passage et qui font lien, à la jonction de l'universel et du particulier ! Et vive la différence qui se différencie à son tour ! Penser une égalité qui ne soit pas homogène, qui prenne en compte l'hétérogénéité et l'infinie singularité, c'est très exactement ce que Derrida appelle " la démocratie à venir ".

Dans le réseau d'alliances et de conflits où chacun(e) est engagé(e), il est sans doute nécessaire de chercher le fil rouge qui permet, à un moment donné, dans une situation historique déterminée, de démêler la pelote des appartenances sans que toutes les formes de la discorde et de la dissidence soient pour autant réductibles à ce fil unique. Les intérêts contraires (de classe, de sexe, de génération, de nation) s'enroulent, se croisent, se tressent, à des rythmes différents, selon des temporalités sociales, sexuelles, psychiques différentes. Sous la férule despotique du Capital et de ses fétiches vindicatifs, la diagonale du front de classe traverse et recoupe celui du féminisme comme celui de l'écologie.

Contre l'universalité à sens unique des dominants et contre les oppressions auxquelles elle sert de masque, l'aspiration à l'égalité passe bien par la nécessaire rébellion des différences et par les discriminations positives en faveur de l'opprimé(e). Au risque inévitable d'un retour au ghetto et au péril de voir la tyrannie ressentimentale de la différence fétichisée répondre à la celle de la norme subie.

En élaborant une critique des “ rapports de genre ”, le nouveau mouvement féministe est déjà parvenu à déjouer le piège essentialiste attaché à la représentation platement biologique des rapports de sexe. La reconnaissance, à travers la notion de genre, de la dimension historique et sociale des antagonismes de sexe, incite à penser conscience de classe et conscience de

genre non comme des résistances parallèles et mutuellement exclusives, mais comme convergeant dans une alliance stratégique conflictuelle.

La femme est l'avenir du spectre. Et réciproquement.

Daniel Bensaïd

Ce texte constitue le chapitre 3 (Partie III : "Métamorphoses du spectre") de l'ouvrage : Daniel Bensaïd, "Le sourire du Spectre, nouvel esprit du communisme", Ed. Michalon, Paris 2000. Cette version ne comprend pas nécessairement les corrections faites au moment de la publication.

Notes

1. Voir Travail des femmes, pouvoir des hommes. Coordonné par Nicole Chevillard et Sébastien Leconte, La Brèche, Paris 1987. Ainsi que la collection des Cahiers du féminisme et les trois numéros spéciaux de la revue Critique communiste : “ Féminisme, famille, sexualité, (n°4, décembre 1975), “ Femmes, capitalisme, mouvement ouvrier ” (n°20, décembre 1977), “ Le féminisme en mouvement ” (n°154, hiver 1999), avec notamment l'article d'Antoine Artous sur “ Oppression des femmes et capitalisme ”.
2. Voir notamment Etre exploitées, collectif féministe italien, Paris, Editions des femmes, 1974.
3. Voir Les femmes dans la société marchande, sous la direction d'Andrée Michel, Paris, PUF, 1978.
4. Claude Meillassoux, Femmes, greniers, capitaux, Paris, Maspéro, 1975.
5. Christine Delphy, L'ennemi principal. 1. Économie politique du patriarcat, Paris, Syllepse, 1998.
6. À la fin des années soixante, le taux d'activité masculine était de 70 % contre 40 % seulement pour le taux d'activité féminine. Trente ans plus tard, en 1996, la proportion était respectivement de 79 % et 64 %. Les hommes représentent désormais 54 % du salariat contre 46 % pour les femmes. Voir Hommes et femmes dans le mouvement social, Cahier du Gedisst coordonné par Jacqueline Heinen et Josette Trat, Paris, L'Harmattan, 1997. Voir aussi les nombreux travaux de Danielle Kergoat et Margaret Maruani.
7. Christine Delphy, op. cit., p. 15.
8. Christine Delphy et Diana Leonard, Familiar Exploitation, Cambridge, Polity Press, 1992.
9. Pierre Bourdieu, La Domination masculine, Paris, Seuil, coll. Liber, 1998.
10. Pierre Bourdieu, op. cit., p. 7.
11. Voir à ce propos les articles de Nicole-Claude Mathieu et Marie-Victoire Louis, “ Réponses à Pierre Bourdieu ”, in Les Temps Modernes, n°604, mai-juin-juillet 1999 Et Josette Trat, “ Bourdieu et la domination masculine ”, Cahiers du féminisme, n°81, automne 1998.
12. In La Femme libre, journal créé en 1832.
13. Voir Marie-Hélène Zylberberg-Hocquard, Féminisme et syndicalisme en France, Paris, Anthropos, 1978, p. 150 ; Madeleine Guilbert, Les femmes et l'organisation syndicale avant 1914, Paris, Editions du CNRS, 1966.
14. Le Socialiste, 9 oct. 1889.
15. Evelyne Pisiér, Le Monde, 11 février 1999, Rouge, 25 février 1999. Voir aussi les articles d'Elizabeth Roudinesco, Le Monde, 11 février 1999 ; Danièle Sallenave, Le Monde 21 janvier 1999 ; ou Elizabeth de Fontenay, Le Monde 25 février 1999.
16. Elizabeth Guigou, Etre femme en politique, Paris, Plon, 1997.

Thèses sur l'oppression des femmes et leur lutte de libération

1) L'oppression des femmes est la première forme d'oppression dans l'histoire de l'humanité. C'est une oppression antérieure à la société de classes, qui a eu une continuité historique et qui est allée et va au-delà d'un mode de production donné. Elle apparaît, se précise et se développe en partant de la division du travail en fonction du sexe. Les mécanismes par lesquelles elle se concrétise, correspondent à des processus complexes qui impliquent toutes les instances d'un corps social pour attribuer des rôles distincts aux hommes et aux femmes. En dernière analyse, c'est une oppression qui détermine des rapports sociaux de domination entre les sexes.

C'est la société avec ses institutions, ses mécanismes et son mode de production propre qui détermine les traits spécifiques de l'oppression des femmes à chaque époque historique. Cette oppression comporte des rapports de pouvoir que les hommes établissent sur les femmes sous une forme individualisée. Nous appelons patriarcat l'ensemble de ces rapports et leur expression dans l'ensemble des pratiques sociales.

Une telle caractérisation de l'oppression des femmes a des conséquences sur notre activité politique. En premier lieu, parce que nous considérons que cette oppression ne peut pas être réduite à l'exploitation sociale ni à aucune autre oppression de la société capitaliste. Deuxièmement, parce qu'elle nous permet de saisir son caractère universel, dans le sens qu'elle concerne toutes les femmes qui doivent donc se définir par leur appartenance aussi bien de classe que de genre.

2) Il y a de nombreuses théories qui s'efforcent d'expliquer l'oppression des femmes. Le matérialisme historique, dont l'objet est l'étude de la société, est le cadre général qui nous permet d'analyser l'oppression patriarcale et le statut des femmes dans chaque formation sociale. Le marxisme classique n'a pas élaboré une théorie de l'oppression des femmes. Marx et Engels ont analysé en profondeur le cadre de la production sous le capitalisme, mais non celui de la reproduction.

Par conséquent, tout en ayant développé une première analyse de la condition des femmes sous le capitalisme et affirmé le caractère historique de la famille, les classiques du marxisme n'ont pas analysé la nature des rapports entre les sexes et leur expression spécifique dans l'ensemble de la société. D'où leur incompréhension de l'autonomie relative de l'oppression patriarcale par rapport à l'exploitation capitaliste et le déterminisme économique sous-jacent à leurs analyses a ce sujet.

Comme Marx et Engels l'ont souligné, la force du marxisme consiste à considérer que le facteur décisif dans l'histoire n'est

pas la nature, mais la production et la reproduction de la vie immédiate, à comprendre que l'oppression des femmes et les rapports particuliers qui en découlent, sont des phénomènes et des rapports sociaux, produits de l'histoire et donc susceptibles d'être transformés par l'humanité et que les mécanismes qui amènent à l'oppression sont des processus ou toutes les instances du corps social entrent en jeu.

C'est en partant de cela que nous cherchons de reconstruire la réalité fragmentée des femmes dans la société elle-même de saisir le caractère des rapports de domination patriarcale et donc d'élaborer une théorie d'ensemble, globalisante de l'émancipation des femmes, dans le cadre de notre projet global d'émancipation de l'humanité. Notre conception ouverte et autocritique du marxisme nous amène à réviser des aspects de la pensée de Marx et Engels et à assimiler des contributions importantes qui proviennent du mouvement féministe.

3) C'est la division du travail en fonction du sexe qui a déterminé l'oppression des femmes. Cette division n'a pas une origine naturelle, elle n'est pas liée à des différences biologiques entre femmes et hommes, bien que le fait que ce sont les femmes qui accomplissent les fonctions reproductives a une influence décisive sur la forme de la division du travail dans les sociétés primitives. Cette division implique que les hommes en tant que collectif accomplissent des tâches et des travaux autres que ceux des femmes, dans une société donnée et à une époque historique donnée, ce qui comporte une intériorisation et une oppression des femmes.

Dans les sociétés primitives où la division du travail était déjà incontestable, les fonctions productives et reproductives du groupe social n'apparaissent pas différenciées, mais font partie d'un seul processus de production. La division de ces fonctions, probablement technique et fonctionnelle dans les sociétés primitives, ouvre le chemin à la division qui se produit dans les sociétés de lignée patrilocales, antérieures à la société de classes. Il y a dans ces sociétés une propriété communautaire et la division sexuelle du travail débouche sur une appropriation par les hommes de la force de travail des femmes et sur le contrôle par la communauté de leur capacité reproductive. Le développement de la propriété privée, de la famille et de l'État et la séparation entre sphère publique et sphère privée marquent le commencement d'un processus de différenciation sociale entre les tâches productives accomplies dans les deux sphères et les fonctions reproductives qui sont propres de la sphère privée.

C'est sous le capitalisme que se produit pour la première fois une séparation nette entre le lieu géographique où sont

accomplies les tâches productives, et celui où sont accomplies les fonctions reproductives, les uns étant attribuées aux hommes (bien que les femmes y aient toujours participé dans une mesure plus ou moins importante) les autres aux femmes dans le cadre de la famille.

4) La division de la société en classes antagonistes constitue un changement majeur pour l'humanité : une partie de l'humanité s'approprie le surplus social et établit des rapports d'exploitation à l'égard de tous les autres, hommes et femmes. Toutefois, la place des uns et des autres au sein de chaque classe n'est pas la même. Les rapports de domination patriarcale qui existent déjà, font que femmes et hommes ont une condition différenciée au sein de chaque classe, les femmes restant subordonnées au pouvoir des hommes. Une telle condition sera invariable dans toutes les formations sociales. Le statut des femmes dans les sociétés pré-capitalistes est dévalorisé du fait de la séparation entre sphère publique (politique, culture, etc.) d'où les femmes sont exclues, et la sphère privée où elles sont reléguées.

Une telle division comporte la perte de certains droits et de certaines fonctions que les femmes exerçaient avant dans d'autres sphères (culture, religion, administration, etc.) et le renforcement du statut social et du pouvoir économique et politique des hommes à l'égard des femmes dans le cadre de la famille. En dernière instance, la réalité des femmes est déterminée dans chaque société par les contradictions liées à leur appartenance de classe et à leur condition de genre.

5) Sous le capitalisme se forme une société où les mécanismes d'exploitation du nouveau mode de production et ceux de la domination patriarcale, hérités des sociétés précédentes, sont imbriqués. Les uns et les autres sont nécessaires au maintien aussi bien du mode de production que de la société dans son ensemble, bien qu'ils puissent assumer des formes différentes et relativement autonomes par rapport aux structures économiques. Production et reproduction de la force de travail, l'une et l'autre nécessaires au fonctionnement et à la survivance de la société, sont désormais réalisées dans des sphères tout à fait séparées.

La responsabilité de la production pour le marché appartient aux hommes (bien que les femmes ne soient pas expulsées de la force de travail). La responsabilité de la reproduction au sens large appartient exclusivement aux femmes ; c'est un travail qui perd sa valeur sociale et se réalise en dehors des circuits du marché, dans le cadre privé de la famille. La société assigne des rôles différents aux hommes et aux femmes en fonction de la place occupée dans la nouvelle forme de division du travail. Les femmes ont un statut de groupe opprimé, les hommes de groupe oppresseur.

6) C'est sur cette base que surgit la famille d'un type nouveau avec des fonctions économiques, politiques et sociales

particulières. Elle perd sa nature d'unité productive et devient une unité consacrée à la reproduction de la force de travail, tâche qui acquiert une dimension et une valeur sociales sans précédent. Par ailleurs, elle accomplit les fonctions de socialisation des individus et de constitution d'un espace de vie personnelle. La famille est donc un élément fondamental de la structuration des rapports sociaux, une institution stabilisatrice du système capitaliste et patriarcal, de son ordre social et des privilèges masculins. L'une des tâches de la famille est d'assurer sa propre auto-reproduction en donnant aux femmes une formation de groupe opprimé et en éduquant hommes et femmes en fonction de leur classe d'appartenance.

7) Le travail domestique a comme but la reproduction matérielle de la force de travail et implique la production de biens et de services pour la consommation dans le cadre de la famille de même que les soins aux enfants. Il est un travail socialement nécessaire et dans ce sens il fait partie de la production sociale. Par conséquent, il ne peut pas disparaître dans un mode de production basé sur l'exploitation et l'oppression, même si la forme et la quantité des tâches qu'il accomplit peuvent varier. Malgré sa valeur sociale, il est dévalorisé et considéré comme non-travail, sauf lorsqu'il est accompli dans les circuits du marché, c'est-à-dire lorsqu'il est réalisé par des femmes en dehors de leur ménage. Il apparaît comme une contrepartie du salaire que l'homme apporte à la famille.

Ce sont les hommes qui bénéficient individuellement de cette situation du fait qu'ils ne doivent pas accomplir les tâches indiquées et se soumettre à une double journée de travail. Le travail domestique constitue finalement un mécanisme fondamental du marché dans l'intérêt du capital car il règle la participation des femmes à ce marché. Elles sont expulsées du marché avec des justifications idéologiques lorsque le marché est saturé et on les oblige à accomplir une double tâche lorsqu'on a besoin de les réintégrer.

8) Par ses fonctions, la famille est une institution particulièrement efficace pour la structuration de la société et le maintien de la domination patriarcale. Ces fonctions sont relativement indépendantes de la structure économique. De ce fait et du fait que certaines fonctions économiques subsistent, elle peut se maintenir et s'est maintenue au-delà du mode de production capitaliste. C'est la principale institution, bien que non la seule, qui assure la socialisation des individus, hommes et femmes, et l'assimilation par les enfants des valeurs, des connaissances et des symboles qui déterminent les normes de comportement différenciées que la société a fixées pour les hommes et pour les femmes et sont présentées comme si elles étaient naturelles.

Les différences de sexe acquièrent ainsi un caractère social et culturel et les différences de genre se précisent. La famille

structure aussi la vie privée, cette vie personnelle qui apparaît séparée des relations sociales et dans le cadre de laquelle on construit l'identité des femmes et des hommes sur une base tout à fait inégale. On assigne aux femmes la responsabilité de soigner les enfants et de satisfaire les besoins émotionnels, sexuels et psychologiques de leurs maris alors qu'il appartient aux hommes d'établir les rapports avec la société et de satisfaire les besoins économiques. D'où la différence des valeurs pour les uns et pour les autres : l'autorité pour l'homme et la dépendance et la soumission pour la femme. Dans le cadre plus général d'une société où on exerce ou on menace la violence sexuelle, tout cela joue comme un mécanisme de coercition et de dissuasion en affirmant en même temps le pouvoir et la suprématie des hommes. L'intériorisation de ce modèle familial contribue à l'aliénation des femmes qui en sont le pilier et consolide leur dépendance et leur subordination dans la famille et dans la société dans son ensemble.

9) La condition des femmes dans la famille — en plus de leur imposer une double journée de travail — détermine une forme de leur participation au marché du travail différente de celle des hommes et marquée par l'inégalité par rapport aux hommes. Le fait qu'elles accomplissent des tâches domestiques amène à les considérer comme une armée de réserve, d'appoint, soumise plus que les hommes aux aléas de la conjoncture économique.

En outre, les femmes sont sur-exploitées parce qu'elles n'ont pas accès aux emplois les mieux rémunérés, que la féminisation de certaines branches comporte leur dévalorisation immédiate, une diminution des salaires et la détérioration des conditions de travail et que la main-d'œuvre féminine continue d'être sous-qualifiée et donc reléguée souvent aux emplois précaires, au noir et à temps partiel. D'où ce qu'on pourrait appeler une féminisation de la pauvreté.

10) Le capitalisme homogénéise le statut social de toutes les femmes en partant de leur rôle dans la famille, de leur condition d'opprimées. Ce statut commun se fonde sur l'attribution exclusive du travail domestique, indépendamment des formes concrètes, et détermine des pratiques sociales différentes au-delà de l'appartenance à une classe sociale donnée. La dévalorisation sociale de ce travail du fait qu'il se réalise dans la sphère privée, subordonnée économiquement, politiquement et culturellement à la sphère publique, comporte la dévalorisation des femmes et l'institutionnalisation de leur dépendance économique, sexuelle et affective par rapport à l'homme et leur discrimination sociale.

Les hommes jouissent d'un autre statut social, d'un statut d'opresseurs, d'une condition globale de privilégiés. Ce statut s'exprime par les idées, l'idéologie et les conditions matérielles et opère dans la vie quotidienne aussi bien dans la famille que dans la société. Il comporte des privilèges en matière de salaires,

l'exemption des travaux domestiques, une pratique sociale qui permet aux hommes d'avoir des rapports avec l'ensemble des femmes et avec « leur » femme en particulier, des privilèges sexuels grâce au modèle sexuel prédominant, hétérosexuel et androcentrique, qui transforme les femmes en objets sexuels en niant leur propre sexualité et permet l'utilisation de la violence sexuelle comme moyen de réaffirmation du pouvoir masculin et de soumission de la femme. C'est là la base des contradictions qui existent entre hommes et femmes de la même classe, de la résistance de nombreux hommes à la lutte de libération des femmes et de certains conflits sur le terrain politique.

Néanmoins, la réalité des femmes n'est pas seulement marquée que par leur condition de genre. Leur appartenance de classe détermine les conditions matérielles de leur vie, leur dépendance, de même que la dépendance des hommes, du salaire nécessaire pour vivre. Dans ce sens une condition commune d'exploité(e)s s'établit entre hommes et femmes de la classe ouvrière. Il y a aussi des liens solides entre hommes et femmes de la bourgeoisie, dont l'intérêt commun est de maintenir le statut social et les privilèges matériels liés à la propriété des moyens de production.

11) L'oppression patriarcale s'exprime au niveau non seulement de la famille, mais aussi de la société dans son ensemble, dans les rapports politiques, économiques et culturels. C'est l'Etat qui garantit le maintien de l'oppression patriarcale et toutes les institutions (école, armée, administration, parlement), tout en ayant des fonctions spécifiques, opèrent dans ce même but. L'Etat utilise indifféremment des mécanismes de coercition et des mécanismes de consensus. Les mécanismes de coercition comportent, par exemple, une législation sur le marché du travail qui impose une inégalité économique et des mesures légales qui protègent l'inviolabilité de la famille.

Les mécanismes de consensus exigent un accord social permettant de satisfaire les revendications féministes dans le cadre de l'ordre social existant. Les valeurs idéologiques proclamées ne sont pas toujours les mêmes. Dans la mesure où elles ont une fonction sociale évidente et doivent justifier les mécanismes que la société met sur pied à chaque étape donnée, elles tiennent compte des changements dans la réalité des femmes. Mais dans tous les cas de figure elles visent à légitimer l'oppression patriarcale.

12) Notre perspective stratégique est une révolution sociale mettant fin à toute forme d'exploitation et d'oppression. Cela signifie donc mettre fin à la division du travail en fonction du sexe et à toute forme d'oppression de la femme, en transformant les rapports de domination patriarcale en des rapports fondés sur l'égalité réelle entre hommes et femmes. Dans une société où subsistent des vestiges de cette oppression millénaire on ne saurait parler de socialisme.

La portée, la complexité et les implications du processus de libération des femmes dépendent de traits spécifiques de l'oppression des femmes comme son caractère universel, son enracinement profond dans la société, le fait que les fonctions politiques et sociales de la famille sont relativement autonomes de la structure capitaliste, que ses fonctions économiques varient en fonction des différents modes de production et que la suprématie masculine se traduit par une pratique d'oppression individualisée.

13) Si on veut avancer dans le processus révolutionnaire qui crée les conditions pour mettre fin à l'oppression patriarcale, il faut renverser les structures d'un système fondé sur l'oppression de classe et l'oppression patriarcale, détruire le système économique actuel et l'Etat qui le défend en maintenant l'inégalité sociale. Le système économique garantit l'exploitation en général et la surexploitation des femmes travailleuses en particulier, impose le travail domestique comme partie intégrante de ses mécanismes et tire des bénéfices du maintien du patriarcat.

L'Etat assure un ordre social qui fait apparaître comme naturels des rapports de domination et d'oppression, réprime soit par la répression ouverte soit par des méthodes plus subtiles toute tentative de rébellion des secteurs et couches opprimés, utilise pour atteindre ses buts tout un réseau institutionnel de même qu'une idéologie qui masque les inégalités existantes. Les revendications féministes ne peuvent être réalisées que par de grandes luttes des femmes contre ce système économique et son Etat. Un tel processus ne peut pas être spontané. Il présuppose un saut significatif du niveau de conscience des femmes et exige l'existence d'une avant-garde féministe, révolutionnaire, qui comprend quelles sont les tâches à accomplir pour transformer la société et libérer complètement les femmes.

Cette avant-garde se heurtera à celles qui, en acceptant l'ordre social actuel et visant à trouver une solution des problèmes des femmes par des réformes des institutions, ouvrent un chemin réformiste d'intégration de la rébellion des femmes et donc empêchent toute transformation radicale. La condition des femmes dans la société déterminera leur participation active en tant que sujet et donc leur attitude envers les tâches révolutionnaires d'affrontement avec l'Etat et de destruction de celui-ci de même qu'envers les tâches de la nouvelle période historique.

14) Il existe d'autres mouvements de libération, notamment celui de la classe ouvrière, qui doivent projeter la destruction de l'Etat comme condition pour atteindre leurs objectifs. Le bloc révolutionnaire, l'ensemble des forces participant au processus révolutionnaire, aura une composition multiple. Toutefois, par sa place dans les rapports de production et étant donné les

tâches stratégiques qu'on doit accomplir pour assurer la victoire de la révolution, la classe ouvrière aura un rôle central dans la destruction du pouvoir de l'Etat et du régime d'exploitation et dans la construction d'un autre système économique. Lorsque nous parlons de classe ouvrière, nous nous référons à une classe ouvrière mixte, composée de femmes et d'hommes, au sein de laquelle le rôle dirigeant des travailleurs sera décisif pour réaliser la synthèse des intérêts de classe et des intérêts de genre.

Pour que ces potentialités de la classe ouvrière se transforment en capacité concrète de changer la société, il faut mettre fin aux antagonismes qui ont existé dans son sein entre hommes et femmes tout au long de son histoire. Cette division a amené souvent à une pratique politique qui a ignoré les revendications des femmes en les subordonnant à d'autres, voire en les considérant comme opposées aux intérêts concrets de la classe ouvrière masculine. D'où le manque de légitimité et de crédibilité du mouvement ouvrier en tant que sujet de la lutte d'émancipation des femmes. S'il veut être une force qui agglutine l'ensemble des sujets historiques, le mouvement ouvrier doit réaliser des accords et réaliser des convergences avec le mouvement féministe et d'autres mouvements d'émancipation en partant de la nécessité de défendre d'une façon conséquente les revendications des femmes.

Une telle transformation a des implications qui vont au-delà du programme, présuppose de la part des hommes une volonté politique et pratique de renoncer à leurs privilèges non seulement dans le domaine du travail salarié ou dans le cadre public général, mais aussi au niveau des rapports individuels au sein de la famille. Sur le terrain politique, cela implique le respect de l'autonomie des femmes et du mouvement féministe. Ce n'est qu'à cette condition que la classe ouvrière se transformera effectivement en classe pour soi, en sujet conscient de tous ses intérêts et capable d'agir en conséquence. L'existence d'un mouvement féministe fort et autonome avec sa propre activité politique est la garantie du développement de ce processus.

15) La destruction de l'Etat et le renversement du système économique actuel sont nécessaires et peuvent créer des conditions plus favorables à l'émancipation des femmes. Mais cela n'est pas suffisant. Sans l'Etat bourgeois, il n'y a pas d'exploitation capitaliste, mais l'oppression patriarcale subsiste.

Si on tient compte de ce qu'ont indiqué clairement les processus révolutionnaires qui ont eu lieu, on aboutit à une conception du processus révolutionnaire après la destruction de l'Etat bourgeois comme un processus historique long et complexe. On comprend en même temps le caractère stratégique du mouvement féministe et son rôle central dans la transformation révolutionnaire.

Le nouveau pouvoir révolutionnaire doit adopter des mesures allant dans le sens de faire disparaître la famille patriarcale. Il doit introduire des changements au niveau législatif qui ne soient pas formels mais expriment une égalité réelle entre hommes et femmes, une égalité effective dans le domaine économique avec la pleine indépendance des femmes. Il doit prendre des mesures par lesquelles la reproduction de la force de travail devienne une responsabilité de la société en socialisant toutes les tâches qui maintenant sont accomplies dans la famille, en créant les services collectifs nécessaires et en respectant le droit des femmes à prendre leurs décisions indépendamment des besoins de la politique démographique. Les fonctions sociales et politiques actuelles de la famille devront disparaître de même que les valeurs de l'idéologie patriarcale et la hiérarchie de genre. La démocratie socialiste devra stimuler la participation des femmes et leur organisation autonome.

Le but de la révolution socialiste est de créer des alternatives économiques et sociales supérieures à celles d'aujourd'hui, fondées sur une égalité réelle dans la vie et susceptibles de stimuler la solidarité.

16) Les femmes sont le sujet de leur propre libération. Le mouvement féministe en tant que collectif a le but de libérer les femmes, considère prioritaire la lutte pour leurs droits sans les subordonner aux intérêts de n'importe quel autre mouvement ou à d'autres prétendues priorités. La convergence nécessaire dans le processus de l'Etat bourgeois et l'acceptation du rôle dirigeant de la classe ouvrière ne signifient pas délivrer un chèque en blanc à celle-ci ni à n'importe quel autre mouvement ou sujet social.

La lutte pour la libération des femmes a des rythmes distincts de ceux de la crise révolutionnaire et une dynamique propre dans la mesure où l'oppression des femmes existe avant et après la destruction de l'Etat. Dans le processus antérieur ou postérieur à cette destruction, les intérêts de genre peuvent se heurter ou non aux intérêts immédiats d'autres mouvements ou d'autres couches de la population. Ces contradictions ne pourront être résolues que dans le processus lui-même.

La libération des femmes présuppose un projet conscient de la majorité de la société, comporte des mesures spécifiques, y compris volontaristes, de la part du gouvernement et exige la participation active de tous les hommes intéressés à construire une nouvelle société. Il ne s'agit pas d'une étape différenciée de la lutte du socialisme, mais d'un aspect fondamental du même processus où la direction et le protagonisme du mouvement féministe est fondamental.

17) Le socialisme pour lequel nous luttons est lié à notre conception de l'activité politique et à notre pratique. Il est lié aussi au développement des luttes concrètes des femmes pour leurs intérêts immédiats et au développement de la conscience féministe parmi les femmes et dans la société dans son ensemble.

Le mouvement féministe est le moteur et le sujet du changement de la condition des femmes. C'est un mouvement qui doit être capable, au niveau de ses luttes, de s'opposer dès aujourd'hui à l'ordre social existant et aux privilèges masculins. Son activité politique autonome comporte une autonomie par rapport aux institutions de l'Etat de même que par rapport aux organisations d'autres mouvements. C'est le mouvement féministe qui peut donner une expression politique à la révolte des femmes en réaffirmant leur propre identité individuelle et collective et en accueillant dans ses rangs le plus grand nombre possible de femmes.

Pour avancer dans l'espace politique et social déjà occupé, il faut développer une conscience sociale du mouvement et du caractère politique de ses revendications. Il faut également établir des alliances avec d'autres mouvements sociaux pour élargir à d'autres secteurs et couches populaires les revendications féministes.

18) Tout cela a des implications claires pour le parti en tant que parti de l'avant-garde révolutionnaire. Par sa capacité à unifier les revendications exprimées par des différents mouvements dans un projet global, le parti a la responsabilité historique d'intégrer dans son travail, son programme et sa stratégie la perspective féministe de libération des femmes. Cela a des implications pour l'activité du parti tout entier et pour le développement d'une théorie et d'une pratique qui aborde dans toutes ses dimensions les problèmes de l'oppression patriarcale, en élargissant les revendications et la conscience féministe sur la base de la pratique politique de tous et de toutes et en luttant contre les incompréhensions politiques et les attitudes machistes dans les autres mouvements. Cela signifie qu'il faut s'engager à participer dans le mouvement féministe et donc à consacrer des efforts à son développement, et que toutes les militantes doivent s'identifier pratiquement avec la lutte de ce mouvement.

Finalement, cela a des implications à l'intérieur du parti. En tant que parti qui lutte pour la libération des femmes, nous luttons contre tout comportement machiste de la part des militants et stimulons des mécanismes politiques et organisationnels permettant une participation sur une base d'égalité et un protagonisme spécifique des militantes révolutionnaires.

Thèses adoptées en mai 1989 par la Liga Comunista revolucionaria, section espagnole de la IVe Internationale

L'Europe écosocialiste sera féministe ou ne sera pas!

Barby (Commission femmes de la LCR-Belgique)

La majorité sociale, celle qui ne doit sa tartine qu'à son travail et ses luttes, est elle-même majoritairement féminine. Les femmes ont conquis par leurs luttes une égalité formelle dans plusieurs pays. Mais, contrairement à ce que prônent les tenants/es de « l'égalité déjà là », le patriarcat, ce système d'oppression des femmes qui traverse toutes les cultures et qui se concrétise dans tous les domaines de la vie, reste une réalité. Partout dans le monde, les femmes sont les plus précaires des précaires, les premières à subir les dégâts du capitalisme. Partout dans le monde et tous les jours, elles sont humiliées, mutilées, violées, achetées, vendues, cloîtrées ou tuées par la violence patriarcale sous toutes ses formes. Mais partout dans le monde, trop souvent dans l'ombre, les femmes sont aussi nombreuses à résister et à se révolter au quotidien.

Parce que nous sommes féministes, nous sommes anticapitalistes ; parce que nous sommes anticapitalistes, nous sommes féministes! Nous encourageons et soutenons les résistances des femmes contre leur oppression, leurs luttes pour leur émancipation et la constitution d'un mouvement des femmes, autonome, large, unitaire, antiraciste et internationaliste. Le féminisme n'est pas pour nous un supplément d'âme, un chapitre qu'on glisse vite fait à la fin d'un programme. Il traverse de fond en comble nos luttes, nos rêves et nos projets parce qu'il alimente le combat de touTEs les opprimÉEs pour la justice sociale et la dignité jusqu'au plus intime de nos vies.

Nos revendications féministes se déclinent tout au long du programme anticapitaliste que nous défendons. Nous les rassemblons ici autour de dix axes, qui ne correspondent pas à un ordre de priorités.

1. **Des services publics gratuits partout et du temps pour vivre!**
2. **Un temps plein avec un vrai salaire et un vrai statut!**
3. **Une sécurité sociale renforcée et basée sur l'individualisation des droits!**
4. **Autonomie, dignité et égalité des droits pour touTEs!**
5. **Stop aux violences hétéro-sexistes!**
6. **Nos corps ne sont pas à vendre!**
7. **Pour une vie sexuelle et affective émancipée!**
8. **Leurs rosaires hors de nos ovaires!**
9. **Une Europe construite par, pour et à l'image des peuples!**
10. **Pour l'émancipation: un mouvement des femmes autonome, large, unitaire, antiraciste et internationaliste!**

L'Union Européenne (UE) n'a pas attendu la crise pour prôner une politique d'austérité qui s'attaque immanquablement aux

salaires, au droit du travail, aux mécanismes d'assurances sociales collectives, aux services publics et aux droits fondamentaux. Dans ce contexte, rien d'étonnant à ce que le «retour des femmes au foyer» et le repli sur la «solidarité familiale» et les «vraies valeurs» hétéro-sexistes, défendus comme «alternatives faciles» par les réactionnaires de tous poils, reviennent à la mode.

Aujourd'hui, la crise capitaliste amplifie ce carnage en s'abattant sur ceux, et surtout sur celles, qui n'y sont pour rien. Tandis que les gouvernements assurent une prise en charge publique des échecs des vrais responsables à travers des « plans de relance » et le renflouement de banques privées tout en augmentant la dette publique, les femmes sont en première ligne des conséquences du casino géant. Les premières à compenser tant bien que mal la réduction des dépenses et services publics (1). Les premières licenciées de leurs emplois précaires (2). Les premières à perdre leurs droits aux allocations sociales (3). Les premières à faire face au pillage et à l'exploitation du Sud et à la négation de leurs droits fondamentaux au Nord (4). Les premières à subir les violences, encore plus exacerbées par les guerres viriles des hommes (5). Les premières à être transformées en marchandise sexuelle (6). Les premières à sacrifier leurs sentiments et leurs désirs (7). Les premières attaquées par les injonctions rétrogrades des intégrismes religieux (8). Les premières méprisées par les institutions bourgeoises (9). Mais aussi les premières à miser sur la solidarité (10).

Alors que nous sommes encore loin d'une réelle émancipation des femmes, de lourdes menaces pèsent sur leur autonomie matérielle et personnelle pour laquelle les féministes des générations précédentes se sont tant battues. Aujourd'hui, nous poursuivons ce combat bec et ongle ; nous rêvons d'égalité et comptons bien voir nos rêves se réaliser!

1) **Des services publics gratuits partout et du temps pour vivre!**

L'insuffisance et la diminution des services publics et le coût des services privés qui prennent leur place précarise et isole toujours plus les travailleurs/euses et les personnes âgées, particulièrement dans les quartiers populaires. Beaucoup n'ont d'autre choix que de s'en remettre au système D... ou à la solidarité familiale quand c'est possible. En prônant le démantèlement des services publics, la privatisation de la protection sociale et la concurrence sans frein, l'UE transfère de facto les responsabilités des Etats et des collectivités vers l'espace domestique et donc vers les femmes selon l'idée tenace

que leur revient l'économie non-monétaire, « qui ne rapporte pas », comme les tâches domestiques et les soins aux enfants et personnes dépendantes.

Pour les femmes, la division sexuelle du travail constitue une entrave importante à leur autonomie financière et personnelle. Chaque jour, elles consacrent en moyenne une heure pour les soins des enfants, (contre 22 minutes pour les hommes) et 3h38 pour les travaux domestiques (contre 1h56 pour les hommes). Cela implique une utilisation quasiment exclusive de leur temps et de leurs ressources à ces tâches, laissant de côté leur temps de vie privée comme toute possibilité temporelle et financière de se faire une place dans le monde du travail tel qu'il est en suivant des formations, en recherchant de contacts, en étant disponible pour faire progresser leur carrière, ... En effet, avec enfant(s) à charge, les femmes sont 65,5% à travailler contre 91,7% des hommes dans la même situation. Et, lorsqu'elles travaillent malgré tout, elles sont au four et au moulin constamment, accomplissant ainsi une double journée de travail.

Les politiques de l'UE sont loin d'encourager une meilleure répartition des tâches entre hommes et femmes. Les beaux discours sur la nécessaire conciliation entre la vie privée et professionnelle cachent d'ailleurs mal un recul de fait quant à la place assignée aux femmes au sein de la société. Par exemple, alors que l'UE se limite à une énumération d'objectifs –jamais atteints- pour le développement de structures d'accueil des enfants, les mesures concrètes actuellement à l'étude en matière de « conciliation » sont uniquement axées sur les congés familiaux, favorisant notamment « l'attractivité » d'un congé de maternité rallongé. Cette Europe préfère ainsi favoriser le mode de garde individuel et non rémunéré à charge des mères plutôt que d'imposer la mise en place dans chaque Etat d'un système public regroupant tous les modes de garde pour le soin des enfants, ce qui concerne pourtant l'avenir de la société toute entière.

Pour favoriser le partage des tâches entre hommes et femmes, il est nécessaire, d'une part, de laisser plus de place pour touTEs au temps libéré du travail (rémunéré ou non) et, d'autre part, de favoriser une évolution des mentalités. Dans ces objectifs l'Europe que nous voulons inversera la vapeur sur tout son territoire avec:

- la collectivisation généralisée de l'économie non-monétaire par le développement de nouveaux services publics, particulièrement pour l'accueil des enfants (en offrant divers modes de garde pour les enfants non encore scolarisés comme pour les plus grands en dehors des heures d'école et ce 24h sur 24), les soins aux personnes dépendantes (malades, handicapé/es, personnes âgées, ...), les travaux domestiques (restaurants, lavoirs, nettoyage, ...), la lutte anti-violences,

- la réquisition des services privatisés ces dernières années dans les domaines de la santé, des soins aux personnes, de la santé sexuelle et reproductive ; de l'environnement, des transports, de l'énergie et du logement ; du développement social et économique ; de la culture, de la formation et de l'enseignement, y compris en renforçant, en personnel et en moyens, les écoles maternelles pour garantir un accueil et un éveil des enfants dans une structure éducative dès 2 ans et demi ; ...
- l'extension, le renforcement et l'amélioration de tous les services publics de proximité, offrant de nouveaux emplois mixtes, de qualité, formateurs et bien rémunérés. Tous ces services doivent assurer une accessibilité horaire et une implantation sur l'ensemble du territoire en fonction des besoins des habitant/es. Ils doivent tendre vers la gratuité tout en assurant la qualité. Ils doivent permettre la mise en œuvre cohérente des politiques publiques élaborées démocratiquement, par la population et les travailleurs/euses concerné/es et dans le respect de la diversité sociale pour assurer la satisfaction des besoins sociaux et écologiques dans une perspective réellement émancipatrice pour touTEs. Il s'agit donc que des institutions élues issues des mouvements de femmes disposent d'un droit de regard et de veto sur toutes les décisions qui les concernent.
- la réduction collective du temps de travail (RTT) généralisée vers les 32 heures par semaine partout, sans flexibilité ni augmentation de cadences ni perte de salaire, et avec embauche compensatoire.
- l'aménagement de pauses-carrières, à répartir au choix par les travailleurs/euses au moment de leur vie qui leur convient le mieux, avec le maintien intégral du salaire, de l'ancienneté et des droits sociaux et avec la garantie de récupérer sa fonction dès le retour au travail. Il est nécessaire que ces pauses-carrière soient obligatoires et d'une durée identique pour toutes et tous afin d'éviter qu'elles ne deviennent un piège pour les femmes en les encourageant à interrompre leur carrière pour les soins des enfants et des proches par exemple.
- l'harmonisation des congés parentaux sur tout le territoire européen. Ils doivent assurer le droit à un congé prénatal obligatoire et incompressible pour les mères, avec la possibilité pour les pères d'accéder au même congé dans les mêmes conditions; le droit à un congé obligatoire après l'accouchement, incompressible et de même durée pour les deux parents; le droit à un congé parental à prendre obligatoirement en alternance par les deux parents. Tous les congés parentaux doivent avoir les mêmes garanties que les pauses-carrières. Plutôt que

- d'allonger la durée du congé maternité, les services publics de garde doivent être activement développés.
- La diffusion de larges campagnes de sensibilisations contre les stéréotypes et comportements hétérosexistes qui entretiennent les rôles sociaux « féminins » et « masculins » dans le cadre des politiques publiques (enseignement, santé, culture, ...) décidées démocratiquement et d'un syndicalisme féministe de combat, à travers les médias de masse, les entreprises, ...; suppression de tous les stéréotypes hétéro-sexistes dans les livres et programmes scolaires ; interdiction des publicités hétéro-sexistes.

Ces mesures d'élargissement du temps libre et de sensibilisation contre les stéréotypes hétéro-sexistes permettraient, en plus de résorber le chômage par une répartition du travail, la pleine satisfaction pour chacunE de sa vie privée, sociale, politique, familiale, culturelle, affective, ... et la mise en pratique une démocratie réellement autogérée par touTEs.

2) Un temps plein avec un vrai salaire et un vrai statut!

Avec les jeunes et les travailleurs d'origine étrangère, les femmes sont principalement concernées par les emplois précaires encouragés par les politiques de l'UE, particulièrement la «stratégie de Lisbonne». Les emplois à temps partiel sont exercés aux trois quart (76,5%) par des femmes qui sont elles-mêmes 30,7% à travailler à temps partiel, contre 6,9% des hommes. L'hyperflexibilité, avec horaires coupés et changeants ainsi que les emplois sous-qualifiés et les sous-statuts sont caractéristiques de l'emploi féminin.

Les emplois précaires et le temps partiel expliquent en grande partie l'écart salarial entre hommes et femmes. Pour chaque heure prestée, ces dernières gagnent en moyenne 25% de moins que les hommes dans l'UE. L'écart salarial est encore creusé par d'autres facteurs: la non mixité des emplois et des fonctions dans les faits; les promotions individuelles et avantages extra-salariaux que les hommes négocient plus facilement que les femmes grâce aux codes comportementaux qu'ils ont appris au cours de leur éducation; l'accès inégal aux formations qualifiantes qui sont souvent données en soirée ou dans des endroits difficilement accessibles sans voiture; ou encore la valorisation de l'expérience et de la carrière professionnelles qui sont souvent moindres pour les femmes.

Pour l'amélioration du niveau de vie et l'effectivité de l'égalité salariale, l'Europe que nous voulons garantira partout:

- L'interdiction des contrats précaires et leur conversion en emplois statutaires ou en CDI à temps plein.
- L'augmentation significative des salaires et leur indexation automatique

- Un salaire minimum interprofessionnel obligatoire, progressivement aligné sur le salaire minimum le plus élevé d'Europe
- Le calcul du salaire brut basé sur la fonction, et non sur la compétence
- L'interdiction des négociations individuelles de contrat
- La mixité de toutes les fonctions dans tous les secteurs
- L'accessibilité de tous les emplois aux personnes peu ou pas qualifiées, avec une garantie de formation au cours de la carrière

Ces mesures sont parfaitement réalisables, à condition de chercher l'argent là où il est et d'imposer une juste répartition des richesses au niveau européen. Les entreprises qui ne respectent pas ces mesures concrètes de lutte contre l'écart salariales doivent être sanctionnées financièrement et contribuer à un fonds de compensation destiné à augmenter davantage les pensions des travailleurs/euses à temps partiel ou qui ont interrompu leur carrière. Pour l'effectivité de ces mesures, l'exercice de la démocratie autogérée est nécessaire jusqu'au cœur des entreprises, à travers le contrôle ouvrier sur les embauches, les promotions, les formations, les conditions de travail et un syndicalisme féministe de combat.

3) Une sécurité sociale renforcée et basée sur l'individualisation des droits!

L'UE pousse à transformer les mécanismes de solidarité et de protection sociale en une protection dite « universelle », c'est-à-dire minimale et résiduelle. Les diminutions des cotisations patronales et la nouvelle niche de marché pour les assurances privées que représente ce secteur apporte en effet un double gain pour les capitalistes. Or, si la sécurité sociale a comme but final la protection des personnes, les assurances privées visent avant tout le protection de leurs profits, la précarisation des travailleurs/euses n'étant pour elles qu'un dégât collatéral.

Se réfugiant derrière les invectives européennes, « c'est pas nous, c'est Bruxelles», les gouvernements font pression pour complexifier et durcir les conditions d'accès aux droits aux allocations en stigmatisant les allocataires sociaux. Les politiques «d'activation» font injustement porter la responsabilité du chômage sur les chômeurs et chômeuses, alors même que, pour 40 chômeurs/euses en recherche d'emploi, il n'y a en moyenne qu'un emploi disponible. L'exigence de «disponibilité» des travailleurs/euses sur le marché de l'emploi est encore plus difficilement atteignable pour les femmes qui doivent majoritairement assumer seules les tâches familiales et domestiques. Il est donc d'autant plus facile de les « exclure » en les traitant de parasites. Même si leur taux d'activité reste toujours plus faible que celui des hommes (58,3% contre 72,5%) et leur taux de chômage toujours plus élevé (9,5% contre 6,7%), les femmes sont encore plus

nombreuses parmi les « invisibles », qui n'apparaissent pas dans ces derniers chiffres parce qu'ils/elles ne correspondent pas aux « critères » conditionnant le droit aux allocations.

Sous prétexte du vieillissement de la population, l'UE s'attaque aussi aux systèmes de pensions basés sur la solidarité et repousse toujours plus l'âge de la retraite. Peu de femmes bénéficient d'une pension complète, puisqu'elles interrompent davantage leur carrière et sont majoritaires à travailler en temps partiel. Leur plus bas salaires ne leur permettent ni d'espérer une retraite décente par le système de répartition ni même de s'intégrer dans le pervers système par capitalisation.

Certains systèmes de sécurité sociale, comme en Belgique, basent les droits sur le titulaire du salaire et les déclinent en droits directs et droits dérivés (indirects). Les droits directs sont financés par des cotisations prélevées sur les rémunérations, et correspondent donc au revenu professionnel individuel du titulaire. Les droits dérivés sont accordés à la personne titulaire du salaire pour couvrir les membres de sa famille. Cela se traduit par des taux de ménages (une majoration du revenu de la personne qui a le conjoint à charge), des pensions de survie, ... L'existence de droits dérivés, comme le taux ménage, influence aussi le « choix » de certaines femmes qui acceptent des situations salariales bien trop basses parce qu'au-delà le ménage ne bénéficierait plus du quotient conjugal, avantage fiscal non-négligeable. Cela va sans dire qu'en cas de séparation, ces femmes se retrouvent sans quotient conjugal, avec une carrière incomplète et dans une situation extrêmement précaire.

Une série de mesures à harmoniser au niveau européen doivent garantir les systèmes de solidarité et de sécurité sociale dans l'Europe que nous voulons:

- L'interdiction des fonds de pension et l'assurance de financement de la protection sociale publique, notamment par une plus forte contribution des employeurs.
- La revalorisation des allocations avec une liaison automatique au bien être et l'individualisation des droits afin de garantir à touTEs les allocataires, indépendamment du statut familial, un minimum d'existence harmonisé vers le haut, vers une protection sociale maximale. Aucune allocation ne doit être limitée dans le temps ni soumise à des exigences d'employabilité.
- L'interdiction des licenciements collectifs et l'harmonisation vers le haut la couverture des services publics qui créent les emplois socialement et écologiquement utiles et nécessaires.
- L'âge de la prépension à 55 ans et celui de la pension à 60 ans maximum pour toutes et tous, avec une allocation de 75% du revenu sur les 5 meilleures années, l'embauche obligatoire d'un/e jeune et une

juste reconnaissance des métiers pénibles des femmes.

4) Autonomie, dignité et égalité des droits pour touTEs!

Par ses politiques impérialistes, l'UE participe activement à l'exploitation des peuples du Sud et au pillage de leurs ressources. Mais elle se lave les mains de sa lourde part de responsabilité dans la mondialisation capitaliste. La misère et les famines qu'elle engendre sont particulièrement ressenties par les femmes qui tentent d'y pallier au mieux, entre autres à travers les initiatives d'économie informelle et solidaire qu'elles portent à bout de bras. Pour une véritable autonomie et indépendance des peuples du Sud, l'Europe doit au contraire intervenir activement pour inverser la marche du monde par:

- L'annulation de la dette des pays du Sud;
- L'arrêt de tout soutien aux dictatures et le gel des avoirs des dictateurs avec leur rétrocession aux peuples;
- L'arrêt de toutes les politiques néo-coloniales et impérialistes ; l'augmentation de l'aide financière au développement comme réparation des dégâts du colonialisme et au nom de la solidarité internationale et sa réorientation vers le soutien au développement des services publics et de coopératives populaires ; le démantèlement et l'abolition des institutions internationales au service du capital comme l'OMC le FMI ou la Banque Mondiale.

Des milliers de personnes dans le monde sont contraintes à l'exil. Parmi elles, les femmes sont nombreuses à migrer vers le Nord à la recherche d'une vie meilleure et, souvent, de ressources qui permettent à leurs proches de subsister. Mais la politique sécuritaire et répressive de l'Europe-forteresse condamne les migrantEs à la clandestinité, l'exploitation et la précarité. Les femmes migrantes sont doublement discriminées, en tant que femmes étrangères et en tant que migrantes en zone de non-droits. Clandestines, elles n'ont aucun recours en cas de violences sexistes. Leur dépendance conjugale et familiale est entretenue et même institutionnalisée puisque leur titre de séjour n'est pas renouvelé en cas de rupture de vie commune ou puisque c'est le statut personnel du pays d'origine qui s'applique. Dans ces conditions, les femmes migrantes sont des proies particulièrement faciles pour les proxénètes, les marchands de sommeil et les employeurs au noir qui les exploitent, parfois malgré leur haute qualification, pour des travaux dont les femmes en situation régulière ne veulent pas.

Pour la dignité et le respect des migrants, et particulièrement des migrantes, l'Europe que nous voulons imposera partout:

- le droit du sol partout, à travers la liberté de circulation et d'établissement ; la régularisation immédiate de toutes les personnes sans papiers ;

l'application de la loi du pays de résidence en matière de statut personnel et de législation du travail et le droit de vote à tous les scrutins pour touTEs; la citoyenneté de résidence qui implique le droit de vote pour touTEs à tous les scrutins.

- Le droit d'asile systématique aux victimes de violences hétéro-sexistes (proxénétisme, mutilations génitales, mariage forcé, répudiation, LGBTI-phobie, ...)
- Le droit à l'exercice de sa langue et de sa culture pour chaque peuple. Des services d'interprétariat et de médiation culturelle doivent être mis en place dans les administrations publiques pour que celles-ci soient réellement accessibles à touTEs.

Les femmes (d'origines) non-européennes sont en première ligne des préjugés racistes qui, parfois même en instrumentalisant certaines revendications féministes légitimes, les stigmatisent et les discriminent encore plus. C'est ce qui se produit par exemple dans plusieurs Etats membres avec les débats autour du foulard islamique. Les premières concernées sont parfois d'emblée jugées soumises ou manipulées à ce point que d'autres se permettent de parler en leur nom, leur déniaient ainsi leur droit à l'expression. Lorsque des entreprises, des écoles ou des administrations publiques interdisent le port du foulard, elles discriminent de fait les femmes qui doivent choisir entre leur droit à pratiquer la religion de leur choix comme elles l'entendent et leur droit à accéder à l'instruction ou à l'emploi. Contre le racisme, l'Europe que nous voulons doit garantir sur son territoire:

- l'exercice des droits fondamentaux pour touTEs, indépendamment des choix culturels et religieux qui restent de l'ordre des libertés personnelles
- Le droit à l'autodétermination, particulièrement des catégories sociales les plus stigmatisées comme les femmes (d'origines) étrangères

5) Stop aux violences hétéro-sexistes!

Le patriarcat génère de nombreuses formes de violences envers les femmes, des plus insidieuses et sournoises aux plus flagrantes et sauvages, à travers le monde entier. Elles ne sont pas propres à certaines cultures comme voudraient nous le faire croire ceux et celles qui brandissent leurs arguments racistes sous couvert d'un noble combat pour l'égalité entre hommes et femmes. Qu'il s'agisse de remarques déplacées -mais « pleines d'humour »- des collègues de travail, de mains aux fesses dans le tram, de mariages «arrangés», de viols, de coups ou de mutilations qui marquent les corps, les violences sexistes sous toutes leurs formes sont inacceptables.. Elles conditionnent la vie de toutes les femmes, contraintes à adopter au quotidien, consciemment ou pas, des attitudes psychologiques et des comportements qui puissent les protéger des violences masculines potentielles. Les violences patriarcales s'abattent

aussi sur ceux et celles qui ne correspondent pas aux normes hétéros.

Le Conseil de l'Europe estime que 45% des femmes sont victimes de violences masculines au cours de leur vie, et une sur cinq d'agression sexuelle. D'autres statistiques sont encore plus alarmantes. Mais aucune ne peut prétendre être à la hauteur de réalités qui sont souvent invisibles et taboues. Pourtant, la lutte contre les violences patriarcales ne fait pas partie des priorités de l'UE. Les campagnes de désinformation du lobby masculiniste n'aident pas à une prise en charge sérieuse de ce problème de société par les pouvoirs publics. La culpabilisation -voire la criminalisation- des victimes qui « provoquent » ou qui « affabulent » montre bien à quel point le monde est fait à la mesure des hommes.

L'Europe que nous voulons harmonisera la lutte contre les violences hétéro-sexistes sur tout son territoire, avec:

- La reconnaissance et l'interdiction de toutes les formes de violences hétéro-sexistes
- La mise en place de politiques publiques anti-violences. Cela implique la possibilité d'engager des poursuites contre les Etats qui tolèrent de fait ces violences. Ces politiques doivent être élaborées par les premières concernées, à travers des instances élues par les mouvements de femmes et les mouvements LGBTI.
- Le soutien structurel, avec les moyens financiers et matériels nécessaires, des espaces d'expression, de protection, d'hébergement et d'auto-défense autogérés par les femmes pour qu'ils puissent s'étendre et se renforcer. Ces espaces sont les mieux à même de rendre confiance, estime et autonomie aux victimes de violences et de leur fournir un point d'appui pour reconstruire leur vie. En encourageant la parole libérée, ils pourront briser les tabous et stéréotypes qui entretiennent les amalgames racistes et la stigmatisation des victimes dans l'appréhension de la violence sexiste.
- L'élaboration, dans le cadre des politiques publiques anti-violences, de campagnes coordonnées de dénonciation et de prévention des comportements machistes et violents par les centres et associations anti-violences ; leur large diffusion à travers les médias, l'ensemble des politiques publiques, les entreprises et la formation de touTEs les intervenant/es sociaux/ales susceptibles de devoir réagir face à des situations de violences hétéro-sexistes.
- Les dictatures, les guerres et les occupations que l'Europe impérialiste soutient à travers le monde développent des zones de non-droits où les femmes sont assassinées en toute impunité et utilisées comme armes de guerre par les forces belligérantes. Les

femmes ne sont pas par nature pacifiques et non-violentes ; souvent, elles intériorisent leur agressivité parce qu'elles ont grandi avec des préceptes éducatifs qui leur interdisent de l'exprimer par la violence ou la force, au contraire des garçons pour lesquels de tels comportements sont encouragés. L'Europe que nous voulons visera à développer d'autres types de relations que celles basées sur la force, le pouvoir, la violence.

Dans ce sens, elle garantira sur tout son territoire:

- L'interdiction des industries d'armements et leur réquisition sans rachat ni indemnités pour les convertir en industries socialement et écologiquement utiles.
- L'arrêt de toute collaboration avec l'OTAN et le retrait de toutes ses troupes des zones occupées et déchirées par les guerres impérialistes et néocoloniales.
- Intervenir activement pour soutenir les résistances de tous les peuples occupés, garantir la protection des femmes dans les zones de conflit et punir comme crimes de guerre les violences qu'elles y subissent.

6) Nos corps ne sont pas à vendre!

La prostitution est souvent considérée comme « le plus vieux métier du monde ». A une époque, elle était plus ou moins tolérée comme « écolage » pour les jeunes hommes au début de leur vie sexuelle. Aujourd'hui, elle est invoquée comme défouloir légitime pour les hommes en manque de sexe puisque, selon la vision viriliste hégémonique, la sexualité masculine serait pulsionnelle et irrépressible. Pourtant, la prostitution, est bel et bien une forme extrême de violence envers les femmes, qui constituent l'écrasante majorité des prostituéEs. Elle est à ce titre incompatible avec la dignité humaine. Rien ne peut justifier cet esclavage moderne qui consiste à permettre aux hommes de disposer comme bon leur semble du corps des femmes en échange de quelques billets.

La plupart des Etats membres distinguent la prostitution « forcée » -la traite-, unanimement condamnée, de la prostitution « choisie », souvent normalisée et réglementée ouvrant ainsi de nouveaux marchés. Là où la prostitution est légalisée, comme aux Pays-Bas ou en Allemagne, la traite illégale se poursuit pourtant et le nombre de prostituéEs n'a pas baissé. Au contraire, des « entreprises du sexe » se développent tranquillement, entretenant en toute légalité les violences et stéréotypes machistes, et, dans plusieurs pays, dont la Belgique, les prostituéEs sont elles-mêmes réprimées et poursuiviEs pour racolage en rue.

La lutte contre la traite est utopique si elle ne s'inscrit pas dans une politique abolitionniste, menée de façon volontariste et

coordonnée partout. Outre qu'elles doivent engager la responsabilité des Etats, les mesures abolitionnistes doivent garantir:

- La pénalisation des proxénètes mais aussi les clients, sans qui la prostitution n'existerait pas.
- Aucune forme de répression, de criminalisation ou de stigmatisation des prostituéEs.
- Du personnel et des moyens suffisants pour les services sociaux, et spécialement les associations et centres de lutte contre les violences hétéro-sexistes, qui puissent aussi assurer la prise en charge publique de l'accompagnement psychologique et social des ex-prostituéEs et l'élaboration de larges campagnes publiques qui luttent contre la stigmatisation sociale.
- Une sécurité d'existence et l'accès à l'emploi de qualité pour touTEs pour éviter le piège de la prostitution dans lequel s'engouffrent des jeunes filles par manque d'auto-estime, de perspectives ou de possibilités d'accéder à de réels emplois.

Comme la prostitution, la lucrative industrie du porno exploite et marchandise le corps des femmes sur base d'une conception viriliste de la sexualité. La pudibonderie de la société judéo-chrétienne qui ne met pas de mots sur la sexualité et l'hypocrisie d'un système capitaliste qui commercialise jusqu'à la dernière parcelle de dignité des 'dirty débutantes' conduisent à une situation où des actions physiquement nuisibles et à des rythmes intenablement imposés en toute impunité aux actrices pornos pour la rentabilité de cette industrie. Dans les films de Disney, les enfants ne peuvent pas tourner plus d'une demi heure. Mais sur le tournage d'un porno, une fille (ou un garçon) peut être pénétréE de façon répétée, sans pause et après le lavement anal préalablement nécessaire à la scène. Dans l'Europe que nous voulons:

- L'interdiction de la production et la commercialisation des films pornos hétéro-sexistes, dégradants et dangereux pour les acteurs/trices
- les producteurs, réalisateurs et exploitants de ces films doivent être strictement pénalisés
- ces mesures doivent s'intégrer aux politiques publiques d'éducation à la vie sexuelle et affective, avec des campagnes d'information sur la réalité de l'industrie pornographique et le soutien à la réalisation et à la diffusion de productions culturelles, y compris sexographiques, qui respectent la dignité des acteurs/trices dans leurs conditions de travail et leur jeu de scène.

Depuis plusieurs années, l'épidémie du sida influence beaucoup les comportements sexuels et leur sécurité. Les femmes, les habitantEs du Sud, les toxicomanes, les prostituéEs, les prisonniers et les homosexuels sont particulièrement concernéEs par cette maladie. Mais la recherche et les soins en matière de santé sexuelle n'échappent pas à la logique du profit.

Ainsi, la recherche se développe au profit des brevets privés et pas pour garantir la disponibilité de meilleurs traitements contre les maladies sexuellement transmissibles (MST). Ceux et celles qui en ont le plus besoins n'ont pas accès aux traitements existants, trop coûteux. L'Europe que nous voulons garantira:

- le financement et le développement de la recherche, de la prévention et des traitements contre le sida dans le cadre de politiques publiques de santé qui garantissent l'accès aux soins pour touTEs.
- L'abolition de la propriété privée des brevets médicaux pour assurer la production et la distribution de médicaments génériques contre le sida et les MST.

7) Pour une vie sexuelle et affective émancipée!

Les normes patriarcales sont hétéro-sexistes; en plus de maintenir des relations de pouvoir entre hommes et femmes en défaveur de ces dernières, elles ne conçoivent que les relations hétérosexuelles, brimant de fait notre liberté d'aimer et de vivre différemment du modèle dominant. Beaucoup de jeunes –et de moins jeunes– s'inspirent largement de l'hypersexualisation et des comportements machistes véhiculés notamment par les médias et reproduits dans les films pornos.

Contre cette profusion de stéréotypes hétéro-sexistes et pour entraver la commercialisation de la sexualité et des corps, l'Europe que nous voulons imposera à charge des Etats:

- Le développement de politiques publiques d'éducation à la vie sexuelle et affective, concrétisées, avec la garantie de moyens et le personnel nécessaires, par divers centres et associations de promotion des droits sexuels et reproductifs et anti-violences.
- la promotion, à travers ces politiques publiques débarrassés des stéréotypes sur la famille et les rôles attribués à chaque sexe, de comportements variés, respectueux, non sexistes et épanouissants entre autres à travers des campagnes larges et coordonnées dans les médias de masse, les politiques publiques, les entreprises, ...

Alors qu'il n'existe ni de «nature» ou de «gène» de l'homosexualité ni de catégories figées mais bien une multitude d'identités et d'orientations sexuelles, les normes patriarcales et les résistances aux oppressions qu'elles génèrent construisent des catégories socialement définies : homo, hétéro, bi, trans, ... A travers plus de trente ans de mobilisations que les personnes LGBTI (Lesbiennes, Gays, Bisexuel/les, Transsexuel/les et Intersexes) ont pu se faire entendre et vivre à découvert. La plupart des lois discriminatoires ont été abolies et plusieurs Etats à garantissent diverses formes d'unions pour que soient reconnues les relations durables homosexuelles.

Mais ces conquêtes ne sont pas encore généralisées. Tandis que les stéréotypes et les préjugés hétéro-sexistes ont la vie dure, les persécutions et discriminations des personnes LGBTI n'ont pas disparu du territoire de l'Union européenne. Tous les jours, les personnes qui s'écartent du seul comportement hétéro acceptable sont discriminées à l'emploi, au logement, à la santé, etc, harcelées, violentées et tuées. Pour correspondre à la vision binaire et exclusive hommes/femmes, les personnes intersexes, qui naissent « ni fille ni garçon », sont niées, mutilées dès la naissance et gavées d'hormones toute leur vie. Sous l'influence de la doctrine réactionnaire du Vatican et d'autres intégrismes religieux, les droits fondamentaux de milliers de personnes sont ainsi quotidiennement niés. Les simples bonnes intentions ne suffisent plus.

L'auto-organisation et les luttes des personnes Lesbiennes, Gay, Bi, Trans et Intersexes (LGBTI) en tant que groupes discriminés sur base de leur identité et orientation sexuelle sont indispensables aux résistances globales contre toutes les formes d'oppressions et exploitations. Elles sont tout autant nécessaires à la construction de l'Europe que nous voulons, qui implique aussi la reconnaissance de la pluralité et le dépassement à terme des catégories sociales que les normes hétéro-sexistes sous-tendent. L'Europe que nous voulons doit garantir partout:

- Le droit à la protection légale contre les actes LGBTI-phobes, contre les propos attentatoires à la dignité, et les diverses formes de discrimination et de stigmatisation, ainsi que le droit d'asile politique pour les personnes LGBTI persécutées dans leurs pays d'origine.
- l'égalité des droits intégrale pour touTEs, indépendamment de l'identité et de l'orientation sexuelle
- L'autorisation et la facilitation du changement d'état-civil
- l'interdiction de la mutilation des enfants intersexes au nom du droit à disposer de son corps et à l'autodétermination.
- L'abolition de toute pathologisation et psychiatrisation envers ceux et celles qui se trouvent hors des normes et qui ne sont pas malades pour autant;
- L'interdiction des précisions hétéro-centristes dans toutes les lois concernant l'union, la parentalité, l'héritage ou la filiation, autant pour les couples que pour els personnes seules, sans pour autant valoriser le mariage et la famille comme institutions : les couples de tout genre doivent avoir le droit de partager chaque aspect affectif, légal ou sexuel avec les hommes et les femmes de leur choix ; le droit à la filiation automatique des enfants nés durant le mariage (ou la cohabitation légale) doit être garanti pour touTEs; le ou la partenaire légalE doit pouvoir reconnaître l'enfant néE ou adoptéE par l'autre

durant l'union sans passer par de longues procédures administratives; la procréation médicalement assistée doit être accessible à touTEs, sans entretiens psychologiques pour les couples homosexuELLEs.

- L'âge de la majorité sexuelle identique pour tous et toutes partout en Europe.

La place des femmes étant étroitement liée à la maternité et au foyer, les choix faits dans le couple hétéro impliquent souvent pour elles des sacrifices dans leur vie privée et professionnelle, ainsi qu'une dépendance économique vis-à-vis de leur conjoint ou compagnon. L'organisation interne du foyer peut amener la femme à ne pas exercer un métier, à travailler à mi-temps ou à accepter un salaire très bas pour maintenir les avantages des droits dérivés accordés à son conjoint.

L'union et le mariage sont alors de véritables pièges desquels il n'est pas toujours aisé pour les femmes de sortir sans s'enfoncer encore plus dans la précarité. Le droit au divorce est reconnu partout dans l'UE, sauf à Malte, avec des dispositions juridiques variables. Mais les conséquences d'une séparation ou d'un divorce pour les femmes sont peu prises en compte. Ainsi, elles se retrouvent souvent séparées ou divorcées sans revenus ou droits sociaux et elles représentent 85% des chef/fes de familles monoparentales, en tête de liste des personnes en risque de pauvreté. Au niveau financier, les prestations compensatoires dues à l'ex qui a sacrifié sa vie professionnelle et/ou ses droits sociaux pour la famille ne sont pas garanties. Les femmes séparées ou divorcées ne sont pas non plus protégées de l'intrusion et du harcèlement d'un ex-mari ou compagnon violent. Au nom de la lutte contre un soi-disant «sexisme envers les hommes», les groupes de pères divorcés et autres lobbies masculinistes s'activent pour contester le paiement des pensions alimentaires ou revendiquer la garde alternée des enfants qui permet un maintien sous contrôle de l'ex-épouse ou compagne. Dans les pays où les lobbies masculinistes ont réussi à faire passer la garde alternée automatique en cas de séparation, le nombre de femmes maltraitées qui ont osé quitter leur mari a diminué, celles-ci ne pouvant accepter que leur enfant soit seul avec un homme violent une semaine sur deux.

Dans la décomposition des modèles sexués traditionnels qu'il revendique, le féminisme porte une dynamique qui encourage tant l'émancipation des femmes que l'abandon des préjugés hétéro-sexistes sur les rôles et comportements sociaux des femmes et des hommes. Dans l'Europe que nous voulons;

- l'égalité dans la parentalité doit s'imposer dès la naissance des enfants, comme le partage des tâches entre hommes et femmes.
- le droit au divorce et aux pensions alimentaires doit être garanti

- les différents statuts fiscaux (mariéEs, divorcéEs, célibataires, ...) doivent être abolis par une individualisation des droits.
- Les modes de garde doivent être adaptés au résultat d'une entente entre les deux parties ; la garde alternée ne peut être la règle automatique.

8) Leurs rosaires hors de nos ovaires!

Les droits sexuels et reproductifs sont fondamentaux, en particulier pour les femmes parce qu'ils conditionnent leur autonomie et donc l'exercice de tous leurs autres droits. Pourtant, plusieurs Etats de l'UE interdisent, limitent, ou veulent limiter fortement le droit à l'avortement. Là où il est légal et gratuit, il n'est jamais garanti intégralement. Souvent, il est conditionné à une période de réflexion ou à l'avis des médecins qui peuvent refuser de pratiquer une IVG et, en dehors du délai légal généralement de 12 semaines, l'avortement devient un crime. Le Conseil de l'Europe a récemment déclaré que l'avortement devrait être légal et accessible à toutes les femmes en Europe. Mais l'UE se limite à ces belles déclarations d'intentions sans conséquences, préférant s'effacer derrière les politiques de santé pratiquées par chaque Etat membre, tout en remettant en cause de fait les droits à la contraception et à l'avortement par ses politiques des restrictions budgétaires en matière de santé publique.

Cette attitude n'est pas étrangère à l'efficacité du puissant lobbying de l'Eglise catholique qui garde une grande influence sur les questions dites « éthiques » en Europe et dans le monde. Le Vatican, les courants religieux intégristes et la droite réactionnaire poursuivent main dans la main leur combat anti-avortement, sans rencontrer aucune résistance de la part de l'UE actuelle. En plus de partir en croisade pour le maintien de la « sainte fonction maternelle des femmes », le Vatican et ses amis s'attaquent tout aussi ardemment aux non-hétéros, jugéEs «contre nature», comme à la recherche scientifique et aux progrès médicaux, développant des arguments pour le moins douteux sur l'intervention divine dans l'apparition et l'agencement de la vie. Il est inacceptable et meurtrier de soumettre les femmes à l'esclavage d'une grossesse non désirée qui évolue dans leur ventre et se matérialise dans leur corps. Les enfants néEs dans de telles conditions survivent souvent dans un environnement peu propice à leur épanouissement.

Pour éviter les dérives réactionnaires que tous les intégrismes impliquent, l'Europe que nous voulons adoptera une politique pro-active en matière de défense des droits reproductifs et sexuels. Cela passe par la garantie, partout, de:

- la laïcité, pour une totale indépendance des politiques publiques par rapport aux religions
- La contraception et l'avortement assisté libres et gratuits. Qu'il s'agisse des délais, des démarches préalables ou du droit des mineures, les moyens

d'appliquer la législation en matière d'avortement doivent être garantis pour que les femmes puissent décider par elle-même.

- L'exclusion totale de l'avortement de tous les codes pénaux. La reconnaissance d'un quelconque « statut de l'embryon » doit être proscrite de toute législation.
- Le soutien structurel, en personnel et en moyens, des centres de santé et de planning familial qui pratiquent les IVG, promeuvent et défendent les droits sexuels et reproductifs.
- La création de centres publics d'information sexuelle et contraceptive dans les écoles, les entreprises, les quartiers, les hôpitaux, etc

9) Une Europe construite par, pour et à l'image des peuples!

L'UE se targue de placer la promotion de l'égalité entre hommes et femmes parmi ses priorités, ce principe fondamental étant inscrit dans son Traité fondateur. Sous la pression des mouvements de femmes, l'UE a adopté dès les années 1970 des orientations favorables à l'égalité en matière d'emploi et de droit social. Elles se traduisent à travers de nombreux textes à l'application facultative et à travers quelques directives qui imposent des objectifs à atteindre et des règles à établir tout en laissant à chaque Etat le choix des moyens à utiliser.

Puisqu'elles évitent soigneusement d'imposer des mesures volontaristes et contraignantes à travers des lois uniques qui s'appliquent partout pour remplacer les législations nationales conservatrices et rétrogrades, ces orientations « favorables à l'égalité » aboutissent à des résultats concrets souvent plus que décevants et très inégaux entre les Etats. Ce que les gouvernements appellent « politique d'égalité » n'est d'ailleurs en réalité qu'un nivellement par le bas, qui impose de plus en plus les emplois précaires, les allocations insuffisantes ou l'allongement de la carrière pour toutes et tous. L'Europe que l'on nous impose reste ainsi à l'image de ceux qui l'ont conçue : un projet par et pour des hommes blancs de plus de 40 ans en costume gris et en bonne santé.

La composition des institutions européennes parle d'elle-même. Alors que la population de l'UE est féminine à 51,2%, le parlement européen n'est féminin qu'à 30%, la commission compte 8 femmes sur 27 commissaires, le comité économique et social totalise 24% de femmes parmi les 344 membres nommé/es par le Conseil des ministres et les différentes Cours de justice européennes sont toutes présidées par des hommes. Les institutions les plus impliquées dans l'exercice du pouvoir sont les moins féminines. La loi belge est l'une des rares en Europe à imposer la parité absolue sur les listes électorales pour favoriser la féminisation des institutions élues. Mais elle exige aussi que les deux premiers candidats soient de sexe différent et

interdit donc de présenter deux premières candidates féminines.

Après plus de 200 ans de parlementarisme bourgeois masculin, les dispositions paritaires, mêmes si elles étaient élargies et systématisées, ne suffisent pas pour que la présence de femmes parmi les instances représentatives et décisionnelles corresponde réellement à leur proportion au sein de la population. Pour un changement dans ce sens, l'Europe que nous voulons garantira :

- le rétablissement sur les listes de candidatEs d'un déséquilibre numérique des hommes et des femmes... mais cette fois en faveur de ces dernières.
- l'interdiction, partout en Europe, des listes qui présentent deux premiers candidats masculins et de celles qui comptent une majorité de candidats hommes.
- un droit de regard et de veto d'institutions élues par les mouvements de femmes sur les décisions qui concernent ces dernières.
- La garantie de temps et de liberté pour que toutes et tous puissent s'impliquer dans l'action sociale, syndicale et politique.

Seul un puissant mouvement des femmes peut imposer des changements radicaux pour en finir avec le patriarcat et avec cette Europe du Capital, antidémocratique et illégitime. Une véritable égalité ne peut se concrétiser qu'à travers une toute autre Europe, construite par, pour et à l'image des peuples.

10) Pour l'émancipation: un mouvement des femmes autonome, large, unitaire, antiraciste et internationaliste!

Le capitalisme utilise le patriarcat pour diviser les travailleurs et les travailleuses, pour imposer toujours plus de flexibilité, pour faire pression sur les salaires ou pour démanteler la sécurité sociale et les services publics. Il est illusoire de tenter d'atteindre l'égalité entre hommes et femmes dans un tel système. Mais la rupture avec le capitalisme ne suffit pas non plus pour balayer le patriarcat puisque les stéréotypes hétéro-sexistes sont tenaces... même chez les révolutionnaires.

Souvent, les luttes féministes sont considérées comme secondaires, éludées, voire contredites par d'autres causes tout aussi justes comme l'anti-racisme par exemple qui, au nom d'un relativisme culturel, peut minimiser ou passer sous silence des comportements machistes inacceptables. C'est en s'auto-organisant au sein d'un puissant mouvement féministe autonome que les femmes peuvent identifier leur oppression spécifique sous toutes ses déclinaisons, dégager des stratégies et perspectives pour la combattre efficacement et faire reconnaître leur légitimité par les autres mouvements sociaux pour mener des luttes conjointes et solidaires dans une perspective réellement égalitaire et émancipatrice.

A l'inverse, le féminisme dominant est blanc et élitiste. Il ne mesure pas toujours les réalités des femmes les plus précaires. Il véhicule aussi parfois des préjugés et stéréotypes à travers sa perception des femmes du Sud et des femmes d'origine étrangère habitant au Nord. Pour soutenir l'émancipation de toutes, le mouvement des femmes doit se démocratiser, se «patchworkiser». Cela implique qu'il soit large, pluraliste, unitaire, antiraciste et internationaliste, et qu'il encourage en son sein l'auto-organisation de toutes les femmes à partir des réalités contrastées qu'elles vivent. Pour dépasser les clivages, il est nécessaire d'avancer ensemble sur les points de convergences et de transformer les idées divergentes en apports constructifs qui alimentent les débats et expériences féministes. Hétéros, homos, croyantes pratiquantes, mères de famille, célibataires endurcies, ... peu importe: les femmes doivent construire des solidarités qui vont au-delà de la peur de l'autre, car c'est sur notre division que le capitalisme compte pour nous asservir.

Cette Europe antisociale, antidémocratique, anti-écologique et sécuritaire est un noeud d'incohérences destinées à soutenir le profit capitaliste au détriment des droits élémentaires de la

majorité sociale et particulièrement des catégories opprimées et discriminées par leur sexe, leur orientation sexuelle, leur culture, leur religion, leur couleur de peau, leur handicap, leur âge, Cette Europe veut que les femmes travaillent sans limites, avec un bas salaire, dans la flexibilité horaire la plus inconfortable, tout en s'occupant des enfants, en se déplaçant en voiture (sans émettre de gaz à effets de serre pour ne pas porter la responsabilité du désastre climatique qui s'annonce), sans recevoir d'allocations sociales (pour ne pas « profiter »), sans faire l'amour (cela ne lui amènera que des ennuis), en prenant bien en charge l'économie non-monnaire pendant que les hommes triment (aussi) pour produire des objets dont personne n'a besoin et qui finiront à devoir être incinérés dans des centres de tri. Le seul fil rouge de toute cette absurdité est l'argent qui finit dans la poche des grands actionnaires. Il est temps que nous arrêtions de jouer leur jeu.

Pour en finir avec l'Europe patriarcale et capitaliste, il s'agit de mener, toutes et tous, dès aujourd'hui, un combat quotidien et simultané contre le patriarcat, contre le capitalisme et contre toutes les formes de discrimination et d'oppression. La révolution n'est pas une utopie, c'est une nécessité, une condition de survie. Pour les femmes en priorité.

Contribution au programme de la LCR pour les élections européennes de juin 2009

Les femmes et la crise de la civilisation

Hall et Philomena

La convergence des différents aspects de la crise globale du capitalisme aujourd'hui nous confirme dans l'idée que nous sommes face à des crises économiques, écologiques et sociales systémiques qui en se combinant produisent une crise de civilisation. Dans cet article nous voulons montrer les façons dont cette crise concerne plus particulièrement les femmes. Cette contribution, issue du séminaire femmes tenu à l'IIRE en juillet 2009, est soumise à la discussion du XVI^e Congrès mondial de la Quatrième Internationale par les camarades Hall (Commission de Recours, Grande-Bretagne) et Philomena (Comité International, France).

Avant le début de la crise, les femmes étaient déjà les plus mal loties, il n'est donc pas surprenant que nous ressentions plus fortement les effets de ces désastres. Malgré les avancées grâce aux luttes des femmes, leur position de subordination sur le marché du travail reste le reflet de la division sexuelle du travail et du statut inférieur des femmes à l'intérieur de la famille capitaliste patriarcale. La famille, combinée avec le système d'éducation, continue à reproduire l'idée que les femmes sont fondamentalement inférieures aux hommes – ou qu'elles ont au mieux une autre vocation en étant les soignantes aussi bien des enfants que des personnes âgées – et c'est sur cette idée que l'État revient pour tailler dans les services publics. La famille reste le lieu principal de la violence et de la répression contre les femmes.

Et on peut en être certain, ce qui est testé aujourd'hui sur elles pour que les capitalistes n'aient pas à payer pour la crise, sera imposé demain à toute la classe ouvrière, comme nous l'avons vu dans beaucoup d'autres exemples, en particulier avec le temps partiel.

En réponse à cette situation, nous devons tenir compte de l'oppression spécifique des femmes dans nos revendications, en tant qu'organisation politique, et dans les mobilisations. Cela veut dire que nous mettrons en avant dans certains cas des demandes spécifiques les concernant (par exemple, l'avortement, des droits à la retraite) mais aussi que nous tiendrons compte de leur point de vue dans tout ce que nous disons.

Si par exemple, la revendication d'une diminution du temps de travail par jour/semaine est dans l'intérêt des salarié-e-s, elle est particulièrement importante pour les femmes ayant une double journée de travail. Un autre exemple : en conséquence de la crise financière, nous mettons en avant la nationalisation

des banques, bien que nous sachions que la crise économique n'est pas uniquement une crise bancaire. Mais les femmes, étant une des parties les plus pauvres de la classe travailleuse, sont particulièrement frappées par l'augmentation des taux d'intérêt et la limitation des facilités de crédit.

Le contexte dans lequel nous formulons ces demandes est évidemment différent selon les pays et ces revendications doivent répondre aux réalités concrètes dans lesquelles nous travaillons. Le programme développé par les camarades belges lors des élections européennes de 2009 « Une Europe écosocialiste sera féministe ou ne sera pas » en est un bon exemple.

Les femmes participent à la résistance aux attaques et à la lutte pour créer un autre monde écosocialiste et féministe qui devient de plus en plus nécessaire dans notre quotidien. Pour réussir cela, leur auto-organisation sera décisive. Les avancées réalisées par celles de l'Équateur dans l'Assemblée Constituante et la campagne contre la dette publique, ne constituent pas des faveurs accordées par Correa, elles sont le résultat de l'auto-organisation des femmes ce qui a créé un rapport de forces permettant de gagner.

Les femmes et le changement climatique

La majorité des femmes des pays du Sud vivent dans la pauvreté et l'inégalité, et ce sont elles qui sont frappées les premières par la crise climatique, provenant des émissions produites principalement par les pays du Nord. Quatre-vingt pour cent du 1,3 milliard de personnes vivant sous le seuil de pauvreté dans le monde sont des femmes.

Dans le Sud, les femmes produisent 80% de la nourriture. La désertification, la perte de ressources en eau, etc., ont un impact énorme sur leur vie quotidienne. Quand les gens sont obligés de partir parce que l'endroit où ils vivent ne produit plus de nourriture à cause du changement climatique, ce seront les femmes et leurs enfants qui formeront la majorité des personnes déplacées.

Un rapport publié par Oxfam en juin 2009, « The Winds of Change : Climate change, poverty and the environment in Malawi » (Les vents du changement : changement climatique, pauvreté et l'environnement au Malawi) explique que les femmes sont les premières victimes du changement climatique à cause des rôles multiples qui sont les leurs en tant que

paysannes, productrices de nourriture, d'eau et de bois de chauffage, et s'occupant des enfants. Le rapport explique également que celles du Malawi n'ont aucun pouvoir sur la prise des décisions et que le changement climatique accentue les inégalités. Il explique en plus que l'aggravation de la pauvreté augmentera la pression sur elles afin qu'elles se prostituent pour obtenir de la nourriture, ce qui à son tour augmentera le risque de contamination par le virus du SIDA. L'augmentation des infections par le virus, à son tour, affaiblira la capacité des populations de résister au chaos climatique.

En 2008, le nombre de personnes mal nourries a augmenté de 800.000 pour atteindre le chiffre global de plus de 1 milliard. En même temps, on voit réapparaître des maladies comme le choléra, maladie parfaitement évitable, mais qui surgit de nouveau dans cette crise de civilisation.

Le combat des femmes pour avoir accès à une éducation publique et des soins de santé gratuits, y compris l'avortement, la contraception et l'éducation sexuelle, est un élément essentiel pour lutter contre la crise climatique dans le sud. Elles sont souvent à l'avant-garde des campagnes pour défendre et élargir ces droits essentiels.

La réponse néo-malthusienne à la crise climatique prétend qu'il y a trop de monde sur la planète, elle cherche à limiter le droit des femmes à disposer de leur corps, c'est une réponse raciste car la croissance démographique est plus importante dans les pays du sud. Nous luttons pour l'élargissement des droits des femmes concernant le contrôle de leur fécondité et en même temps nous luttons pour l'éradication de la pauvreté, seul moyen pour que la pression démographique dans les communautés diminue. Nous luttons également contre le consumérisme capitaliste, une consommation de produits sans valeur d'usage et nocives pour l'environnement.

L'impact croissant de l'agrobusiness, la production d'agrocarburants et la vente de terres aux multinationales pour continuer à extraire du pétrole et d'autres richesses, sont à l'origine d'une perte de terre et d'autonomie pour les petits producteurs, dont une majorité sont des femmes, souvent de communautés indigènes. Les pesticides détruisent la production bio des petits producteurs.

Les femmes indigènes et les femmes paysannes sans terre jouent un rôle central dans la défense des écosystèmes forestiers contre les gouvernements qui veulent les vendre aux plus offrants et aux multinationales souhaitant les utiliser pour produire des agrocarburants et pour en extraire d'autres richesses comme l'eau, les bois tropicaux (à croissance très lente) et aussi du pétrole et des minerais divers. Les actions des femmes de Via Campesina au Brésil, qui ont détruit les plantations d'eucalyptus d'Aracruz Celulosa, sont un exemple victorieux de leur rôle dirigeant dans la défense de la biosphère.

Au sein de beaucoup de communautés indigènes elles jouent également un rôle central dans la défense des terres ancestrales.

- Baisse de la consommation d'énergie par l'arrêt des productions qui gaspillent, dont l'industrie de l'armement, l'industrie nucléaire, la publicité, l'expansion du transport aérien
- Relocalisation de la production, y compris de l'agriculture
- Arrêt de l'utilisation de ressources énergétiques dangereuses et expansion des énergies renouvelables
- Transports publics de bonne qualité et gratuits

Les femmes et la crise économique

La mondialisation néolibérale a augmenté considérablement le travail précaire, avec des contrats à court terme et l'extension massive du temps partiel. Au même moment, l'économie informelle s'est étendue du sud vers des régions du nord et vers des secteurs qui, avant, faisaient partie de l'économie formelle.

La majorité de ceux qui travaillent dans l'économie informelle sont des femmes et des enfants. Un à deux pour cent des populations urbaines dans le monde par exemple, essaient de survivre en triant des déchets dans les décharges. Il s'agit en majorité de femmes et d'enfants. La demande industrielle de papier recyclé, surtout en Chine, diminue déjà à cause de la récession, ce qui signifie que les prix de ces produits sont en forte baisse. Les secteurs de la population qui vivent de la collection et de la vente du papier usé se retrouvent donc dans une situation beaucoup plus difficile pour survivre.

Lors d'une récession, on voit qu'il y a une perte de travail dans le secteur informel et en même temps on voit des boulots du secteur formel se déplacer vers le secteur informel. Des industries exportatrices du sud comme le secteur du textile, qui employait beaucoup de femmes, ont connu une croissance rapide : ces dernières sept années, plus de 100.000 nouveaux emplois ont été créés en Afrique par exemple. Mais avec la crise, la demande a chuté. Aux Philippines 42.000 emplois ont été perdus en un jour dans le secteur du textile, des semi-conducteurs et de l'industrie électronique où la majorité des salariés étaient des femmes (Oxfam Report, Paying the Price for the Economic Crisis, mars 2009).

L'industrie manufacturière exportatrice est un secteur où les travailleurs n'ont pratiquement pas de droits, ce qui fait que la plupart des femmes qui ont perdu leur emploi dans ce secteur n'ont reçu ni prime de licenciement, ni revenu de remplacement payé par la sécurité sociale. Même là où ces droits existent légalement, les patrons ignorent leurs obligations parce qu'il n'y a pas d'organisation de salariés pour imposer l'application de ces droits.

L'expansion du microcrédit a été importante pour qu'un nombre croissant de femmes du sud acquièrent une certaine indépendance économique. Mais avec la récession, l'accès au crédit a été fortement réduit, ce qui a eu un impact négatif pour leur indépendance économique et donc sociale et politique.

La perte d'emplois dans le secteur formel causé par la crise, a eu des conséquences différentes dans plusieurs pays. L'industrie automobile – un des secteurs les plus touchés – est en majorité masculine. Dans certains endroits, en général dans des pays industrialisés du monde capitaliste avancés où la crise a déjà frappé durement, il y a eu d'importantes pertes d'emploi dans le secteur des services, secteur avec une majorité de salariées femmes. Dans d'autres pays, on peut s'attendre à ce qu'il soit touché prochainement.

Bien que les chiffres sur le taux de chômage des hommes et des femmes soient difficiles à trouver, il semble que la différence entre eux n'ait pas augmenté. Mais cela sera le cas dès le moment où la crise aura eu des conséquences plus grandes dans le secteur des services. Selon l'Oxfam, la majorité des pertes d'emplois concerne les femmes dans le sud tandis qu'aux États-Unis, leur chômage a augmenté plus vite que celui des hommes en mai 2009 (5,6% pour les femmes et 4,1% pour les hommes – Womenstake.org).

Les femmes travailleuses continuent à être victimes de discriminations lorsqu'elles sont enceintes, malgré la protection légale qui existe dans les pays capitalistes avancés. La possibilité d'une grossesse se trouve en effet derrière les discriminations contre les femmes en âge de procréer. En Grande-Bretagne il semble que cet état de fait se soit aggravé dans la récession. Voici ce qu'écrivait l'Alliance contre la Discrimination lors d'une Grossesse, une coalition de plusieurs groupes qui mènent campagne sur ce problème :

« Il y a une augmentation alarmante des licenciements de femmes enceintes et de jeunes mères. Certains employeurs semblent utiliser la récession pour enfreindre la loi contre la discrimination. Avec le ralentissement économique nos organisations reçoivent un nombre croissant de coups de téléphone de femmes enceintes ou jeunes mères victimes de discrimination. Nous avons des cas concrets de femmes licenciées parce qu'elles étaient enceintes ou de mères retournant du congé maternel qui découvrent que leur emploi a disparu. »

« Avant la récession, la Commission de l'Égalité des Chances estimait déjà le nombre de licenciements de femmes enceintes à 30.000 par an et ce chiffre va probablement augmenter. Cette conséquence choquante de la récession n'est pas seulement immorale et nuit profondément à l'égalité des genres sur les lieux de travail – elle est aussi illégale. » [1]

Le premier signe visible de la crise actuelle, la crise des subprimes aux États-Unis, a particulièrement frappé les femmes – surtout les femmes de couleur. Trente-deux pour cent d'entre elles ayant un crédit hypothécaire ont un crédit subprime contre 24% des hommes ; les propriétaires de maison Afro-Américains ou Latinos ont 30% de chance en plus de recevoir un prêt à haut risque (subprime) (Ms Foundation for Women).

Le taux de pauvreté est évidemment en hausse lors d'un ralentissement économique ; les coûts des besoins de base comme la nourriture, les transports et l'énergie augmentent, tout comme le nombre de familles pauvres. Une fois qu'une famille est tombée dans la pauvreté, il lui est difficile d'en sortir. On estime que 60% des familles, dont le revenu se situe dans les 20% les plus bas, restent dans cette situation dix ans après (Ms Foundation for Women).

Quand les femmes n'ont plus de perspective d'emploi ni aujourd'hui ni dans le futur, même pas dans le secteur informel dont les rangs se gonflent de plus en plus, l'histoire nous apprend qu'elles se retournent vers celle du mariage et de l'éducation des enfants comme seule alternative acceptable. D'autres vont vendre leur corps pour maintenir un toit au-dessus de la tête de leurs enfants.

- Nationalisation des banques sous contrôle populaire, extension de la fourniture de microcrédits et augmentation des aides gouvernementales particulièrement aux femmes.
- Diminution du temps de travail par jour/semaine sans perte de salaire
- Abolition des CDD, un emploi en CDI avec tous les droits pour tous les salarié-e-s
- Contre toute discrimination sur les lieux de travail y compris les discriminations de genre, de statut marital, d'âge ou d'orientation sexuelle
- Création de nouveaux emplois ouverts aux hommes et aux femmes
- Pas de discriminations concernant les retraites et les allocations sociales

Les femmes et les Services publics

La défense des services de base – en premier lieu l'eau mais également l'électricité, le logement et les transports – sous contrôle public et à un prix abordable – de préférence gratuits – est essentielle. Les femmes ont souvent joué un rôle dirigeant dans les luttes pour défendre et élargir ces services de base, de la lutte victorieuse contre la privatisation de l'eau en Cochabamba (Bolivie) en 2000 aux luttes contre les privatisations des chemins de fer, de la culture du riz et du coton au Mali.

La crise économique à laquelle nous sommes confronté-e-s aujourd'hui, ne verra aucune pause dans les politiques néolibérales de privatisations et d'attaques contre les services

publics. Ceci touche plus particulièrement les femmes qui forment la majorité des salarié-e-s dans les services publics et elles sont aussi le groupe qui dépend le plus de ces services. Les attaques contre les systèmes de santé en Europe en sont un exemple permanent. En France, on ferme les écoles maternelles publiques et gratuites pour les enfants à partir de deux ans, au profit de jardins d'éveil privés et payants ce qui entraîne des pertes d'emploi dans le secteur public et augmente le prix à payer pour la prise en charge des enfants. Au Mexique, l'externalisation par l'État d'un nombre croissant de centres pour la petite enfance au profit de managers-propriétaires a mené à un déclin sévère de la qualité du service ; le résultat le plus cruel a été la mort de 48 enfants en juin 2009 lors d'un incendie dans un centre pour enfants à Hermosillo, Sonora. Le centre était la propriété de membres de la famille d'officiels haut placés du gouvernement, il était situé sous le même toit qu'un entrepôt de marchandises. Face à la corruption et l'impunité des responsables, l'horreur dans l'opinion a créé un mouvement qui a fait perdre sa place au gouverneur au parti dominant, mais les coupables n'ont toujours pas été jugés.

Dans les pays où l'avortement est légalisé (sous certaines conditions), les coupures dans les services de santé ont déjà des conséquences pour l'accès des femmes à l'avortement et à la contraception. Les maison d'accueil de crise (viol, violences) et d'autres services pour les femmes reçoivent moins de subventions. Sous le prétexte de nécessité économique, certains qui considèrent ces services comme des options supplémentaires et d'autres qui ne les ont jamais approuvés, seront heureux de couper les subventions pour ces projets.

Les services sociaux à la personne sont de plus en plus privatisés partout en Europe : au moins est-ce le cas en France, en Suède, en Belgique et en Grande-Bretagne. Il s'agit de travailleuses qui sont employées pour le travail à domicile (nettoyer la maison et le linge, préparer la nourriture, soins des enfants et parfois des handicapés ou des personnes âgées) dans la maison de familles aisées (organisé par l'État ou par des entreprises privées). Ces femmes travaillent parfois à cinq endroits différents avec un nombre d'heures très limité à chaque endroit et un temps de trajet parfois aussi long que celui du travail. Ces emplois ont un statut très bas, ils ont peu de protection sociale et le développement de ces services est utilisé comme argument pour réduire les services publics, en particulier dans le secteur des maison de retraite.

Les très bas salaires dans ce secteur se traduisent en pauvreté pour les femmes concernées. Et au vu des « réformes » des systèmes de sécurité sociale dans plusieurs pays, les chômeurs ont l'obligation d'accepter toute offre d'emploi sous peine de perdre leur allocation ; il devient donc de plus en plus difficile pour les salarié-e-s de refuser ces emplois tandis que les patrons peuvent disposer d'une force de travail de moins en moins coûteuse. Ces évolutions ont aussi comme résultat que les

différences se creusent entre les femmes qui ont un pouvoir économique et social plus grand et qui deviennent les employeurs de celles – souvent noires ou migrantes – qui n'en ont pas.

- Pour la défense et l'expansion des services publics sous le contrôle des salarié-e-s et des utilisateurs
- Pour l'extension de services publics de la petite enfance de haute qualité

Les femmes et la migration

Le nombre total des migrant-e-s internationaux a plus que doublé dans le courant des quarante dernières années tandis que le pourcentage de la population mondiale qui est migrante, est resté assez stable. Il y a actuellement 175 millions de migrants internationaux c'est-à-dire environ 3,5% de la population mondiale. Presque la moitié sont des femmes, malgré l'idée admise que les migrants sont en majorité des hommes. Les migrations s'effectuent dans la plupart des cas vers des pays limitrophes, il y a des migrations à l'intérieur de certains pays et il y a des migrations vers d'autres continents.

L'argent qui est renvoyé à la maison par les migrants, joue un rôle crucial dans l'économie de plusieurs pays du sud. En 2008, cet argent représentait par exemple pour les Philippines, la somme de 16,4 milliards de \$ US ; en mars 2009, la somme envoyée était de 1,47 milliard \$ US. Ces renvois d'argent représentent pour sept pays d'Amérique Latine et des Caraïbes plus de 10% du P.I.B, et il est plus important que le flux de dollars des exportations les plus importantes.

Avec l'approfondissement de la crise, la migration des femmes augmentera encore pour plusieurs raisons : elles émigrent parce qu'elles ne trouvent plus d'emploi chez elles, ou bien cet emploi n'est pas assez payé pour entretenir la famille. Au Philippines, il y a 4,5 millions de familles qui ne peuvent pas se procurer le minimum de nourriture.

Dans certains cas en effet, la majorité des migrants sont des femmes : il en est ainsi pour les migrants philippins qui sont pour 70% des femmes, employées le plus souvent au noir dans le travail domestique. Le RMPP (section Phillipine de la IV Internationale) fait un travail en Europe pour organiser les Philippinas migrantes et pour essayer d'obtenir des droits pour ces travailleuses.

Comme tant d'autres femmes d'Asie, d'Afrique, d'Amérique Latine et d'Europe de l'Est, les femmes philippines sont travailleuses domestiques, elles représentent un chaînon du système de soins domestiques global. Les femmes du premier monde veulent se libérer du travail domestique et poursuivre une carrière dans la sphère publique. Elles recherchent une autre femme pour remplir les fonctions domestiques. La

migration des travailleuses domestiques est donc basée sur une demande émanant de la segmentation du marché du travail selon le genre, dans les pays recevant les migrants. Les femmes des Philippines qui répondent à cette demande, ont elles-mêmes des enfants à la maison. Vu la division du travail dans les ménages, elles ne peuvent pas exiger que leur mari reprenne les tâches domestiques. En plus, souvent les maris eux-mêmes sont aussi des migrants dans le secteur du bâtiment.

La solution pour les femmes migrantes, c'est d'employer à leur tour une femme comme domestique à la maison. Dans la famille des non migrants, mais où la mère est absente, il y a donc aussi une demande de soins pour les enfants. Puisque cette famille ne peut pas se payer une travailleuse à domicile, ce travail est pris en charge par la fille aînée.

Au bout de cette chaîne mondiale, la fille aînée va prendre soin de ses frères et sœurs, elle aura donc moins de temps libre pour jouer, étudier ou pour travailler en dehors de la maison. Souvent aussi, la grand-mère s'occupe des enfants de la femme émigrée. Ceci diminue la pression sur les enfants plus âgés mais signifie également que des grand-mères vivent pendant quarante ou cinquante ans avec la responsabilité de soigner et d'éduquer des enfants. Chaque femme, le long de cette chaîne, a le sentiment qu'elle fait son devoir, on se passe les coûts cachés et à la fin, on arrive chez la fille aînée dans la famille qui ne migre pas. Le travail des soins et de l'éducation des enfants diminue en valeur le long de la chaîne et à la fin il devient gratuit.

Les familles de migrants sont privées de l'affection et des soins personnels par leurs mères, celles-ci se retrouvent comme marchandise sur le marché mondial. Cette « nouvelle marchandise » est promue et soutenue par l'État. Les deux femmes présidentes des Philippines (Aquino et Arroyo) ont fait de ces migrantes, des « héroïnes » à cause du sacrifice pour leur famille et pour que la nation progresse grâce à l'argent renvoyé au pays. La présidente Arroyo a promis aux pays du Moyen-Orient d'envoyer des travailleuses à domicile, efficaces et fiables. Si les présidentes parlent de ces migrantes comme des « nouvelles héroïnes », c'est pour amadouer la détresse face à la séparation et l'exploitation.

Les femmes migrantes et leurs familles sont sacrifiées sur l'autel de la mondialisation néolibérale. Celles qui travaillent dans les ménages sont directement victimes de la crise financière globale, elles ne peuvent même pas revendiquer une prime de licenciement quand elles perdent leur travail car elles travaillent presque toujours au noir.

Un gouvernement comme celui des Philippines ignore ses propres obligations légales de protection des migrants de son pays (Republic Act 8042 – Migrant Workers and Overseas Filipino Act de 1995). Depuis 2002 par exemple, six travailleurs

des Philippines, dont une femme, ont été exécutés en Arabie Saoudite, d'autres ont été condamnés à mort pour des crimes qu'ils n'ont pas commis. La violence (coups, viols, détention forcée) envers les femmes migrantes travailleuses à domicile, venant d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine dans les pays qui les accueillent, est bien connue.

Toutes les personnes déplacées, ne deviennent pas des travailleurs migrants. Des hommes, des femmes et des enfants sont déplacés en grand nombre à cause de guerres – y compris des guerres civiles – et par le changement climatique parce que leurs lieux de vie deviennent inhabitables. Les gens essaient d'échapper aux persécutions politiques en quittant leur pays d'origine. Des femmes fuient la violence à l'intérieur de la famille ou un mariage forcé. Beaucoup des migrants fuient en tant que réfugiés politiques en espérant obtenir un endroit de sécurité dans le pays vers lequel ils fuient. Malheureusement, la majorité d'entre eux sont traités comme des parias ou des profiteurs.

Le trafic des femmes a aussi connu une augmentation. Sa forme la plus connue, c'est le commerce pour leur exploitation sexuelle, en particulier celles en provenance de l'Europe de l'Est, d'Amérique latine, et d'Asie vers l'Europe occidentale, il s'est créé ainsi un vaste réseau de travailleuses forcées du sexe. Mais le nombre de femmes qui sont vendues à l'intérieur de leur propre pays comme esclaves domestiques augmente aussi : une recherche par des féministes péruviennes a démontré récemment que le groupe le plus important de femmes dans leur pays qui se trouvaient victime de trafic, étaient des femmes indigènes kidnappées et envoyées comme travailleuses en ville. Ceci démontre bien les inégalités croissantes à l'intérieur du pays.

Les femmes réfugiées ou victimes du trafic, ont encore moins de droits que les femmes travailleuses, émigrées. La majorité des réfugiés restent dans d'autres pays du sud. Les conditions de vie des réfugié-e-s dans les pays capitalistes avancés se sont détériorées ces dernières années avec la mise en place de mesures plus répressives en Amérique du Nord, en Europe et en Australie avec pour but de les exclure au maximum. Ceci a pris différentes formes : traversée des frontières plus difficile, emprisonnement d'un grand nombre – femmes enceintes et enfants de tout âge inclus – dans des conditions inhumaines et accès aux droits sociaux dans le pays « hôte » plus difficile.

Ce n'est plus seulement l'extrême droite qui a fait des réfugiés les boucs émissaires de la crise, mais aussi des politiciens des partis majoritaires. Par le vote d'une loi d'urgence en Italie en février 2009, Berlusconi a essayé de manière cynique d'accuser les réfugiés, et en particulier les Roms, de violence contre les femmes, tout en augmentant le pouvoir de l'État.

- Contre l'économie informelle

- Pour la régularisation du statut des migrants

Idéologie

La crise de civilisation est aussi le moteur de la croissance des idées réactionnaires. La politique de Berlusconi qui blâme les immigrés pour toutes les conséquences de la crise et qui utilise cela comme excuse afin d'introduire des lois fortes sécuritaires – donc anti-immigrés – en est un exemple extrême.

La religion a une emprise grandissante sur des parties de plus en plus importantes des populations et le fondamentalisme de toutes les grandes religions constitue une menace. Le corps des femmes est un terrain de lutte pour tous les fondamentalistes.

Un exemple frappant c'est la manière dont les éléments réactionnaires de l'Église Catholique d'Irlande ont utilisé la menace que le Traité de Lisbonne forcerait l'Irlande à légaliser l'avortement, pour soutenir l'opposition réactionnaire au Traité, malgré le fait que ce projet de Traité ne contient rien sur l'avortement. Ceci a forcé l'Union Européenne à donner des garanties formelles que l'adoption du Traité ne mandaterait pas l'Irlande à légaliser l'avortement, tout comme elle a été forcée de le faire sur la question de la préservation de sa neutralité.

La collusion entre des gouvernements de droite et les hiérarchies religieuses continue à jouer de l'Italie à l'Iran, malgré les changements récents intervenus aux États-Unis. Une des conséquences de ce changement est le renversement de la politique du gouvernement Bush qui refusait aux femmes de financer des projets de formation sur les contraceptifs – et même des services d'avortement. Ceci aura potentiellement un impact positif pour les droits des femmes, plus particulièrement en Afrique. Mais le meurtre du docteur Tiller, un des rares médecins aux É.-U. qui pratiquait ouvertement des avortements tardifs, doit nous rappeler que le fondamentalisme y reste encore bien vivant.

En plus, la doctrine fondamentaliste du régime de Bush a eu un impact négatif profond sur la lutte contre le SIDA en Afrique, elle a détruit les vies de nombreuses femmes. Soixante et un pour cent des malades du SIDA en Afrique sub-saharienne sont des femmes. Dans certains pays le taux d'infection des femmes jeunes dépasse largement celui des hommes. Par exemple au Swaziland, il y a quatre fois plus de femmes entre 15 et 24 ans que d'hommes du même âge qui sont infectées. Le manque d'information sur la transmission de la maladie, la cupidité des compagnies pharmaceutiques qui a sévèrement limité l'accessibilité des antirétroviraux dans les communautés en ayant le plus besoin, sont les causes principales de ces ravages.

Au Nicaragua, en 2008, les Sandinistes ont jeté leurs principes politiques par-dessus bord concernant la question de

l'avortement dans le but de gagner les élections, malgré le fait que rien n'indiquait que cela augmenterait leur nombre de votants. Ils n'ont pas simplement abandonné leur position antérieure mais ils ont également décidé de poursuivre activement le mouvement des femmes en traînant devant la justice neuf féministes connues dans le cadre d'un avortement thérapeutique effectué sur une fillette de neuf ans, victime d'un viol. Est-ce un hasard si ces féministes soutenaient la belle-fille du Président Ortega dans son action contre lui pour abus sexuels?

La collusion entre le gouvernement de droite du PAN et le PRI, au Mexique, a permis d'introduire une législation sur le « droit à la vie » dans 13 états – rendant ainsi beaucoup plus difficile l'extension du droit à l'avortement jusqu'à 12 semaines, introduit par le PRD dans le district de la ville de Mexico. Ceci a été possible grâce au fait que cette avancée positive s'est réalisée au niveau des superstructures et pas grâce à des mobilisations de masse qui auraient pu changer les consciences en profondeur.

Le gouvernement Lula au Brésil a continué l'élaboration d'un compromis avec le Vatican jusqu'au point d'envisager la possibilité d'introduire l'éducation religieuse dans les programmes scolaires. A la fin de 2008, le président du Congrès, Arlindo Chinaglia, a créé une commission parlementaire d'enquête sur l'avortement. Elle avait comme mandat d'étudier l'institutionnalisation de la criminalisation des femmes qui défendent une loi pour l'avortement et de celles qui sont obligées d'y avoir recours. En plus, la Justice de l'État du Mato Grosso do Sul, dans la ville de Campo Grande, vient de citer devant la justice, pour avoir pratiqué des avortements, plus de 10.000 femmes en utilisant les registres médicaux d'une clinique clandestine. Environ 1.200 femmes risquent d'être poursuivies en procès.

En Afghanistan, un des trois pays au monde où les femmes meurent plus tôt que les hommes, nous avons assisté au spectacle grotesque du vote d'une loi qui légalise le viol dans le cadre du mariage et le débat sur une clause qui permettrait aux hommes d'affamer légalement leur femme si elle refuse d'avoir des contacts sexuels avec lui. C'est dans ce pays que ceux qui avaient commencé la guerre le 11 septembre 2001, déclaraient de manière cynique qu'ils le faisaient au nom de la défense des droits des femmes. Mais le gouvernement qu'ils ont mis en place est aussi réactionnaire et dépendant des fondamentalistes islamistes que leurs prédécesseurs (qui étaient, eux aussi, une création de l'impérialisme des États-Unis).

La nouvelle constitution afghane a accepté un «code de la famille» séparé pour les populations shiites et c'est dans ce cadre que le débat actuel se déroule – dans le contexte de la préparation des élections. Comme dans autant de cas, la vie et le corps des femmes sont instrumentalisés. Les femmes

afghanes se sont organisées contre cet état de fait – avec le soutien moral de féministes d'autres pays – mais ces protestations ont été vigoureusement attaquées par les fondamentalistes.

En tant que féministes, nous sommes aussi confrontées à une attaque d'une autre source : les idées pos-féministes et masculinistes. En partant du point de vue que le féminisme était allé « trop loin », ces courants utilisent les théories différentielles pour attaquer les droits individuels des femmes à l'avortement, au divorce et à la protection contre la violence.

- Séparation complète des religions et de l'État, contre l'influence religieuse dans l'élaboration des lois et dans la mise en place des services juridiques, de la santé et de l'éducation.
- Pour le droit à l'avortement, la contraception et l'éducation sexuelle.

La violence

La crise de civilisation s'accompagne d'une aliénation toujours plus profonde et donc d'une augmentation des violences à tous les niveaux de la société.

Dans la sphère privée comme dans la sphère publique les femmes sont les victimes de ces violences : tous les trois jours en France, une femme meurt par la violence conjugale. La domination masculine au travail mène à une violence physique/psychologique/sexuelle largement répandue et ce phénomène s'aggrave avec l'approfondissement de la crise.

La guerre est l'exemple le plus clair et le plus brutal (et brutalisant) de cette violence. Elle est devenue dès la fin du vingtième siècle et le début du vingt-et-unième un phénomène où il est normal que les populations civiles soient fortement touchées, et donc où les femmes et les enfants sont frappés en grand nombre.

Depuis la guerre dans les Balkans, et ensuite lors des guerres dans la région des Grands Lacs en Afrique, nous constatons l'utilisation de plus en plus fréquente du viol comme arme de guerre.

Les preuves de l'étendue des viols en Bosnie entre 1992 et 1995 par les forces serbes ont obligé le Tribunal Pénal International pour l'ancienne Yougoslavie (TPIY) à traiter ouvertement de ces abus et en 1996, et pour la première fois, le viol a été reconnu comme crime de guerre. Selon le groupe femmes Tresjevka, plus de 35.000 femmes et enfants ont été détenus dans des « camps du viol » par les Serbes. Les femmes musulmanes et croates prisonnières y ont été violées consciemment et rendues enceintes. Ceci dans le cadre d'une société patriarcale, dans laquelle les enfants héritent de l'origine ethnique du père, les « camps du viol » voulaient donc faire

naître une nouvelle génération d'enfants serbes – il s'agissait véritablement d'un nettoyage ethnique par d'autres moyens.

Les mêmes horreurs ont été subies par les femmes dans la région des Grands Lacs en Afrique. Leur corps était devenu un enjeu des luttes parce que c'est à travers lui que les nouvelles générations sont produites, et dans une guerre ethnique, le but ultime c'est d'empêcher l'ennemi de se reproduire. La violence sexuelle est devenue dans ce contexte une stratégie délibérée et efficace de la guerre dans cette région.

Les actes sexuels violents veulent brutaliser et installer la peur chez les victimes et dans la population en général, car il n'y a pas de discrimination selon l'âge, des fillettes de quelques mois et des femmes de 84 ans ont souffert des mêmes violences. Les agences de l'ONU travaillant dans l'Est de la République Démocratique du Congo estiment qu'environ 50.000 femmes y ont été violées entre 1996 et 2002 et que près de 55% des femmes ont vécu des violences sexuelles dans le conflit au sud du Kivu. On estime que 250.000 femmes ont été violées pendant le génocide rwandais.

Un rapport d'Amnesty International sur Haïti (novembre 2008) précise qu'on y constate l'émergence d'une tendance, parmi des groupes d'hommes armés, à attaquer des filles, cette tradition du viol est apparue comme une arme politique durant la rébellion qui a chassé Aristide en 2004. Les rebelles armés ont commencé à l'utiliser pour faire peur et pour punir les femmes qui avaient soutenu le gouvernement démocratique. « Parmi les bandes de criminels, le viol est devenu une pratique courante » nous dit le rapport. Sur les 105 cas rapportés en novembre 2008, 55 % concernaient des filles de moins de 18 ans. En 2007, on en a signalé 238, dont 140 sur des filles qui étaient âgées de 19 mois à 18 ans. Et tout ceci se passe malgré la présence de troupes onusiennes depuis 2004.

Les femmes en Palestine, et plus particulièrement à Gaza, continuent à souffrir à cause de l'occupation israélienne. Des femmes enceintes, qui sont sur le point d'accoucher ou qui ont besoin de soins médicaux à des stades ultérieurs de leur grossesse, rencontrent souvent le refus du passage à travers les check points vers Israël, et les hôpitaux de Gaza ne reçoivent pas les fournitures médicales nécessaires, même si ces dernières sont apportées par des convois humanitaires. D'innombrables femmes ont fait des fausses couches ou sont mortes dans cette barbarie. Pendant les bombardements sur Gaza au début 2009, 192 femmes ont trouvé la mort. Et l'état de siège continue à avoir des conséquences très négatives sur toute la société, y compris sur la santé physique et mentale des femmes et des enfants.

Dans d'autres endroits, nous voyons les conséquences de la militarisation rampante des sociétés, ce qui mène à une criminalisation de plus en plus grande de la société civile et à

une répression violente par l'appareil d'état. La violence sexuelle, y compris le viol, est utilisée de plus en plus comme instrument. En 2006, la police a lancé à Atenco (Mexique) une attaque violente contre les mouvements sociaux, causant deux morts, et des attaques sexuelles contre 26 femmes. La guerre contre la drogue, surtout en Amérique latine, et la guerre contre le terrorisme sont ici les deux faces d'une même médaille.

Nous avons aussi vu les terribles tortures sexuelles pratiquées par les troupes US – y compris par des femmes – à Abu Graïb et Guantanamo. Ces abus contre des détenus mâles, supposés être croyants, ont clairement l'intention d'humilier les victimes et de les attaquer physiquement.

Nous voyons ensuite que les préjugés – le racisme, l'antisémitisme, l'homophobie et le sexisme qui avaient reculé grâce aux acquis des mouvements – augmentent de nouveau avec en plus la montée de l'islamophobie. Ces préjugés s'expriment de façon plus violente comme on peut le constater dans le nombre grandissant de meurtres pour ces motifs.

Dans le cas des femmes, il y a le phénomène du féminicide, qui est apparu pour la première fois dans la ville de Juárez City

(État de Chihuahua au Mexique) au début des années 1990 et qui continue jusqu'à ce jour. Il est devenu clair lorsque les femmes se sont organisées et ont réagi contre ce problème, que des centaines de femmes sont tuées simplement parce qu'elles sont femmes, et cette situation n'est pas limitée à cette seule ville mexicaine. Le phénomène est présent dans tout le territoire national du Mexique ainsi que dans d'autres pays d'Amérique Latine comme le Guatemala, le Salvador, le Honduras, le Costa Rica, le Chili, l'Argentine et aussi l'Espagne. Il faut comprendre le féminicide comme l'extension (il)logique et la normalisation des autres formes de violence contre les femmes. Comme d'autres crimes semblables, ils sont perpétrés par des hommes qui ont différents types de relations avec les victimes.

- Pour des systèmes de soutien et d'aide aux femmes victimes ou victimes potentielles de violences, des centres de femmes, le droit à un logement indépendant et aux allocations sociales, une formation adaptée pour les travailleurs sociaux, la police et la justice.

[1] <http://www.fawcettsociety.org.uk>

Contribution au XVIe Congrès Mondial de la IVe Internationale, février 2010

Qui sommes nous ?

La Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) est la section belge de la IVe Internationale. Nous luttons pour une alternative socialiste au système capitaliste car nous pensons que les injustices, les inégalités sociales et les oppressions sont profondément enracinées dans les structures de ce système productiviste, barbare et inhumain. Réformer ce qui est fondamentalement irréformable n'apporte aucune solution, la révolution reste donc une idée actuelle. Nous voulons un monde où la satisfaction démocratiquement déterminée des besoins sociaux humains et le respect prudent des équilibres écologiques remplacent la soif du profit et les lois du marché capitaliste. Nous sommes actifs au quotidien pour soutenir et impulser les résistances sociales, à partir desquels il faut créer une nouvelle force politique anticapitaliste au service de ces luttes. Renforcer la LCR, c'est renforcer ce combat.

www.lcr-lagauche.org
Lisez *La Gauche* ! Abonnez-vous !

Talon à remplir et à renvoyer à la LCR, 20 rue Plantin 1070 Bxl, info@lcr-lagauche.be

Nom :

n° & rue:

Code postal:Commune:

Tél: E-mail:

Je veux...

un abonnement d'un an à La Gauche, je verse 8 euros sur le compte FLL001-0728451-57 mention 'Abonnement La Gauche'.

devenir membre de la LCR.

devenir membre de soutien de la LCR.

plus d'infos sur la LCR